

Résistances éthiopiennes

Le « Négus rouge » se cramponne à son trône. Le colonel Mengistu Haile Mariam, le dernier des grands dictateurs africains, n'entrevoit toujours pas d'autre solution que militaire pour mettre fin aux rébellions qui ravagent l'Éthiopie depuis déjà un bon quart de siècle. Dans un discours fleuve très attendu, diffusé, vendredi 19 avril, sur les ondes de la radio nationale, il a fait mine d'offrir sa démission « si cela peut sauvegarder l'unité du pays ».

Personne n'a pris au sérieux ces propos de circonstance d'un homme aujourd'hui bien seul au pouvoir, qui a évité de faire la moindre allusion à un quelconque compromis avec les rebelles érythréens et tigréens, sauf à annoncer une prochaine réunion du Parlement en « session extraordinaire » sans en préciser l'ordre du jour. Au contraire, plus combatif que jamais, le colonel Mengistu a voué aux gémonies l'Irak, la Libye et le Soudan, accusés de soutenir la guérilla éthiopienne.

À l'heure ouverte de quelque deux cents intellectuels éthiopiens, largement diffusée début avril, n'a inspiré aucun commentaire public au maître d'Addis-Abeba. Pourtant, les termes de cette courageuse missive étaient sévères, qui appelaient à la formation d'un gouvernement de transition, chargé d'élaborer une nouvelle Constitution et d'ouvrir le passage vers le multipartisme. Ne rappelait-elle pas aussi que « le fédéralisme est une tradition éthiopienne », prenant ainsi ses distances vis-à-vis des vues centralisatrices du pouvoir aussi bien que des revendications indépendantistes des maquisards érythréens ?

Toujours est-il que les rebelles, rassemblés au sein du Front révolutionnaire démocratique du peuple éthiopien, se trouveraient, aujourd'hui, à une centaine de kilomètres d'Addis-Abeba. Depuis le début de leur offensive, fin février, qui a suivi l'échec de pourparlers avec le pouvoir central, ils n'ont cessé de marquer des points sur le terrain face à une armée gouvernementale pour le moins démoralisée. Ils viennent d'annoncer la prise de la centrale électrique de Fincha, qui alimente la capitale éthiopienne.

INVITANT ses compatriotes à « prendre les armes contre les rebelles », le colonel Mengistu leur a déclaré, avec un aplomb qui confine à l'aveuglement, que « la stratégie de développement militaire de l'Éthiopie n'avait été que partiellement achevée ». Les appels à la mobilisation restent sans grand écho. Étudiants et lycéens tentent d'échapper aux campagnes d'enrôlement forcé. Quant aux fournisseurs d'armes étrangers, ils se font rares, qu'ils soient soviétiques, voire israéliens.

Alors que les rebelles parlent de le « jeter honteusement » et de le faire passer en jugement, le colonel Mengistu sent le vain de réveiller le nationalisme de ses compatriotes en évoquant le spectre d'une désintégration du pays. Mais ce militaire sans scrupules et sans morale n'est plus en mesure de se faire entendre des siens, tant est décrié son régime brutal et anachronique. Le « tombeur » du Roi des Rois sera-t-il contraint de quitter le pouvoir de la manière dont il l'a confisqué, il y a dix-sept ans ? Dans le sang.

M0146 - 0422 0 - 6.00 F



La tournée du secrétaire d'État américain au Proche-Orient

Longs et difficiles entretiens de M. Baker en Israël

À l'occasion de son troisième séjour en Israël en moins de deux mois, le secrétaire d'État américain, M. James Baker, devait s'entretenir, samedi 20 avril, à Jérusalem avec trois personnalités nationalistes des territoires occupés. Au cours de cette rencontre, la délégation palestinienne devait remettre à M. Baker un mémorandum évoquant notamment la position de l'OLP sur le processus de paix au Proche-Orient. Vendredi, le secrétaire d'État a eu deux entretiens, longs et ardu, avec son homologue israélien, M. David Lévy, ainsi qu'avec le premier ministre et chef de la droite, M. Itzhak Shamir.

JERUSALEM

de notre correspondant

Les autorités israéliennes avaient sans doute annoncé un peu vite qu'elles étaient parvenues, ces derniers jours, à un large accord avec les États-Unis sur une possible relance des négociations de paix au Proche-Orient. On en est, apparemment,

encore assez loin. Une certaine morosité était perceptible, vendredi soir 19 avril, à Jérusalem, alors qu'une série de nouveaux entretiens avec M. James Baker s'étaient achevés sans résultat tangible.

Les deux parties l'ont reconnu, chacune à leur manière.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 4

L'arrivée des troupes alliées au Kurdistan

Lire page 4 les articles

de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX et SERGE MARTI

Face-à-face franco-maghrébin

Alors que M. Roland Dumas se rend lundi en Libye, les relations entre Paris et le Maghreb oscillent entre le cœur et la raison

par Jacques de Barrin

Abdelatif a vingt et un ans et la tête bien faite. Ni révolté ni frustré, sage et raisonnable comme on peut l'être à son âge. Étudiant en deuxième année de droit à l'université de Rabat, il avait choisi de s'inscrire, l'an prochain, dans la section droit international. Il vient d'y renoncer. « Après tout ce qui s'est passé dans le Golfe, ça ne rime plus à rien », explique-t-il sans hausser le ton. « Choqué et écarté », il hésite maintenant entre droit public et droit privé.

D'un bout à l'autre du Maghreb, de Tunis à Rabat, la colère est

retombée mais l'amertume et le ressentiment ne sont pas encore dissipés. « C'est un peu comme si on avait fait la guerre aux Maghrébins », souligne M. Moncef Marzouki, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme. Et que la France se soit trouvée étroitement mêlée à cette « agression anglo-saxonne » aux côtés des États-Unis, dépasse l'entendement, vu de cette rive-là de la Méditerranée.

Assis près de sa bibliothèque sur les étagères de laquelle s'alignent dictionnaires et encyclopédies Dalloz, M. Abdelaziz Bennani, vice-président de l'Organisation marocaine des droits de l'homme, a

beau vouloir faire preuve d'indulgence, il ne réussit pas à comprendre ce « suivisme béat » de la France, cette « comédie onusienne ». Personnalité en vue de l'opposition marocaine et secrétaire général du Conseil national de la jeunesse et de l'avenir, M. Habib El Malki dénonce, quant à lui, cette « conception inférieure du droit international ».

Simple question de personne ? « De Gaulle, lui, qui avait une vision du monde arabe, n'aurait jamais fait ça », réplique-t-on à satiété. Ce serait donc, pour tout simplifier, « la faute à Mitterrand ».

Lire la suite page 5

La fin du voyage de M. Mitterrand en Roumanie

Le pari optimiste du président de la République page 3

Flambée du dollar

page 21

« Grand-jury RTL - le Monde »

M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, invité dimanche à partir de 18 h 30

HEURES LOCALES

Montpellier technopole

Comment Montpellier a conçu sa technologie et la « vend » : quelles sont les retombées des innovations de la capitale sur l'ensemble de la région, pages 9 à 14

Après la décision des magistrats d'Angers sur l'affaire Urba

La droite demande la démission de MM. Henri Nallet et Georges Kiejman

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers a déclaré, vendredi 19 avril, « conforme au droit » l'ouverture de la procédure menée au Mans par le juge Thierry Jean-Pierre dans l'affaire Urba. L'instruction, qui avait été confiée à M. Jacques Liberge après le dessaisissement de M. Jean-Pierre, peut donc se poursuivre. Cette décision est un camouflet pour le garde des sceaux, M. Henri Nallet, et le ministre délégué à la justice,

M. Georges Kiejman, qui avaient dénoncé à plusieurs reprises des erreurs de procédure. Plusieurs responsables de l'opposition ont immédiatement demandé la démission des deux ministres.

À l'Hôtel Matignon, on indiquait samedi matin que MM. Nallet et Kiejman avaient émis une opinion juridique contredite par la chambre d'accusation d'Angers, mais que cette situation n'affectait pas leur autorité politique.

Sans péril

par Bruno Frappat

La démocratie n'était donc pas « en péril », puisque moins de deux semaines après le rocambolesque et dominical dessaisissement du juge Jean-Pierre dans l'affaire Urba, il s'est trouvé trois juges, ceux de la chambre d'accusation d'Angers, pour juger « conforme au droit » la procédure menée par le juge contesté lorsqu'il s'était saisi du dossier d'Urbatech, pompe à finances du Parti socialiste.

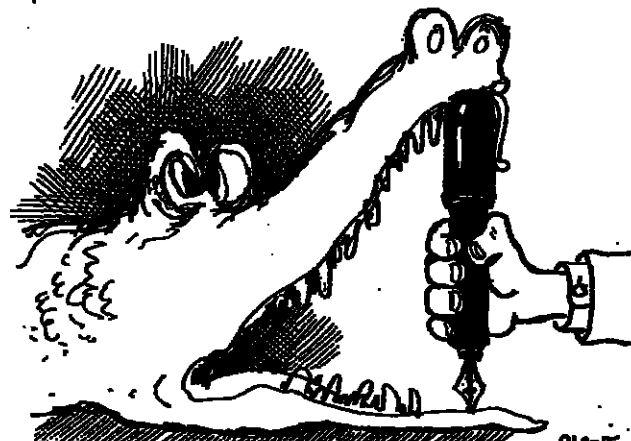
L'indépendance de la magistrature n'était donc pas en péril, puis-

que ces juges, dont les motivations ne seront signifiées que dans quelques jours, n'ont pas eu à tenir compte du foin - pour ne pas user de termes plus crus - fait autour de cette affaire ; des interruptions médiatiques du principal intéressé ; de l'utilisation politique du dossier par une opposition requinquée ; et pas plus des opinions émises par le ministre délégué à la justice sur le « cambriolage judiciaire » qu'il reproche à M. Jean-Pierre, dont on sait maintenant que le dessaisissement n'était pas légitime.

La dignité de la magistrature

Lire la suite page 6

Pour la liberté de la presse



Un milliard et demi d'humains vivant dans des régimes de contrôle systématique de la presse ; quarante journalistes assassinés dans l'exercice de leur métier ou pour leurs opinions en 1990. Ces chiffres, qu'elle publie dans son rapport annuel, ont décidé l'association Reporters sans frontières à faire du samedi 20 avril 1991 la première Journée internationale de la liberté de la presse, à laquelle s'associent de nombreux médias français.

Au 28^e Marché international des programmes

La télévision des polémiques

Grand rendez-vous de la planète télévision à Cannes, le 28^e Marché international des programmes (MIP-TV) s'est ouvert, comme souvent, sur fond de polémiques franco-françaises. L'une d'elles oppose M. Jack Lang au Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui refuse, contre l'avis du ministre de la culture, d'attribuer à la chaîne musicale Eurovision le septième réseau hertzien. L'autre grande controverse porte sur les quotas imposés aux chaînes de télévision. Diffuseurs privés et producteurs hexagonaux, réunis pour la première fois dans une association, Télévision pour demain, lancent un cri d'alarme : « L'accumulation des réglementations entrave le développement de l'industrie française des programmes de télévision et l'empêche de tenir sa place en Europe. » Ils proposent un assouplissement des quotas de production et de diffusion.

Le ministre de la communication, M^{me} Catherine Teasie, leur répond que « le gouvernement ne saurait envisager d'aménagements qui ne serviraient pas l'objectif central de contribuer au développement de l'industrie de programmes tout en protégeant l'identité nationale ». M^{me} Teasie refuse une logique purement commerciale, qui ignorerait les droits du public, des créateurs. Et des enfants : inaugurant le MIP-TV, le ministre s'est particulièrement intéressé aux producteurs de dessin animé - japonais mis à part. Sur ce marché, des firmes américaines comme Hanna-Barbera tentent de sortir de l'ombre du géant Disney.

Lire page 8 les articles de PIERRE-ANGEL GAY et de JEAN-FRANÇOIS LACAN

50:10:10

2 Le Monde • Dimanche 21 - Lundi 22 avril 1991 •

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

« Association Beuve-Méry »

Société anonyme

des factuels du Monde

Le Monde-Suisse

M. Jacques Lesourne, érant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

François Hugues, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-01-87 et 45-55-01-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. : 45-55-04-70. Société filiale

de la presse Le Monde et RAGE Presse SA.

Impression

de la presse

12, r. M. Gambourg

94852 IVRY CEDEX

Reproduction interdite de tout article

ou de publication, sans autorisation

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et

index du Monde au (1) 40-65-25-25

LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif

FRANCE

SUISSE

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

1 an

400 F

572 F

790 F

700 F

1 123 F

1 560 F

1 400 F

2 086 F

2 940 F

ÉTRANGER :

par voie aérienne tarif sur

demande.

Pour vous abonner

RENOVEZ CE BULLETIN

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités

à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en indi-

quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois

6 mois

1 an

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Jeunes avant l'obligation d'être tous les

nommes en capital d'impression

111 MON 02

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant

directeur de la publication

Bruno Frappat

directeur de la rédaction

Jacques Gail

directeur de la gestion

Manuel Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(adjoints au directeur

de la rédaction)

Thomas Ferracci

Philippe Verreman

Jacques-François Simon

Daniel Vermet

directeur

des relations internationales

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989)

Jacques Fauriol (1989-1992)

André Laurens (1992-1995)

André Fontaine (1995-1991)

DATES

Il y a soixante-quinze ans

L'insurrection de Dublin

Le 23 avril 1916, lundi de Pâques, était jour de congé en Irlande. Il faisait beau à Dublin, la ville était calme et paisible. Les gens se préparaient à passer la journée sur les plages, au nord et au sud de la capitale, ou aux courses de Fairyhouse. La guerre faisait rage dans les Flandres, mais c'était bien loin de Dublin.

Personne ne fit attention à la centaine d'hommes qui marchaient en direction de la rue principale de la capitale, Sackville Street, aujourd'hui O'Connell Street. Les habitants de Dublin avaient l'habitude de voir des groupes de gens armés défiler dans la ville depuis un certain temps. Les Irish National Volunteers avaient été fondés à Dublin en novembre 1913. C'était un défi lancé aux Ulster Volunteers, formés dans le nord-est du pays, armée protestante illégale, dont le but était de s'opposer à tout prix à l'octroi de la Home Rule par Westminster à toute l'Irlande ou, du moins, à une partie de l'Ulster, où les protestants étaient en majorité.

Les Irish National Volunteers avaient le soutien de l'Irish Parliamentary Party à Westminster, qui, avec John Redmond à sa tête, avait réussi, par des moyens constitutionnels, à obtenir l'instauration d'un Parlement à Dublin. Par conséquent, la campagne de recrutement pour la guerre contre l'Allemagne menée par Redmond connut un grand succès en Irlande, et des milliers d'Irlandais répondirent à l'appel.

Cependant, d'autres Irlandais considéraient la guerre et le destin de l'Irlande sous un jour entièrement différent. Pour l'Irish Republican Brotherhood (IRB), société révolutionnaire secrète fondée au milieu du dix-neuvième siècle, les intérêts de l'Irlande dans cette guerre ne coïncidaient pas avec ceux de l'Angleterre.

La formation de l'Irish National Volunteers était une aubaine pour cette organisation. L'IRB put s'infiltrer dans ses rangs avec pour objectif secret l'importation d'armes et, éventuellement, des préparatifs pour un soulèvement contre la couronne. L'un de ses animateurs, Patrick Pearse, un jeune instituteur-poète, prônait le martyre pour la cause de l'Irlande. « Il faut s'habituer aux armes, écrivait-il. On risque de faire des erreurs au début et de tuer au hasard. Mais verser du sang est une chose purifiante et sanctifiante. » Il existait aussi un autre groupe qui manœuvrait ouvertement : l'Irish Citizen Army, fondée à la fin de 1913, après une grève prolongée des ouvriers de Dublin. Son chef, James Connolly, marxiste d'origine écossaise, ajoutait une dimension socialiste à la question irlandaise. Dublin et les centres urbains de l'Irlande abritaient à l'époque les plus tendus en Europe. Pour Connolly, il ne s'agissait pas d'instaurer une République en substituant le drapeau irlandais au drapeau britannique : il voulait l'indépendance, mais, surtout, une république des travailleurs.

Une longue tradition

C'est ainsi qu'il se retrouva, ce lundi de Pâques, aux côtés de Pearse, à la tête d'un groupe de volontaires se dirigeant vers la grande poste centrale (General Post Office) pour accomplir un coup de force : l'instauration de l'Irlande libre. Connolly était le seul à avoir reçu une formation militaire. Parmi les autres leaders se trouvaient le jeune poète Joseph Plunkett, l'universitaire Thomas McDonagh, le fonctionnaire Eamonn Ceannt, le journaliste John MacDermott, ainsi que le patron d'un bureau de tabac, Thomas Clarke, qui avait déjà passé quinze ans dans les prisons anglaises.

Tous avaient conscience d'être les héritiers d'une longue tradition des rébellions contre la couronne britannique et les descendants directs d'hommes comme le leader protestant de la rébellion de 1798, Theobald Wolfe Tone, inspiré par l'idéal de la Révolution française, aujourd'hui révérité comme le père du républicanisme irlandais et qui mourut en prison. Pearse et ses camarades

ne pouvaient aussi qu'avoir à l'esprit le souvenir du jeune Robert Emmet, un autre protestant révolutionnaire, qui, après une rébellion courte et mal organisée à Dublin en 1803, fut pendu en public. Mentionnons aussi la révolte manquée de 1848, organisée par le mouvement Young Ireland (Jeune Irlande), inspirée par les événements de Paris, écrasée à son tour mais dont de jeunes dirigeants réfugiés en France devaient essayer une nouvelle fois en 1867 d'affronter les forces de la couronne, pour finalement subir une nouvelle défaite humiliante.

Le leader en titre de l'Irish Volunteers, Eoin MacNeill, apprenant ce qui se préparait

par nos voix, appelle ses enfants autour de son drapeau pour conquérir sa liberté. Ayant organisé et entraîné ses hommes au moyen de son organisation révolutionnaire secrète (...), ayant résolulement attendu le moment propice pour se manifester, elle (l'Irlande) saisit maintenant ce moment, aidée par ses enfants exilés en Amérique et par les braves alliés d'Europe (l'Allemagne) mais comptant d'abord sur ses propres forces, et marche pleine de confiance vers la victoire [...].

Toutes les générations du peuple irlandais ont affirmé leur droit à la liberté et à la souveraineté nationale. Six fois au cours des trois cents dernières années, elles l'ont



Servants d'artillerie britannique tirant contre le palais de justice de Dublin où sont retranchés des rebelles.

pour Pâques, tentés d'intervenir en publiant un appel dans un hebdomadaire, le dimanche de Pâques, envoyé par ailleurs à tous les chefs des volontaires dans toute l'Irlande, pour annuler toute action. MacNeill était persuadé qu'une rébellion à ce moment-là, sans soutien populaire, se terminerait par un échec lamentable. Les choses se présentèrent mal, mais, le dimanche soir, Pearse envoya un contre-ordre, appelant au soulèvement immédiat. La confusion régnait, la peur aussi. Et, à l'aube du lundi de Pâques, 1 300 hommes en tout prirent les armes dans tout Dublin, et le groupe mené par Pearse et Connolly - qui comptait moins de 150 hommes - s'arrêta devant la grande poste.

À la surprise de quelques badauds, James Connolly lança l'ordre : « À gauche ! Tournez ! Chargez ! » Les volontaires se précipitèrent dans la poste ouverte. Les clients et le personnel, pris de panique, quittèrent les lieux, tandis que les assiégeants occupaient tous les étages du bâtiment, faisant prisonniers quelques soldats britanniques. Ils brisèrent les vitres, fortifièrent les fenêtres et barricadèrent les portes. Deux drapeaux furent ensuite hissés sur le toit, l'un vert, avec une harpe au centre et les mots « Irish Republic », l'autre, tricolore, vert, blanc et orange, symbole du désir d'unité entre les traditions catholique et protestante et qui devait devenir le drapeau national de la République irlandaise indépendante.

Aux côtés de James Connolly, devant une foule indifférente, Pearse lut la proclamation de la République d'Irlande, qu'il avait rédigée lui-même en s'inspirant de la proclamation de 1803 de Robert Emmet. « Irlandais, Irlandaises, au nom de Dieu et des générations disparues dont elle hérite son ancienne tradition de nationalité, l'Irlande,

affirmé par les armes. Se basant sur ce droit fondamental, elles l'affirment encore par les armes à la face du monde [...].

Les rebelles s'installèrent, mais l'attente ne fut pas longue. Lundi soir, tous les officiers et soldats de l'armée britannique étaient rappelés de permission. La grande ironie est que le soulèvement devait être en partie écarté par des troupes irlandaises qui composaient la majorité des forces britanniques à Dublin, telles que les Dublin Fusiliers, dont la bravoure était reconnue sur les champs de bataille des Flandres. En fait, l'action des Irish Volunteers provoqua non seulement des réactions de surprise et d'incrédulité dans la population en général, mais aussi de haine et d'hostilité. De nombreuses familles, particulièrement à Dublin, étaient en deuil d'un père ou d'un fils mort sur le front, dans l'armée britannique. Elles se sentaient trahies par les insurgés.

Le dernier manifeste

Le mercredi matin, l'artillerie britannique bombardait le quartier général vide de l'Irish Citizen Army et la maison du syndicat de Connolly, Liberty Hall, prouvant que Londres était prêt, s'il le fallait, à détruire le centre de Dublin pour déloger les insurgés. Plus tard eut lieu la seule grande bataille de l'insurrection, avec l'embuscade des forces britanniques sur l'unique pont à l'entrée de Dublin contrôlé par les rebelles. Un petit groupe de Volunteers installés dans des bâtiments alentour réussit à faucher deux cent trente soldats qui tentaient de traverser le pont. Quatre Volunteers furent tués. En fin de journée, le gouvernement britannique décida d'envoyer un homme fort, le général John Grenfell Maxwell,

expert du Moyen-Orient, pour agir de façon décisive. Le jeudi, des incendies faisaient rage dans le centre de Dublin, tandis que les Britanniques avançaient avec l'aide de l'artillerie et de bombes incendiaires. Jusqu'alors, il y avait eu peu de victimes parmi les rebelles, mais Connolly était blessé d'une balle dans la jambe alors qu'il conduisait un groupe d'hommes pour occuper un bâtiment à la grande poste. Il se traîna dans la poste et fut transporté à l'infirmerie. Le commandant des rebelles était épuisé mais pas démoralisé. Le jeudi soir, le chœur dans la grande poste était intense. Les explosifs dans le bâtiment risquaient de s'enflammer. L'air devenait irrespirable. Pearse publiait ce qui devait être son dernier « manifeste » dans lequel il rendait hommage à la bravoure de ses hommes.

« Nous nous préparons à la défense finale du quartier général, écrivait-il, et nous sommes déterminés à résister tant que le bâtiment tiendra. Je voudrais aussi, car je n'aurai peut-être pas l'occasion de le faire plus tard, rendre hommage à la vaillance des soldats pour la liberté de l'Irlande qui, depuis quatre jours, gravent avec le fer et le feu le chapitre de l'histoire récente de l'Irlande. »

Le vendredi, les conditions dans la grande poste étaient insupportables, et les quatre cents républicains, lassés au nez-de-chaussée, allaient devoir évacuer le bâtiment. On fit d'abord sortir les femmes, puis on envoya une avant-garde de trente hommes. Ils n'allèrent pas loin. Vingt et un d'entre eux tombèrent sous une grêle de balles. Connolly, à l'agonie sur son brancard, fut le dernier avec Pearse à quitter le vendredi soir le bâtiment dévot par les flammes. Ils se réfugièrent dans des maisons avoisinantes où ils passèrent la nuit, mais continuèrent à refuser de se rendre. On finit par envoyer l'une des infirmières, Elizabeth O'Farrell, avec un message proposant des négociations au commandant de Dublin, le brigadier général Lowe. Refus : il n'y aurait pas de négociations, seulement une capitulation sans condition.

Le samedi après-midi, vers 15 heures, le premier président de la République d'Irlande, Patrick Pearse, remonta la rue avec l'insigne O'Farrell, tenant un drapeau blanc et rendant ses armes et ses munitions à un officier britannique. La rébellion était terminée. Le centre de Dublin était en ruine. On comptait plus de soixante morts parmi les rebelles et cent trente-quatre dans l'armée britannique et la police, ainsi que près de quatre cents blessés. Les pertes dans la population civile étaient élevées avec plus de deux cents morts et plus de six cents blessés. La population était en colère devant l'importance des dégâts et surtout les pertes en vies humaines infligées par les rebelles, sans gain apparent.

Le 3 mai 1916, Thomas Mc Donagh, Thomas Clarke et Patrick Pearse, après s'être confessés et avoir communiqué, étaient exécutés à l'aube dans la prison de Kilmainham. Malgré les appels à la clémence, le chef d'état-major, le général Maxwell, continua les exécutions pendant une semaine encore. Le 12 mai, on transporta James Connolly de l'hôpital militaire au lieu d'exécution où il fut fusillé assis sur une chaise. L'opinion publique, impressionnée par les témoignages sur la bravoure des chefs rebelles devant la mort, et choquée en particulier par les circonstances de la fin tragique de Connolly, commençait à virer.

Le nationalisme irlandais avait désormais quinze martyrs de plus. L'un des leaders rebelles, Eamon De Valera, ayant échappé au peloton d'exécution, devait à la sortie de prison prendre la tête du parti nationaliste Sinn Féin. Il allait devenir le premier ministre puis le président d'une nouvelle République d'Irlande, mais du Sud seulement, car le pays, entre-temps, avait été divisé. Au Nord, en Ulster, l'Armée républicaine Irlandaise (IRA) poursuivait la lutte. Elle la continue encore aujourd'hui.

JOE MULHOLLAND.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

CLAUDE
EVIN

MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ, DE LA SANTÉ
ET DE LA PROTECTION SOCIALE

dimanche 18h30

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et Michel NOBLECOURT (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Catherine MANGIN (RTL)

en direct sur

RTL

ÉTRANGER

La fin de la visite officielle du chef de l'Etat

M. Mitterrand a promis de faciliter l'ancrage de la Roumanie à l'Europe

Au détour d'une « petite phrase », mi-aveu, mi-confiance, M. Mitterrand résuma parfaitement, vendredi 19 avril (avant de regagner Paris dans la soirée), l'esprit des retrouvailles franco-roumaines. En affirmant le caractère irréversible de la démocratie en Roumanie, le chef de l'Etat admit, au beau milieu de la conférence de presse qu'il tenait aux côtés de son homologue M. Ion Iliescu : « Je m'attends à ce que la Roumanie devienne un peu mes certitudes et mes espérances. »

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Là, résidant, en effet, toute l'ambiguïté constructive de M. Mitterrand face au régime qu'incarne, depuis seize mois, le tandem Ion Iliescu-Petre Roman. Le président français fait sur l'équipe au pouvoir à Bucarest un pari. Sa démarche tient à la fois de la méthode Coué et du contrat de confiance. Il veut croire à la sincérité des sentiments démocratiques des dirigeants roumains. En conséquence, il les prend au mot en espérant les rendre capables de leur profession de foi.

Mais M. Mitterrand n'ignore pas que beaucoup restent à faire pour consolider l'Etat de droit et instaurer, une fois pour toutes, l'économie de marché. Aussi ne se prive-t-il pas de répéter à ses hôtes que le respect de leurs engagements est la condition sine qua non du retour définitif de la Roumanie au sein de la nouvelle Europe démocratique.

« Je ne suis pas venu vous donner des leçons », déclare vendredi M. Mitterrand devant le Parlement réuni au grand complet, avant de rappeler aux élus du peuple roumain « et sur un ton de pédagogie - l'existence de « quelques orientations universelles », gages d'une authentique démocratie. « Je mesure, leur a-t-il dit, le travail considérable déjà accompli. Vous n'en avez pas fini de cette œuvre qui se bâtit chaque jour. Mais le plus tôt sera le mieux. Le chemin que vous avez pris me paraît irréversible. C'est ce qui doit s'ancrer dans les esprits. Nul ne doit accepter qu'on revienne en arrière. »

Le problème des minorités

L'ancrage à l'Europe, voilà donc la récompense promise aux dirigeants de Bucarest. « La Roumanie est en Europe et nulle part ailleurs », cette évidence géographique, prononcée à la manière d'une invite politique, valut un tonnerre d'applaudissements à M. Mitterrand. « Nous sommes du même continent. Nous relevons de la même civilisation. Nous devons appartenir au même avenir. »

Le chef de l'Etat mettait ainsi du baume sur le vieux complexe que sa situation géographique amène périodiquement à douter de son identité européenne. La France, a-t-il ajouté, sera son possible pour aider la Roumanie à conclure un accord d'association avec la CEE et à s'intégrer dans la future confédération européenne.

qu'il appelle de ses vœux. Autres gestes appréciés à Bucarest : les deux pays ont procédé à un échange de lettres, prélude à la signature d'un traité « d'amitié et de solidarité » ; la Roumanie participera au prochain sommet franco-phonie à Paris en octobre ; un consulat roumain ouvrira à Strasbourg, siège du Conseil de l'Europe, auprès duquel Bucarest jouit d'un statut d'observateur.

Au cours de sa conférence de presse, M. Mitterrand est revenu sur le problème des minorités, « qui est aussi un problème roumain ». Il a réitéré son attachement à la préservation de l'identité culturelle des minorités - « Il faut que chacun se sente bien là où il vit, ce qui suppose qu'il soit respecté » - et son hostilité à « l'éclatement des Etats », du moins lorsque ceux-ci « se comportent démocratiquement ». « Si vous voulez, les uns et les autres, récupérer tous les groupes minoritaires projetés par l'histoire dans des pays voisins, vous n'en sortirez pas ». Il a émis l'espoir que la Constitution roumaine, en cours d'élaboration, prendrait en compte le respect des minorités : « Quand elle sera publiée, j'en jugerai. »

Recevant, au petit déjeuner, six dirigeants de l'opposition parlementaire - dont MM. Campanu et Ratiu - M. Mitterrand avait pu, une nouvelle fois, écouter les doléances de ceux qui s'inquiètent de voir sa visite servir de caution au régime en place. Rappelant les voyages de ses prédécesseurs au temps où la Roumanie était une dictature, il s'est interrogé sur l'« opportunité » qu'il y avait « aux visites de ceux qui n'ont précédé ». « Evidemment, il n'y avait personne à l'époque pour leur poser la question. C'est toute la différence. Si je n'estimais pas que la Roumanie est sur le chemin de la démocratie, je ne serais pas venu. »

« C'est cela la démocratie », observait en souriant Petre Roman à l'intention de M. Mitterrand, alors que plusieurs centaines d'étudiants de l'institut Polytechnique, haut lieu traditionnel de la contestation, leur réservaient un accueil turbulent au cris de « A bas le communisme ! A bas la nomenklatura ! Vive le roi Michel. »

Vendredi après-midi, au cours de son escapade à Iasi, capitale de la Moldavie roumaine, le chef de l'Etat réentendit les mêmes slogans, auxquels s'en ajoutait un autre à la tonalité plus régionale et qui exaltait la « Bessarabie, terre de Roumanie », province annexée par Staline en 1940. A Iasi, M. Mitterrand prit un bain de foule, visita le chantier du centre culturel français et le superbe monastère de Golia. M. Iliescu y remporta aussi un petit succès populaire. C'est dans cette ville, il est vrai, que l'actuel président roumain avait été envoyé en disgrâce par Ceausescu entre 1974 et 1979.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

GRÈCE : sept morts à Patras

Le gouvernement s'inquiète de la multiplication des attentats

ATHÈNES

de notre correspondant

L'attentat à la bombe qui a fait sept morts et huit blessés à Patras (le Monde du 20 avril) est le plus sanglant depuis l'affaire de City-of-Poros où neuf personnes avaient été tuées en juillet 1987. Les raisons de cette action, qui n'a pas été revendiquée, restent obscures.

Le premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis, a fait part de son « inquiétude » devant la multiplication des attentats depuis six mois. Il a souligné que son gouvernement allait « intensifier » la lutte contre le terrorisme, qui porte notamment un rude coup au tourisme, l'une des principales ressources du pays.

L'attentat s'est produit quelques heures avant les funérailles de M. Koutsoyorgas, ancien vice-premier ministre socialiste et qui était l'un des principaux accusés dans le scandale Koskotas. Le lien entre ces deux événements a été évoqué, car l'ancien dignitaire du PASOK

est originaire de la région de Patras et que l'immeuble où s'est produite l'explosion abrite des locaux de la cour d'appel et le siège du Parti communiste grec (KKE) de la région d'Achaea. La justice n'a cessé d'être mise en cause par les socialistes qui l'accusent de faire un « procès politique » aux dirigeants socialistes, et le KKE a été, avec le parti de droite, Nouvelle Démocratie, le responsable de la comparaison de M. Koutsoyorgas.

La piste arabe est également retenue par certains analystes qui rappellent que deux Palestiniens sont détenus par les autorités grecques. Mohammed Rachid, accusé par les Américains d'avoir commis un attentat à la bombe en 1982 contre un avion de la Pan Am survolant Hawaï, est détenu en Grèce depuis le mois de mai 1988. La police a également arrêté, en mars dernier, un adjoint d'Aboul Abbas (le chef du Front de libération de la Palestine), Khaled Abdul Rahim, cerveau du détournement de l'Achille-Lauro en octobre 1985.

D. K.

URSS : à la faveur des conflits sociaux

Les Républiques renforcent leurs prérogatives face au « centre »

Les déboires japonais de M. Gorbatchev risquent d'être légers au vu des problèmes qui l'attendent à son retour dans un pays sous pression. Les premiers débats, dont les comptes rendus ont été publiés samedi 20 janvier, autour de son plan anti-crise, confirment son intention de gommer les pouvoirs acquis par les Républiques soviétiques en échange d'une promesse d'accélérer le « passage au marché ». Mais les conflits sociaux annoncent une évolution en sens contraire.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

On voit mal comment les Républiques accepteraient de se dessaisir de leurs prérogatives, surtout au moment où trois d'entre elles, et non des moindres - Russie, Ukraine et Biélorussie, le noyau slave de l'Union - tentent, en négociant avec leurs grévistes, d'atténuer les tensions dont M. Gorbatchev et les communistes sont rendus responsables.

La Russie et l'Ukraine peuvent même se prévaloir d'un début de succès : il aura suffi qu'elles acceptent de négocier avec les comités de grève des mineurs pour que ces derniers décident, ou envisagent, la suspension d'un mouvement entamé début mars. La fin des grèves était, certes, encore loin d'être acquise samedi 20 avril, mais le déblocage, dû au changement d'interlocuteurs, est clair : le 3 avril, ces mêmes comités avaient rejeté une offre de M. Valentin Pavlov, le premier ministre soviétique, de doubler les salaires des mineurs en échange d'un arrêt de leur mouvement.

En Ukraine, un protocole en neuf points a été signé jeudi entre les autorités locales et le comité de grève. Les mineurs ont obtenu l'indexation des salaires, et aussi la satis-

faction d'une de leurs revendications politiques : l'engagement que l'Ukraine ne signera pas le traité d'Union avant l'adoption de sa nouvelle Constitution, laquelle sera rédigée sur la base de la déclaration de souveraineté de la République.

Cet engagement revient à défier M. Gorbatchev, même s'il est jugé insuffisant par les indépendantistes. Or il a été signé, selon un porte-parole des comités ouvriers, par M. Leonid Kravtchouk lui-même, président du Parlement ukrainien, et auparavant deuxième secrétaire du comité central du Parti communiste local. Celui qu'on ne peut donc accuser d'être un dangereux irresponsable explique cette semaine dans les *Nouvelles de Moscou* qu'il s'apprêtait à franchir ce pas avant même l'envolée des grèves, car il estime inacceptable le plan de M. Gorbatchev. Ce dernier, dit-il, veut « le maintien de structures périmées » et une signature du traité de l'Union « avant que soient délimitées les fonctions des

pouvoirs centraux et républicains » (voir encadré).

M. Kravtchouk s'est donc résolu à organiser sa propre table ronde au Soviet suprême de Kiev, avec ses grévistes et ses partis d'opposition. Auparavant, le Parlement d'Ukraine avait voté le principe du transfert sous autorité ukrainienne des bassins houillers de la République. Le contenu concret de ce transfert n'est pas encore très clair, mais le Kremlin n'a pas réagi. Or le projet de traité d'Union stipule clairement que le secteur de l'énergie doit rester de la compétence du centre, soumis même à un « régime spécial » selon le plan anti-crise.

Le silence du Kremlin

Le silence du Kremlin a en tout cas incité M. Silaev, le premier ministre de Russie, à suivre l'exemple de l'Ukraine. Il a formé, avec des représentants des grévistes et des

Le plan « anti-crise » de M. Gorbatchev

La plan anti-crise de M. Gorbatchev a été présenté au conseil de la Fédération, groupant les dirigeants des Républiques, qui s'est abstenu de l'approuver. Il stipule, selon l'agence Interfax, que les Républiques refusent de signer le traité d'union ou de contribuer aux finances de la Fédération devant combler des pertes de la Fédération de ce côté-ci les bases des cours mondiaux des matières premières et marchandises.

Il ne prévoit aucun partage de propriété entre les Républiques et le centre des entreprises dépendant des ministères fédéraux, mais envisage pour celles-ci des procédures de privatisation assez nébuleuses.

Enfin, il maintient l'interdiction des grèves, un régime « spécial » de contrôle des secteurs de l'énergie et des transports, et menace de poursuivre les responsables ne respectant pas les accords.

Ce plan et ces mesures sont « inapplicables » en l'absence de consensus avec les Républiques, ont estimé vendredi des économistes ayant participé aux débats. En outre, l'absence presque totale de chiffres rend ces intentions purement formelles, a estimé le directeur de l'institut d'économie politique, M. Galdar, dans un entretien aux *Novosti*.

S. Sh.

directions des mines de Vorkouta et du Kouzbass, une commission qui devra définir d'ici dix jours les mécanismes de passage de leurs mines « sous juridiction russe ». Lors des débats, jeudi, des grévistes ont reconnu que leur motivation principale était « patriotique ». Ils sont avec la Russie, avec Boris Eltsine, contre le pouvoir communiste, responsable à leurs yeux de leur malheur.

Le contexte de tous ces mouvements sociaux est, depuis le 2 avril, le doublement ou le triplement des prix des biens de consommation et la perte de pouvoir d'achat qui en est résultée, malgré les conventions salariales. La presse parle d'enfants perdant connaissance à l'école, car ne pouvant plus prendre leurs repas dans les cantines, devenus trop chers. Des grèves ou des préavis de grève sont signalés dans un nombre croissant de secteurs. En Biélorussie, le mouvement commencé spontanément le 3 avril risque de se poursuivre, face à la rigidité des dirigeants locaux, sur lesquels le souffle de la perestroïka n'est guère passé. En Géorgie, la grève de « résistance civile » décrétée par le président Gamsakhourdia a paralysé les transports, et Moscou a menacé d'arrêter dans les deux jours les livraisons à cette République.

Face à ces troubles, les syndicats officiels tentent d'opérer un réajustement. En Russie, rebaptisés depuis un an en Fédération des syndicats indépendants, ils ont lancé une offensive s'inspirant visiblement des ex-syndicats officiels polonais. Lors d'une conférence de presse tenue vendredi à Moscou sous les lambris de l'immense Maison des syndicats, ils ont appelé à la fois à une grève d'« avertissement » d'une heure le 26 avril en Russie et à la convocation d'un Congrès extraordinaire des députés soviétiques. Jusqu'à présent, seul le groupe parlementaire Souz, champion du maintien de l'emploi, avait demandé la tenue d'un tel Congrès, menaçant d'y réclamer la démission de M. Gorbatchev.

SOPHIE SHIHAB

EN BREF

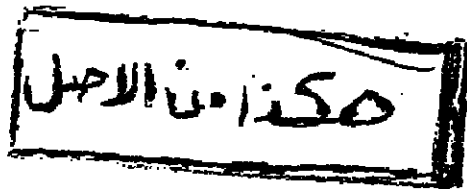
■ LITUANIE : un poste frontière occupé par des soldats soviétiques. - Un poste lituanien à la frontière avec la Biélorussie a été occupé, vendredi 19 avril, par des soldats soviétiques, qui avaient auparavant chassé tous les représentants des douanes lituaniennes, a indiqué un communiqué du Parlement de Vilnius. Le poste frontalier est situé à Medininkai, à 60 kilomètres à l'est de la capitale de la Lituanie. - (AFP)

■ ALLEMAGNE : Mathias Rust condamné. - La cour d'assises de Hambourg a condamné, vendredi 19 avril, Mathias Rust à deux ans et demi d'emprisonnement pour tentative de meurtre sur une jeune infirmière qui refusait ses avances. Le procureur avait requis huit ans de prison. Mathias Rust était devenu célèbre pour s'être posé en avion sur la place Rouge en mai 1987, ce qui lui avait valu une condamnation à quatre ans de camp de travail en URSS. Il avait passé 432 jours à la prison Lefortovo à Moscou. - (AFP)

■ ITALIE : M. Andreotti obtient la confiance à la Chambre des députés. - Les députés ont accordé, vendredi 19 avril, par 349 voix contre 207, leur confiance au nouveau gouvernement présenté par le président du conseil sortant, M. Giulio Andreotti (démocrate-chrétien). Il s'agit du septième gouvernement présidé par M. Andreotti, et du cinquantième cabinet italien depuis la fin de la seconde guerre mondiale. - (AFP)

■ Le pape sifflé à l'université de Rome. - Jean-Paul II a été longuement sifflé, vendredi 19 avril, à l'université de Rome, par des petits groupes de contestataires de gauche alors qu'il s'adressait à cinq mille étudiants rassemblés devant la chapelle de l'université, la *Sapienza*, où il avait été invité à l'occasion d'un symposium des recteurs des universités de l'Europe de l'Est et de l'Ouest sur le thème « La grande Europe des cultures ». « On ne peut pas nier qu'un réveil réconfortant soit à enregistrer parmi les jeunes d'aujourd'hui. Un réveil que nous pouvons non seulement voir, mais même entendre de nos propres oreilles », a commenté en souriant Jean-Paul II qui n'a pas pris très au sérieux cette contestation. - (AFP)

صكزامن الاصل



PROCHE-ORIENT

L'aide occidentale aux réfugiés et le règlement du conflit au Kurdistan

Une rencontre entre officiers alliés et irakiens n'a débouché sur aucun résultat

La coordination des initiatives américaines, françaises et britanniques en faveur des réfugiés kurdes avec les efforts déployés par l'ONU ont fait l'objet de discussions, vendredi 19 avril, à Paris, du secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, avec MM. Michel Rocard et Roland Dumas. A cette occasion, le ministre des affaires étrangères a rappelé que l'intention de la France n'était pas de « s'émietter » en Irak, tandis que le premier ministre a souligné la nécessité d'une étroite coopération avec l'ONU. « Si possible sous son chapeau, sous sa couverture juridique et, peut-être même, sous son contrôle ». Au Kurdistan d'Irak, une rencontre entre militaires alliés et irakiens ne semble pas avoir débouché sur des résultats concluants.

SILIOPI (frontière turco-irakienne)
de notre envoyé spécial

On aurait pu croire un instant que l'échec apparent de la première rencontre entre des officiers généraux des forces alliées et une délégation militaire irakienne, vendredi 19 avril, au poste-frontière de Habour, allait reléguer l'opération Provide Comfort au chapitre des bonnes intentions. L'après-midi, les hélicoptères de l'US

Navy étaient restés à terre, et les quarante camions chargés d'assurer le transit des vivres entre les aéroports et la base de Silopi luisaient, immobiles, sous un soleil de plomb. Prévue à 12 h 30, la rencontre s'est finalement tenue avec plus de trois heures de retard. Après quelques vols de reconnaissance, les généraux américains John Shalikashvili, français Maurice Le Page – commandant de la 11^e division de parachutistes – et britannique Michael Willocks ont atterri sur le parking d'un bâtiment douanier à Habour, au poste-frontière, à quelques kilomètres de Silopi. Les généraux prirent place dans un hangar, non sans avoir fait ostensiblement un bout de chemin avec les membres de la délégation irakienne, conduite par le général Abdul Hafiz Gezal.

Quel fut le contenu de ces négociations ? Au terme d'un entretien de cinquante minutes, le général Shalikashvili se limitait à ce commentaire, sous forme de lapidisme vaguement pessimiste : « Nous avons eu une explication très franche, qui m'a permis de dire ce que j'avais à dire. C'est toujours le cas dans ce genre de discussions préliminaires. Il reste beaucoup de points à discuter. (...) Nous nous sommes mis d'accord pour résoudre le problème de l'aide humanitaire par d'autres voies. C'est notre intention de déployer toutes les forces nécessaires pour assurer la sécurité de l'aide humanitaire. C'était notre intention au départ et cela le demeure aujourd'hui. »

Selon lui, les négociateurs ne se sont fixé aucun nouveau rendez-vous.

De source française autorisée, on précisait cependant, vendredi soir, que les discussions n'étaient pas interrompues. Les négociateurs auraient, en fait, dressé la liste des problèmes à résoudre, qui porteraient notamment sur les conditions dans lesquelles des interventions d'aide humanitaire pourraient être réalisées sur le territoire irakien et sur le degré de liberté d'aller et venir dont disposeraient les réfugiés kurdes à l'intérieur de cette zone.

« Manifeste sa bonne volonté »

Les Irakiens ont fait savoir quels étaient, à leurs yeux, les types de missions de sécurité admissibles sur leur territoire. Ils auraient notamment émis des réserves sur l'acheminement de vivres par voie exclusivement aérienne. Toujours sur un plan logistique, le projet de mise en place d'un grand centre de ravitaillement à l'intérieur de l'Irak – que les Américains auraient, semble-t-il, voulu installer dans la ville de Zakho – aurait été repoussé par les Irakiens.

Afin de vaincre les réticences et « manifester une bonne volonté », selon la même source française, les Occidentaux auraient accepté « d'employer d'autres voies » pour leur ravitaillement, notamment en ventilant leurs convois par des moyens terrestres. « Nos avions-cargos ne sont en aucun cas déprogrammés », précise cette source : nous réfléchissons simplement aux problèmes logistiques qui se posent sur place. Cent trente militaires français

devaient débarquer, ce week-end, sur la base de Silopi : cent quatre-vingts autres devraient les rejoindre plus tard, en attendant l'arrivée d'un hôpital de campagne – un effectif de deux cent cinquante hommes – qui partirait de France par bateau et atterrirait la frontière dans une quinzaine de jours.

Côté américain, la base de Silopi connaît une croissance hyperbolique. Des tractopelles engouffrent des hectares de pâturages pour y aménager de nouvelles pistes d'atterrissage. Les tentes prévues pour dix personnes sortent de terre comme des champignons afin de répondre à une augmentation des effectifs, qui vont passer de huit cents à deux mille cinq cents soldats américains au cours du week-end. La débauche de matériel est impressionnante : le camp fourmille de véhicules lourds et d'équipements de confort, tels que ventilateurs dans les tentes ou ces armoires chauffantes destinées à sécher les vêtements, inutilisés sous la chaleur qui accable désormais la région.

« En face du camp, les palettes de vivres réservées aux réfugiés s'élevaient sur plusieurs centaines de mètres. Les hélicoptères – au nombre de quarante-deux, dont quatorze basés en permanence à Silopi – accroissent leurs capacités de largage au-dessus des montagnes : 90 tonnes mercredi, 180 tonnes jeudi. « Nous espérons atteindre notre objectif de 500 tonnes dans les prochains jours », confie le major Ron Gahgan.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Des négociations auraient été engagées entre le régime de Bagdad et les insurgés

Alors qu'un cessez-le-feu entre les insurgés, qui tiennent toujours une partie du Kurdistan, et l'armée irakienne (le Monde du 20 avril) paraît être toujours observé de part et d'autre, le régime de Bagdad et les responsables du soulèvement seraient engagés dans des négociations.

Quatre représentants du Front du Kurdistan irakien, représentant l'opposition kurde, se trouvent depuis jeudi à Bagdad pour mener des négociations avec le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein El Khodair, a-t-on appris, vendredi 19 avril, à Téhéran, de sources proches du Front. Les représentants kurdes refusent, cependant, « tout accord politique avant la libération de l'ensemble des prisonniers », a-t-on précisé de même source.

Ces représentants sont deux membres du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), MM. Fadel Motni et Omar Othman, et deux représentants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), mais « ni Massoud Barzani, président du PDK, ni Jalal Talabani, président

de l'UPK, ne sont à Bagdad ». Ces « contacts » avaient été annoncés implicitement le 10 avril par M. Talabani, qui avait indiqué : « Les responsables irakiens ont essayé de rencontrer les dirigeants kurdes afin de parvenir à un accord politique ».

Les responsables du Front – essentiellement l'UPK et le PDK, mais aussi une dizaine d'autres mouvements kurdes de moindre importance – ont posé comme conditions préalables « l'arrêt des attaques contre les Kurdes, la libération de tous les prisonniers ». Ils ont toutefois accepté « le principe de négociations » tout en maintenant « leur totale défiance » envers le président irakien, et réclament « des garanties internationales pour les Kurdes ».

M. Saddam Hussein a en outre envoyé « à quatre reprises des émissaires » auprès des dirigeants kurdes, notamment, lundi, « un général de très haut rang ». C'est à la suite de ce dernier contact qu'un cessez-le-feu a pu être établi. – (AFP)

Les entretiens de M. Baker en Israël

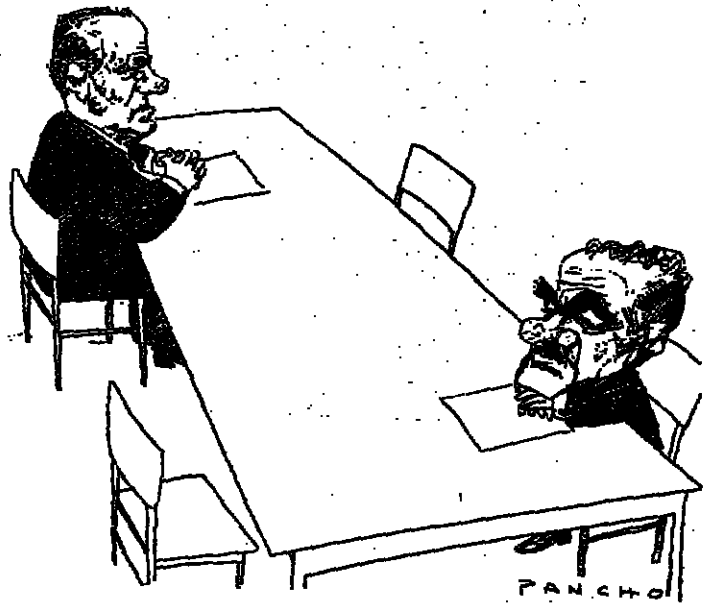
Suite de la première page

Dans un langage assez direct, un communiqué du porte-parole de M. Baker expliquait que M. ce dernier avait fait « un certain nombre de suggestions » à ses interlocuteurs pour trouver un terrain d'entente entre les positions de l'Etat hébreu et celles des pays arabes sur la possibilité de réunir une conférence de paix régionale.

« Très normalement, le premier ministre [israélien] a demandé qu'on lui laisse le temps pour étudier ces suggestions avant d'en reparler avec le secrétaire d'Etat », poursuit le communiqué, qui ajoute : « Si l'on veut vraiment enclencher un processus de négociation, alors il va falloir résoudre un certain nombre de problèmes importants ». M. Avi Pazner, conseiller de M. Itzhak Shamir, le chef du gouvernement, a expliqué que les « suggestions » de M. Baker

des Palestiniens de Jérusalem – préalablement acceptables – pour l'autre partie. Enfin, Arabes et Israéliens interprètent très différemment les résolutions 242 et 338 de l'ONU devant servir de base aux conversations : pour les premiers, elles conduisent inévitablement à un compromis territorial en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et sur le plateau du Golan ; c'est inacceptable pour le Likoud (droite), le parti de M. Shamir, qui entend que ces territoires, occupés en 1967, restent à jamais sous souveraineté israélienne.

A l'issue de deux heures de conversation dans la matinée, le secrétaire d'Etat et son homologue israélien, M. David Levy, s'étaient refusés à tout commentaire devant la presse, se séparant sans un mot d'amabilité l'un pour l'autre. M. Baker a ensuite rencontré



« réclamaient de plus amples discussions », qu'on avait débattu de « problèmes vitaux » et qu'il était « trop tôt pour dresser des conclusions ».

Israéliens et Américains ont observé le même le plus total sur les « suggestions » formulées par M. Baker. Les conversations paraissent toujours tourner autour des mêmes difficultés. Il y a bien accord sur le principe d'une conférence de paix régionale qui se réunirait sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS pour traiter des conflits israélo-arabes ; mais les blocages apparaissent dès qu'on cherche à en préciser les modalités.

Interprétations divergentes

Privilegiant le dialogue direct avec ses ennemis, Israël veut que la conférence se limite à une cérémonie d'ouverture ; les pays arabes entendent que les parrains de la réunion, les Etats-Unis et l'URSS, puissent jouer un rôle actif et se mêler des conversations.

La composition de la délégation palestinienne est tout aussi litigieuse : l'Etat hébreu exerce la moindre participation de l'OIP et

M. Shamir durant plus de trois heures. En fin de journée, il s'est rendu à la vieille ville de Jérusalem. Il devait s'entretenir samedi avec une délégation de trois personnalités des territoires occupés – Fayal Hussein, Zacharia El Agha, Hanaan Ashrawi – avant de se rendre en Jordanie, première étape d'une tournée dans plusieurs pays arabes. A en croire de radio israélienne, le secrétaire d'Etat pourrait revenir à Jérusalem au milieu de la semaine prochaine.

Dés jeudi, la presse israélienne, citant des sources gouvernementales, faisait état d'une certaine amertume à Jérusalem. Les autorités reprochaient aux Etats-Unis d'être « revenus » sur un certain nombre de promesses faites à l'Etat hébreu lors des précédents séjours de M. Baker dans la Ville sainte. Côté américain, on laissait entendre que les Israéliens avaient, pour des raisons tactiques, largement exagéré les résultats obtenus lors des conversations de la semaine dernière avec M. Baker. Enfin, celui-ci aurait été particulièrement mal disposé par le refus d'Israël de « geler » les implantations en Cisjordanie.

ALAIN FRACHON

Alors que Washington accuse l'Irak de sous-évaluer ses stocks d'armes non conventionnelles Bagdad affirme n'avoir jamais disposé d'ogives nucléaires

NEW-YORK

de notre correspondant

Dans une lettre remise en temps voulu à l'ONU et concernant l'emplacement et les quantités d'armes chimiques et de missiles à longue portée dont il dispose encore (le Monde du 19 avril), l'Irak reconnaît bien détenir du matériel nucléaire (conforme aux exigences de l'Agence internationale pour l'énergie atomique), mais affirme ne pas posséder d'armes nucléaires, ni de matériel destiné à fabriquer des armes nucléaires, pas plus que d'armes biologiques.

Déclarations qui ont aussitôt soulevé des réserves de la part du département d'Etat américain, lequel soupçonne le régime de M. Saddam Hussein d'avoir sous-évalué ses stocks d'armes chimiques et bactériologiques, et, en tout cas, d'avoir fourni des informations qui « sont loin de correspon-

dre à celles qui sont généralement disponibles ».

Dans ce document, requis par les diverses dispositions de la résolution 687 du 3 avril dernier, qui jeterait les bases d'un cessez-le-feu formel, Bagdad commence par noter que le Conseil de sécurité oblige l'Irak, « et lui seul », à entreprendre la destruction de ses armes non conventionnelles sans contraindre « les autres pays de la région, y compris Israël », à faire de même.

Une cinquantaine de missiles Scud

Mais, dans la mesure où l'Irak « n'a pas d'autre choix que de se conformer à la résolution », il communique le détail des armes chimiques et bactériologiques, l'essentiel dans ses installations de Mutbanna, à 70 km à l'ouest de Bagdad, dont plusieurs auraient été

détruites durant la guerre, d'après les informations publiées en annexe.

Selon ce document, l'Irak dispose encore de 6 920 roquettes de 120 mm chargées de gaz sarin, de 2 500 têtes de missiles de type Scud-30 contenant également du gaz sarin, et l'armée de l'air possède 200 bombes DB-2 au gaz sarin. Enfin, 75 tonnes de gaz sarin et 130 de gaz taboun sont stockées, ainsi que 280 tonnes de gaz moutarde.

En ce qui concerne ses armes balistiques, l'Irak indique ne plus détenir, dans sa base de Tadjil, qu'un missile Scud de type 8K14E d'une portée de 50 à 300 km et 51 missiles de même type mais modifiés (Al-Husseini) d'une portée maximale de 650 km. Dans cette autre annexe, Bagdad livre le détail de ses plate-formes, de ses ogives conventionnelles et de ses lanceurs de fusées répartis sur une demi-

douzaine de sites différents et totalisant environ une centaine de pièces.

Conformément au texte de la résolution, l'Irak réaffirme enfin ses obligations au regard du protocole de Genève de 1925 sur la prohibition de l'emploi de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, de la convention de 1972 sur l'interdiction de fabrication et de stockage d'armes biologiques et du traité de 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Autant d'engagements qui seront vérifiés, d'une part, dans les cent vingt jours après l'adoption de la résolution, par l'Agence internationale pour l'énergie atomique, d'autre part, au moyen de la commission spéciale chargée de veiller à la destruction de toutes les armes mentionnées dans ce document et dont la constitution est prévue dans cette même résolution 687.

SERGE MARTI

KOWEÏT

Le rapport d'Amnesty sur les droits de l'homme embarrasse les autorités

Le sévère rapport d'Amnesty International sur les violations des droits de l'homme au Koweït (le Monde du 20 avril) a plongé les milieux officiels dans un profond embarras. Samedi matin 20 avril, aucun commentaire officiel n'avait encore été rendu public au sujet du réquisitoire de l'organisation humanitaire, qui confirme la pratique de la torture pour extorquer des informations aux personnes – en grande partie des Palestiniens – détenues après avoir été arrêtées plus ou moins illégalement par les forces de sécurité ou des milices parallèles.

KOWEÏT

de notre envoyé spécial

Le ministre du Plan koweïtien, M. Souleymane Montawa, a reconnu dans une déclaration à la BBC que des « abus » avaient pu être commis au cours des journées qui ont suivi la libération du Koweït, mais que tout était désormais rentré dans l'ordre.

Cette « mise au point » n'a cependant pas convaincu tout le monde. Pour la communauté palestinienne

du Koweït – 350 000 membres avant la guerre, environ 170 000 aujourd'hui – la « chasse aux sorcières » se poursuit, bien qu'à une moindre échelle, depuis le rappel à l'ordre que le prince héritier Cheikh Saïd a adressé au début d'avril aux jeunes princes de la famille régnante. Ceux-ci s'étaient apparentés à des justiciers à la tête de milices, dans le but de « se venger » de ceux qui avaient collaboré avec les Irakiens. Certains avaient, à l'époque, affirmé que ces milices avaient en fait pour objectif de réduire au silence les voix discordantes.

Une personnalité palestinienne qui, par crainte de représailles, tient à garder l'anonymat, affirme que ces jeunes princes sont toujours actifs et supervisent personnellement les interrogatoires « musclés » des détenus dans le quartier de haute sécurité de Jiwani, situé dans les bâtiments du ministère de la défense à Chouaikh. Selon d'autres sources, des cas de torture ont été rapportés dans les locaux situés à proximité d'un camp militaire à Jahara, dans le nord du Koweït. Il existe cependant, de l'avis général, une amélioration certaine des conditions de détention des suspects, qui, il y a dix jours, ont été transférés – à la demande de Cheikh Saïd – de la prison militaire de Koweït-Ville, où

ils étaient entassés, vers le centre de détention des délinquants mineurs, relativement plus « confortable ».

Les milices responsables

Il n'empêche que, toujours selon des sources palestiniennes sûres, les détenus continuent à subir toutes sortes de tortures, depuis des brûlures à l'aide de cigarettes jusqu'à la *falakha* (bastonnade sur la plante des pieds). L'Association de défense des victimes de la guerre, créée au début de mars, expose dans ses locaux une indécrochable panoplie d'instruments de torture, une cinquantaine environ, laissés derrière eux par les Irakiens. « Qui aurait pu imaginer, s'exclame un jeune universitaire, que les Koweïtiens apprendraient aussi rapidement à manipuler ces mêmes engins contre des Palestiniens ? ». Un militant chéite, pour sa part, résume ainsi la situation : « Avant l'occupation, la cinquième colonne était chéite, maintenant elle est devenue palestinienne ».

La personnalité palestinienne modérée que nous avons interrogé reconnaît que Cheikh Saïd « fait de son mieux pour mettre fin à cette situation ». Mais, dit-il, « malgré tous ses efforts, il n'a pu contrôler les activités des milices de la famille

régnante, qui portent 90 % de la responsabilité de ces exactions. Si rien n'est changé rapidement, il arrivera un moment où des personnes telles que moi ne pourront plus contrôler la rue. Je crains alors le pire avec les Palestiniens à Koweït ou en dehors de l'émirat qui, eux aussi, voudront venger leurs morts. Où irons-nous dans ce cas ? », se demande notre interlocuteur, qui appréhende « une escalade incontrôlable et sanglante de représailles et de contre-représailles ».

Certains des activistes pour la défense des droits de l'homme ne partagent toutefois pas la sévérité du rapport d'Amnesty International. « Je pense plutôt que les atteintes aux droits de l'homme ont tendance à décroître d'une manière spectaculaire », souligne M. Ghanem El Najjar, l'un des responsables de l'Association pour la défense des victimes de la guerre. Il ajoute qu'un certain nombre de personnes ont été arrêtées pour avoir eu recours à la torture et qu'il « espère » qu'elles seront bientôt jugées. « Certes, dit-il, le gouvernement pourrait faire mieux. Mais je ne pense pas qu'il soit à l'origine de ces procédés déplorables. Il n'existe pas de politique officielle tendant à appuyer et encourager les violations des droits de l'homme ».

JEAN GUEYRAS

DIPLOMATIE

Lors d'un bref séjour en Corée du Sud

Le président Gorbatchev réitère son souhait d'une « nouvelle ère du Pacifique »

Au cours de ses entretiens avec le président de la Corée du Sud, M. Roh Tae-woo, samedi 20 avril, M. Gorbatchev a proposé la conclusion d'un traité de coopération et d'amitié destiné à renforcer les relations entre les deux pays. Troisième sommet soviéto-coréen en dix mois, cette rencontre rehausse le prestige international de Séoul et confirme le rôle que Moscou entend jouer en Asie. Les déconvenues soviétiques au Japon ne font que renforcer la signification de ce rapprochement, qui témoigne, selon M. Gorbatchev, de l'ouverture d'une « nouvelle ère du Pacifique », qui serait le pendant aux changements intervenus en Europe.

CHEJU

de notre envoyé spécial

Les Coréens, qui nourrissent une solide amitié à l'égard des Japonais, ont, non sans une certaine satisfaction, bénéficié des étonnantes déclarations de M. Gorbatchev et de la chef de l'Etat soviétique à la demande de Mos-

cou que l'île méridionale de la Corée a été choisie comme lieu du sommet : M. Gorbatchev a cherché à éviter de trop froisser la susceptibilité nord-coréenne en se rendant à Séoul. Il a néanmoins déclaré à Tokyo qu'il avait l'intention de se rendre prochainement à Pyongyang.

A Séoul, dix mille étudiants (et huit cents à Cheju) ont violemment manifesté contre la venue de Gorbatchev dont ils estiment qu'elle contribue à renforcer le régime Roh Tae-woo et constitue un acte de trahison à l'égard de la Corée du Nord. Radio-Pyongyang pour sa part n'a cessé

de critiquer cette visite, affirmant qu'elle contribue à prolonger la division de la péninsule.

Par une ironie de l'histoire, Cheju, aujourd'hui lieu des voyages de noces et des touristes, fut aussi le lieu de la dernière des grandes insurrections communistes qui éclatèrent en Corée au lendemain de la libération du joug japonais. Le mouvement de Cheju fut brutalement réprimé : on estime que la répression fit près de 38 000 morts, soit un quart de la population de l'île. Quelques mois plus tard, la péninsule était partagée en deux. M. Gorbatchev n'a dit mot de ces milliers de

payans morts pour une révolution dont l'URSS portait alors le flambeau. Plus que ce passé, ce sont les moyens de réduire la tension dans la péninsule qui ont été au centre des entretiens.

Les Coréens sont restés prudents dans leurs réponses aux propositions de M. Gorbatchev de mettre en place un nouveau système de sécurité en Asie et dans le Pacifique. Ils ont en revanche demandé aux Soviétiques leur soutien en vue de l'entrée de la Corée du Sud aux Nations unies. Le principe d'universalité de l'ONU implique une entrée simultanée des deux Corées, ce que refuse Pyongyang. M. Gorbatchev a, lui, souligné le caractère « irréaliste » d'une entrée conjointe.

Sur la question des installations nucléaires nord-coréennes, M. Gorbatchev a réitéré le souhait (qui figure déjà dans la déclaration commune soviéto-coréenne) que Pyongyang se soumette à une inspection de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). A Tokyo, son porte-parole avait déclaré que si Pyongyang persistait à refuser une telle inspection, l'URSS suspendrait ses livraisons de fournitures nucléaires. En revanche, le vice-premier ministre soviétique, M. Iouri Maslounov, a récemment expliqué à Séoul que l'URSS était disposée à fournir des armes « défensives » à la Corée du Sud.

PHILIPPE PONS

Le président Kim Il-sung lie réunification coréenne et sécurité en Asie

La Corée du Nord a réagi à la visite en Corée du Sud de M. Gorbatchev, par un long entretien du président Kim Il-sung, publié, samedi 20 avril, par le quotidien japonais Mainichi. Le président nord-coréen, soixante-dix-neuf ans, insiste dans cette interview — la première accordée en onze ans à un journal nippon — sur le lien existant entre la question de la réunification de la péninsule et la sécurité en Asie. « La réunification de la Corée doit être le fait du peu-

ple coréen mais elle ne peut être dissociée de la sécurité en Asie », a-t-il déclaré.

Sur la question de l'inspection des équipements nucléaires nord-coréens, M. Kim Il-sung a affirmé : « Les armes nucléaires américaines qui se trouvent en Corée du Sud constituent une menace pour notre pays et il est injuste de nous demander de nous soumettre unilatéralement à une inspection sans en faire autant au sud. »

PH. P.

Face-à-face franco-maghrébin

Suite de la première page

Membre du comité exécutif de l'Étial et ancien ministre marocain, M. Abdelhak Tazi, l'envoyé : « On s'est laissé prendre à des discours de liste ».

Ce traumatisme est plus durement vécu par tous ceux qui, intellectuellement et culturellement, avaient parié sur l'ancienne métropole et qui, aujourd'hui, de leur avoir fait le « coup du mépris ». A cheval sur deux sociétés, ces « Franco-Tunisins » et ces « Franco-Marocains », en mal d'identité, se retrouvent, après-guerre, comme désemparés. « On a détruit notre modèle », constate, abasourdi, un universitaire maghrébin. Que penser et après la guerre du Golfe, une cohorte d'émigrants français — ministres, parlementaires et élus locaux — leur ait rendu visite, qu'ils leur aient adressé des discours apaisants et parfois embarrassés, donne à penser aux Maghrébins que leurs interlocuteurs sont dans leurs petits souliers et ont, à l'évidence, quelque chose à se faire pardonner. Ce renouveau politico-médiatique les a convaincus, si besoin était, de leur bon droit. Ce qui n'était peut-être pas l'objet de la manœuvre.

Par les temps qui courent, la guerre du Golfe devient un peu, pour les Maghrébins, un sujet tabou. A qui sert de vouloir, les uns et les autres, chercher à se justifier et à se convaincre puisque les points de vue sont pratiquement inconciliables, confie-t-on ici et là ? Sans pour autant donner quitus à la France, n'est-il pas plus sage et plus utile de passer au point suivant de l'ordre du jour, d'essayer de repenser la coopération avec l'ancienne métropole ?

Une forte charge d'effectivité

Au plus fort de la guerre du Golfe, que ne s'est-on promis de faire payer très cher à la France sa « trahison », d'aller chercher ailleurs, jusqu'au bout du monde, d'autres partenaires, chinois, indiens ou japonais par exemple ? Mais où qu'ils tournent leur regard, les pays du Maghreb n'y trouvent aucune solution de rechange viable. Ils réalisent sans peine, au-delà des slogans creux et faciles, le poids des contraintes historiques et géographiques.

Tel universitaire, qui appelait à la rupture des liens culturels avec la France, déposait en même temps une demande de stage auprès du CNRS ! Tel opposant tunisien, qui souhaitait que soit coupée la réception d'Antenne 2, possédait, lui, une colossale antenne parabolique pour capter cette chaîne ! Combien de Maghrébins, attentifs à ce qui se passait du côté de Bagdad, prétendaient pour obtenir un visa qui leur ouvrirait la route de Paris ou de Marseille ? Les signes sont là, d'un bord à l'autre de la Méditerranée, d'une sorte d'enchevêtrement de coutumes, de réflexes et d'intérêts dont on ne peut faire fi.

Mais, il y a quelque chose de fran-

chement archaïque dans les relations que le Maghreb entretient, depuis des lustres, avec la France. Relations, constate un universitaire marocain, mêlées « de alliances de complaisance, de rapproches et de déceptions ». M. El Malki note, dans ces rapports, « une très forte, voire une trop forte charge d'effectivité ». A son avis, « la face-à-face, partout, est malsaine ».

Co-fondateur, en Tunisie, du mouvement islamiste Ennahdha avec lequel il est, aujourd'hui, en délicatesse, M. Abdelkader Mourou chérit pas à affirmer — par calcul ou par conviction ? — que ses compatriotes sont « presque français », qu'il n'a « rien contre la civilisation française », que la crise économique, voilà l'ennemi public numéro un. Le premier ministre, M. Ahmed Karoui, n'est pas, lui non plus, avare de bons sentiments envers l'ancienne métropole. « C'est depuis la France, raconte-t-il, que j'ai lutté pour l'indépendance de mon pays et ce ne s'oubliera pas ».

Mais, aux yeux des jeunes Maghrébins, qui maîtrisent mal notre langue, qui ne connaissent pas la France et qui sont d'autant plus frustrés qu'on les empêche d'y aller chercher un emploi, ce genre de discours sonne creux. Quelles images de l'Occident ont-ils retenus à travers la guerre du Golfe ? « Assurément négatives », indique M. Marzouki. Le mépris de l'Arabe, la volonté de puissance, la supériorité technologique, l'hypocrisie. Et ce sont ces généralisations-là, « travaillées » par toutes sortes de propagandes nationalistes ou islamistes, qui seront, demain, aux commandes de leur pays.

Pour l'heure, les pays maghrébins cherchent à gérer, chacun à leur manière, l'après-guerre. En Tunisie, le mot d'ordre officiel est de tourner la page du Golfe, de clarifier une position « mal comprise » par Paris, en clair de « dédramatiser ». M. Habib Ben Yahya, le chef de la diplomatie, réduit la portée de ce malentendu aux dimensions d'un simple « accident de parcours ».

« Combien de crises, note-t-il, avons-nous déjà traversés, qui n'ont laissé aucune trace ! »

Pour les Tunisiens qui ont hérité, de leurs ancêtres phéniciens, un sens certain des affaires, l'amitié retrouvée a son prix. D'autant plus élevé que l'on sait la France dans les meilleures dispositions du monde pour renouer, très vite, le dialogue avec les pays du Maghreb. Il faut donc battre le fer pendant qu'il est chaud. « On ne va pas changer comme ça de monnaie », confie M. Ben Yahya.

« Notre modèle de société se rapproche beaucoup du nôtre », se plaît-on à souligner, dans les milieux officiels tunisiens où l'on insiste sur la nécessité de le défendre contre une menace islamiste par une vigoureuse politique économique. Ainsi, M. Abdallah Kallal, le ministre de l'Intérieur, a-t-il récemment lancé l'idée d'une sorte de plan Marshall. Montant de la facture que Paris est, pour une large part, appelé à régler : 1 milliard de dollars par an pendant cinq ans.

La fierté marocaine s'accommodait assez mal de ce discours, même si d'aucuns, comme M. Tazi, plaident désormais pour des « relations d'intérêt sur la base du bénéfice mutuel ». Mais, ce qui importe bien davantage pour Hassan II, c'est la fragile revanche que les événements lui permettent de prendre sur la France. « Nos rapports sont au beau fixe », se félicite-t-on dans son entourage, à un point peu près : les médias.

La manière pondérée et responsable avec laquelle le souverain chérifien a géré la guerre du Golfe pourrait en faire de nouveau, aux yeux de Paris, un utile et précieux interlocuteur pour renouer le dialogue avec le monde arabe. Alors qu'à l'autonomie dernier, la brouille franco-marocaine, née après la publication du livre de Gilles Perrault, *Notre ami, le roi*, avait mis en lumière un aspect beaucoup moins séduisant de sa personnalité.

L'ère du partenariat

Pour retrouver, outre-Méditerranée, la confiance perdue, « la France doit se montrer tout de suite sérieuse sur la question palestinienne », qui, pour l'opinion publique maghrébine, est le nœud de la paix au Proche-Orient. « Nous l'attendons du tour-nant », affirme M. Fathallah Oualoulou, chef du groupe de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) au Parlement marocain. Il ne lui suffit pas de répéter ses prises de position d'avant-guerre. On les connaît par cœur. Elle doit maintenant passer aux actes, prendre des mesures concrètes pour les faire aboutir.

Au demeurant, il y a un ton paternaliste, une sorte de préchi-précha auquel succombent parfois les hommes politiques français, qui a de plus en plus de mal à franchir la Méditerranée. A cet égard, les propos récemment tenus par M. Michel Rocard, à l'Assemblée nationale, invitant les pays du Maghreb à dépasser leurs déceptions et leurs

frustrations, ont fait, ici et là, grincer bien des dents. « Cette tendance de la France à s'élever en gendarme moral, est difficilement acceptable », précise M. El Malki. Cela nous rappelle un certain passé colonial.

A vrai dire, de Tunis à Rabat, se fait jour, à des degrés divers, le souci de « dépassionner » les relations franco-maghrébines. Au point même d'entendre un universitaire marocain placer « le calcul froid au-dessus de toute autre considération ». « On entre dans l'ère du partenariat », affirme M. Ben Yahya. Mot qui, ici, a, aujourd'hui, bien meilleure presse que celui déjà un peu vieillot de coopération. A cet égard, d'aucuns évoquent la nécessité de dépasser le cadre proprement bilatéral des relations franco-maghrébines. Matière tions franco-maghrébines. Matière horizon et la Méditerranée comme terrain d'exercice.

La Maghreb n'est d'un côté qu'à 13 kilomètres de l'Europe où le détroit de Gibraltar et guère plus de l'autre par le canal de Sicile. Dans le débat nord-sud, la Méditerranée devient un compromis acceptable, un projet qui a plus de consistance économique et moins de connotation politique que celui de la francophonie. Aujourd'hui, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie redécouvrent ce « lac », cette « mer intérieure » dont ils occupent la rive sud-ouest.

La Méditerranée, formule à succès ? Encore conviendrait-il que, dans la perspective du marché unique de 1993, la Maghreb réussisse à rassembler ses énergies. Reste qu'entre deux ensembles économiques de force à combler inégale, les relations n'en seront pas moins conflictuelles, notamment en matière de libre circulation des hommes et des biens. Comme elles pouvaient l'être avec la France. Pour débloquer ce dialogue nord-sud, il faudra peut-être alors autre chose que du « calcul froid ». Quelque chose qui ressemblera, quand même, à une sorte de complicité chalcéurienne.

JACQUES DE BARRIN

La visite à Paris du chef de l'opposition québécoise

M. Parizeau veut resserrer les liens entre la France et le Québec

Le chef de l'opposition québécoise, M. Jacques Parizeau, en visite à Paris jusqu'au 26 avril à l'invitation du Parti socialiste, doit rencontrer le président François Mitterrand lundi 22 avril. Cette visite a deux grands objectifs : promouvoir l'idée de la souveraineté de la province et resserrer des liens politiques quelque peu distendus entre la France et le Québec.

MONTREAL

de notre correspondante

Autonomie, indépendance politique ? Où va le Québec ? M. Jacques Parizeau, le chef du Parti québécois, tentera, au cours de sa visite d'une semaine à Paris qui commence lundi 22 avril, de convaincre ses interlocuteurs français que la « souveraineté » que le Québec revendique n'est pas une simple formation pour la « belle province », est devenue inéluctable.

Le leader de l'opposition québécoise devra d'abord décrire le lent processus en cours ainsi que les tenants et aboutissants de son option, deux chapitres pour lesquels les explications ne sont pas superflues à l'étranger. Refusant d'organiser à court terme le référendum sur la souveraineté que le Parti québécois réclame depuis que le reste du Canada a refusé d'accorder à la province, en juin dernier, un vague statut de « société distincte », le premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, a préféré le mois dernier donner « une dernière chance » au fédéralisme canadien. Il a invité Ottawa à soumettre d'ici à la fin de 1992 des propositions visant à réaménager le système politique du pays, de manière à satisfaire les principales revendications autonomistes des Québécois, qui rejettent unanimement le statu quo. Dans l'hypothèse où aucun terrain d'entente ne pourrait être trouvé, M. Bourassa envisage de consulter la population sur « une souveraineté québécoise dans un cadre confédéral canadien », concept sur lequel il ne se gène pas.

Si son parti remporte les prochaines élections normalement prévues pour 1993, M. Parizeau a quant à lui promis d'organiser « dans les plus brefs délais » un référendum portant sur la souveraineté d'un Québec qui se serait doté entre autres de la « capacité

exclusive de faire ses lois, de prélever ses impôts sur son territoire et de conclure toute forme d'accords ou de traités avec d'autres Etats indépendants ». On ne sait si cette consultation devrait intervenir au début, au milieu ou à la fin des négociations que le Parti québécois se propose d'entamer pour obtenir le maintien — largement souhaité — d'un libre-échange et d'une monnaie commune avec le reste du Canada.

Un « Etat souverain »

La Constitution actuelle du Canada ne faisant pas mention du droit pour une province de faire sécession, il faudrait que les autres membres de la fédération approuvent les termes du divorce. A défaut, il faudrait que « conformément au droit international, d'autres Etats reconnaissent le Québec comme Etat souverain », comme l'a récemment souligné la commission parlementaire élargie qui s'est penchée pendant six mois sur l'avenir politique de la province. Jusqu'où la France pourrait-elle soutenir un Québec éventuellement amené à imposer sa souveraineté ? M. Parizeau aimerait bien avoir une idée de la réponse à cette question, qui peut paraître prématurée tant que les Québécois ne se seront pas eux-mêmes prononcés sur leur propre avenir. Le soutien à l'option du Parti québécois, rejetée une première fois lors du référendum de 1980 par 60 % des votants, paraît plus fort qu'ailleurs mais d'ici à 1992, les termes du débat peuvent changer.

M. Parizeau s'est rendu à deux reprises au cours des dernières semaines aux Etats-Unis, pour y répéter, devant les milieux d'affaires notamment, qu'un Québec souverain ne remettrait en cause ni l'accord de libre-échange, ni les autres traités canado-américains. A ses yeux, la France doit constituer le deuxième grand axe de la politique extérieure du Québec. Un axe qui, l'actuel gouvernement de la province a négligé, selon M. Parizeau, ne serait-ce qu'en attendant exactement un an avant de nommer, en janvier dernier, un nouveau député général du Québec à Paris. D'autant que la visite que M. Rocard devait effectuer dans la province en septembre dernier, a été reportée à la demande de M. Bourassa, victime de graves ennuis de santé. Aucune nouvelle date n'a encore été fixée.

MARTINE JACOT

Le président Mitterrand se rendra à Moscou le 6 mai. — Le président François Mitterrand se rendra le 6 mai à Moscou pour une visite de travail, a confirmé le porte-parole de l'Elysée, M. Hubert Védrine, vendredi à Bucarest. Cette visite avait été annoncée à Paris par M. Anatole Loukianov, président du Soviet suprême d'Union soviétique, qui a précisé que M. Mikhaïl Gorbatchev voulait « remettre les pendules à l'heure » en ce qui concerne la concertation avec la France. — (Reuters)

Voyage du président de Croatie en Hongrie. — M. Franjo Tudjman, président de la Croatie, est arrivé, vendredi 19 avril, à Budapest, où il a entamé des entretiens avec les dirigeants hongrois. Il a fait valoir, lors de ses entretiens avec le premier ministre, M. Jozsef Antall,

que la Fédération yougoslave devra donner naissance à une communauté de Républiques souveraines, mais que si certaines d'entre elles rejettent cette solution, la Fédération se désintégrera et les Républiques deviendront indépendantes. Cette visite en Hongrie intervient alors que les relations entre Budapest et Belgrade demeurent tendues après l'affaire des livraisons d'armes par la Hongrie à la Croatie. — (AFP)

Reprise à Genève des négociations START. — Les négociations américano-soviétiques START sur le désarmement stratégique, qui doivent aboutir à une réduction sensible de l'arsenal nucléaire des deux puissances, ont repris, vendredi 19 avril à Genève, après un mois de pause, a-t-on appris auprès de la mission américaine. — (AFP)

Il est un pays qui a donné naissance au mot **azur** et qui en a fait son mot de passe entre le ciel, la mer et le voyage des yeux.

MAROC

OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME, 161 RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS. TEL : 42 60 63 50.

مكتبة الامم المتحدة

POLITIQUE

Après la décision de la chambre d'accusation d'Angers

La revanche du juge Thierry Jean-Pierre

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers, réunie à huis clos, vendredi 19 avril, sur requête du procureur de la République du Mans, a considéré que la procédure ouverte le 8 janvier dernier au Mans et conduite par le juge Thierry Jean-Pierre était « conforme au droit ». La chambre d'accusation devait se prononcer sur la régularité de l'ouverture de cette procédure, qui avait été rendue possible par un réquisitoire supplétif basé sur les déclarations de M. Pierre Coicadan, ancien numéro deux de la fédération sarthoise du Parti socialiste. L'annulation de ce réquisitoire aurait entraîné l'annulation de l'ensemble des actes de procédure, et notamment de la perquisition opérée le 7 avril par le juge Jean-Pierre, au siège parisien de la société Urbatech.

Le jour même, le magistrat avait été dessaisi du dossier, sur décision du président de son tribunal. Au contraire, le fait que la chambre d'accusation ait considéré la procédure initiale régulière lève les doutes sur la poursuite de

l'instruction, désormais confiée au juge Jacques Liberge au Mans. Par ailleurs, la chambre d'accusation a considéré que les deux parties civiles qui s'étaient constituées auprès du juge d'instruction, la Ligue des contribuables et l'Union départementale de la CGT, étaient irrecevables. La décision de la chambre d'accusation constitue une véritable victoire pour le juge Thierry Jean-Pierre, ainsi que pour les deux substituts du parquet du Mans qui lui avaient donné les moyens juridiques d'élargir sa saisine.

M. Jean-Pierre s'en est d'ailleurs déclaré « très, très heureux ». « Cette décision montre le mal-fondé des déclarations de Henri Nallet et de Georges Kiejman quant à la prétendue irrégularité de la procédure. » En revanche, elle constitue un véritable camouflet pour le ministère de la justice, MM. Nallet et Kiejman s'étant l'un et l'autre vivement engagés dans ce dossier en dénonçant des erreurs de procédure et en mettant en cause personnellement le juge d'instruction, dont ils estimaient l'attitude partisane. Le ministère de la

justice se refusait, vendredi 19 avril, à tout commentaire sur la décision de la chambre d'accusation, tant que ses motivations ne seraient pas connues. De même on ne souhaitait pas Place Vendôme s'exprimer, samedi 20 avril, sur les conséquences politiques de cette affaire.

L'opposition, elle, a réagi immédiatement, demandant par la voix notamment de MM. Alain Juppé, Bernard Pons, Jean-Louis Debré, Alain Madelin, François d'Aubert, Philippe de Villiers, aux deux ministres de la démission. Dans les milieux judiciaires, où depuis le dessaisissement du juge Jean-Pierre on n'avait pas ménagé le soutien au magistrat tant critiqué par le pouvoir, ni manqué de dénoncer, toutes tendances confondues, l'atteinte à l'indépendance des magistrats et le trop grand poids de l'exécutif sur la justice, les réactions ont été tout aussi vives. Le Syndicat de la magistrature, dont M. Jean-Pierre est le délégué régional, dénonce « l'opération de désinformation de l'exécutif » dans l'affaire du dessaisissement du juge du Mans. « Le

garde des sceaux et le ministre de la justice n'ont pas respecté le principe de la séparation des pouvoirs fondé sur l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et qui est un principe constitutionnel. » Pour l'Union syndicale des magistrats (modérée, majoritaire), la décision de la chambre d'accusation rend « inexplicable et suspect » le dessaisissement du juge Jean-Pierre.

« Que reste-t-il du cambriolage judiciaire dénoncé par Georges Kiejman ? Le dessaisissement était aussi rapide qu'injustifié. » L'Association professionnelle des magistrats (droite) estime, elle, que la décision de la chambre d'accusation « est un désaveu cinglant infligé aux deux ministres, qui n'ont cessé de clouer au pilori ce magistrat en l'accusant de très graves fautes professionnelles. » L'APM estime qu'ils se sont « disqualifiés » et leur demande « d'en tirer les conséquences ».

Les réactions dans les milieux politiques

M. Le Pen dénonce la « pourriture de l'Etat socialiste »

M. Jean-Marie Le Pen a dénoncé, vendredi 19 avril, devant plus d'un millier de militants et sympathisants réunis à Versailles, « la pourriture de l'Etat socialiste », dont les principales personnalités font partie, a-t-il dit, du « gotha de la république ». Evoquant par le menu les « affaires » de ces dernières années, de Luchaire à Urbatech, en omettant pas celles auxquelles des personnalités de l'opposition avaient été ou seraient mêlées (Chaumet, Cogedim), M. Le Pen a affirmé, à la grande joie de l'assistance, que « c'est en quelques années que le gouvernement se promène ».

« Ce sont des menteurs, ce sont des voleurs », a-t-il lancé, en accusant également l'opposition — à l'exception de M. Philippe de Villiers, député (UDF) de la Vendée, dont il a salué l'attitude — d'être complice des socialistes par son silence. « Il est vrai que pour monter au coq, il est nécessaire d'avoir des caleçons propres », a-t-il ironisé à propos de MM. Jacques

Chirac, Valéry Giscard d'Estaing et François Léotard. Demandant l'ouverture d'instructions sur les « affaires », le président du Front national a expliqué qu'il n'ose « espérer que la conscience morale exigente de M. Rocard, ni celle de M. Mitterrand (puissent) les pousser jusqu'à se trancher la gorge eux-mêmes ».

La salle a chaudement applaudi la dénonciation de « l'Etat mafieux », symptôme de la « pourriture de la classe politique française », et la « déliquescence » de la démocratie. M. Le Pen a expliqué que la démocratie est un système « médiocre », mais qu'il n'en connaît pas d'autre. La salle est restée muette. « Les structures politiques de notre pays sont profondément corrompues, et je suis le seul à pouvoir le dire, car le Front national est la seule force politique qui n'a aucune affaire », a-t-il encore lancé, après avoir systématiquement mis dans le même sac la droite et la gauche parlementaires.

P. S.

M. Juppé estime que MM. Nallet et Kiejman « se sont déconsidérés »

BOURG-EN-BRESSE
de notre correspondant

M. Alain Juppé inaugurerait la nouvelle permanence départementale du RPR, vendredi 19 avril, à Bourg-en-Bresse (Ain), quand il a pris connaissance de la dépêche de l'agence France-Presse annonçant que la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers avait jugé conforme au droit la procédure suivie par le juge Jean-Pierre dans l'affaire Urbatech. M. Nallet et Kiejman ont été d'une imprudence verbale phénoménale, a déclaré le secrétaire général du RPR. Ils

n'ont pas eu de mots assez durs pour accuser le juge Jean-Pierre d'avoir été l'objet, sinon l'artisan, d'une manipulation politique et d'avoir violé les règles de l'instruction. Ils se sont déconsidérés dans cette affaire. Je ne vois pas bien, désormais, quelle autorité ils conservent sur l'institution judiciaire. A eux d'en tirer spon-tanément les conséquences. » Pour M. Juppé, « tout cela prouve que la thèse d'une pression politique exercée par le pouvoir socialiste pour faire obstacle au cours de la justice était la bonne ».

L. G.

M. Pons (RPR) accuse le garde des sceaux « d'avoir sciemment menti »

M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a demandé, vendredi 19 avril, que MM. Henri Nallet et Georges Kiejman viennent « s'expliquer » devant les députés après la décision de la chambre d'accusation d'Angers. Cette décision « inflige un démenti cinglant » aux propos tenus le 9 avril par le ministre délégué de la justice et le 10 avril par le garde des sceaux, a observé M. Pons dans un rappel au règlement, ajoutant : « On ne peut pas dire qu'il n'est pas un préau d'école. On bien ces deux ministres étaient mal informés, ou bien ils ont sciemment menti à la représentation nationale. » Le président du groupe RPR a demandé une suspension de séance pour le temps nécessaire à la venue pour le débat. MM. Nallet et Kiejman ne s'étant pas présentés au Palais-Bourbon, la séance a repris vingt minutes plus tard. M. Pons a alors souligné qu'« après avoir menti à la représentation nationale »,

M. Nallet lui infligeait le témoignage de son « mépris souverain ». Au nom du groupe UDF, M. Jean-Luc Prél, député de la Vendée, s'est associé aux propos du président du groupe RPR.

□ M. de Villiers : « Une leçon caustique ». — M. Philippe de Villiers, député (UDF-PR) de la Vendée, a déclaré, vendredi 19 avril, que la décision de la chambre d'accusation d'Angers « est une leçon pour tout le monde, cuisante pour le pouvoir ». L'ancien ministre « laisse le soin à M. Nallet », qui, a-t-il dit, « vient de se voir infliger un carton rouge », « d'en tirer les conséquences ».

□ M. Madelin : démission. — M. Alain Madelin, vice-président du Parti républicain, a déclaré, vendredi 19 avril, que « pour le bon fonctionnement de la justice », M. Henri Nallet, garde des sceaux, « doit donner sa démission ».

Le râleur et les minitélites

Dans un style volontiers dépoillé, répondant le plus souvent en quelques mots, le juge Jean-Pierre s'est prêté, vendredi 19 avril, au jeu des questions-réponses sur le service Minitel du quotidien *Libération*. Les réponses ont été rédigées dans la matinée. Le juge ignorait encore la décision de la chambre d'accusation d'Angers.

Répondant à une question des minitélites sur « les moyens dont disposent les magistrats solidaires de lui » afin d'influer sur le cours de cette affaire, le juge a été formel : « Il est théoriquement impossible d'influer sur le cours d'une affaire. Bien qu'il soit possible de moins choquer que le garde des sceaux lui-même et son ministre délégué annonçant aux médias que la procédure est nulle avant que la chambre d'accusation ne statue... »

M. Thierry Jean-Pierre affirme qu'il n'est pas un « juge rouge », qu'il se situe « en dehors du jeu

politique », et « l'exploitation qui peut être faite d'une affaire judiciaire par les uns ou par les autres ne [le] concerne pas. » Les minitélites s'obstinent pourtant, parfois avec un brin d'humour. « La mairie de Paris vous a-t-elle offert un poste de conseiller juridique avec l'inspecteur Gaudin, et ce pour l'année prochaine ? » demande l'un d'eux. Le juge Jean-Pierre se détend. « Non, pourquoi, vous avez des tuyaux ? »

Les minitélites se montrent insistants : « Pourquoi cette obstination, quel est votre but ? » Et le juge Jean-Pierre s'interroge : « Si le véritable mobile du crime » était le désir d'aller jusqu'au bout d'un dossier ? Sa caméra, dit-il, « l'indiffère ». Et quand quelqu'un lui demande ce qu'il reste à un juge « qui ne peut pas faire son boulot », M. Jean-Pierre répond sans hésiter : « Râler contre ceux qui l'empêchent de le faire... »

Sans péril

Suite de la première page

La décision d'Angers ne remet pas le dessaisissement du juge Jean-Pierre en question, tant, du moins, que le collègue qui le remplace n'est pas en congé, auquel cas le tableau des permanences laisse au dessaisi le droit d'instruire l'affaire qui devrait lui échapper.

On sera, en deux semaines, passé d'un « cambriolage judiciaire » à un minime du même nom qui donne le tournis aux justiciables, affole les politiques, égare les esprits qui tentent naïvement d'y voir clair, et renforce le camp des ricanes et des déshabillés.

L'acharnement judiciaire à démontrer ce qu'on savait déjà — les dossiers du financement du PS — est déclaré régulier, en droit. Fort bien. Mais qu'y auront gagné, en fait, et la justice et la politique ? La justice aura été ses déchéances, son mal-vivre, sur un fond de récriminations légitimes, avec force mouvements de menton sur le thème « nous sommes le dernier rempart de la démocratie ».

La politique, côté PS et gouvernement, aura montré perte de sang-froid, hâte à conclure et peur de la lumière comme de son ombre. Côté opposition, elle aura montré une suspecte gourmandise, une précipitation à s'indigner comme à crier victoire, qui traduisent plus d'arrière-pensées sans rapports avec la justice et la vérité qu'une volonté vraie de déboucher la corruption partout où elle se trouve, tâche il est vrai colossale (et qui risquerait parfois de ramener des censeurs vers leurs propres scieries...).

La victoire judiciaire du « petit juge » couronne la provocation que semble avoir constituée, de bout en bout, son opération — puisqu'il œuvre encore, le fameux dimanche, alors qu'il se sait dessaisi — et a fonctionné à plein. Elle se résume sur le pouvoir politique aussitôt accouru. Entre l'adresse de ce juge et de ses amis à défer le pouvoir, et l'impotence des gouvernements à « tenir » la justice et à se tenir face à elle, qu'est-ce qui est, en définitive, rassurant pour la démocratie ? Pas grand-chose.

BRUNO FRAPPAT

Eclats de voix au Palais

La soirée. La chambre d'accusation n'en était pas saisie. Nous étions en plein surréalisme. Querelles, éclats de voix, indignation : les avocats des deux parties civiles présentes demandant brusquement une suspension de séance.

A peine sortis de la chambre, tous trois se précipitent à la bibliothèque du Palais afin de consulter la jurisprudence. Ils feuilletent, lisent, se renseignent. En une demi-heure, leur religion est faite : la chambre d'accusation ne peut se saisir de la régularité de leur constitution de partie civile. De retour à l'audience, les trois avocats détaillent leurs arguments. Le président et ses deux conseillers se retirent. A 12 h 30, lorsqu'ils réparaissent, les constitutions de parties civiles sont déclarées irrecevables et l'union départementale de la CGT n'avait pas, selon la formule consacrée, « intérêt à agir » dans ce dossier.

Le président Gouyette prie alors les trois avocats de quitter la salle. Cette fois, c'est le tollé. « Nous avons en face de nous une justice vichyste, moins la milice, plus l'hypocrisie », lance M. Garat d'un véritable coup d'Etat judiciaire. Nous allons immédiatement nous pourvoir en cassation. » Plus mesuré, M. Job, qui défend lui-même les deux contribuables, se contente d'une remarque plus explicite : « Je ne fais pas de politique, je fais du droit. »

« Justice vichyste »

L'audience est ouverte, et l'on discute déjà de la présence de la Ligue des contribuables et de l'Union départementale de la CGT. L'avocat général et le président sont d'accord : ces deux associations civiles après la saisine de la chambre d'accusation par le procureur du Mans. Faut-il dès lors accepter leur présence à l'audience ? M. Yves Baudelot en profite pour soulever le problème de la recevabilité de ces deux parties civiles. Premier incident. Furiens à l'idée de se voir interdire l'audience, les avocats de la Ligue des contribuables et de la CGT se récrient. « Il était impensable d'aborder ce sujet, expliquait M. Sylvain Garat dans

la soirée. La chambre d'accusation n'en était pas saisie. Nous étions en plein surréalisme. Querelles, éclats de voix, indignation : les avocats des deux parties civiles présentes demandant brusquement une suspension de séance.

Cet épisode dure à peine une demi-heure. A 13 heures, l'audience s'achève, mais le Palais se prépare à un nouvel incident : les avocats de la Ligue des contribuables, qui attendent devant la porte depuis qu'ils ont quitté l'audience, se précipitent sur M. Baudelot en l'insultant. « Il nous avait tiré une balle déloyale en plein cœur et nous quant à l'irrecevabilité, explique M. Sylvain Garat, l'avocat qui j'ai dépassé le ton du débat mandain. Je lui ai dit vivement qu'il déshonorait notre profession. » On est à deux doigts de l'empoignade. Une fois le calme revenu, c'est l'attente.

« Très, très heureux »

A 16 heures, l'arrêt de la chambre d'accusation surprend tout le monde : M. Baudelot était persuadé de la nullité du réquisitoire pour extorsion de fonds, les avocats des parties civiles ne croyaient pas à la « sérénité de la justice ». Dès l'annonce de la décision, le juge Jean-Pierre se dit, lui, « très, très heureux ». « La décision de la chambre d'accusation, explique le magistrat du Mans, prouve, à tout le moins, le mal-fondé des déclarations de MM. Nallet et Kiejman quant à la prétendue irrégularité de la procédure avant même que l'arrêt de la chambre d'accusation ne soit rendu. » Les parties civiles, qui viennent pourtant d'être déclarées irrecevables, exultent : « Ce soir, nous débouchons le champagne », lance M. Sylvain Garat. La justice va enfin pouvoir faire son travail. » M. Baudelot, qui se dit à la fois « déçu » et « surpris », annonce, lui, un prochain

pouvoir en cassation. Assommé, la Chancellerie se tait.

La chambre d'accusation, dont l'arrêt ne sera notifié que la semaine prochaine, a donc jugé que l'ouverture, le 8 janvier, de l'information judiciaire pour extorsion de fonds était « conforme au droit ». À ses yeux, la déposition du docteur Coicadan expliquant que « certaines entreprises versaient des commissions par l'intermédiaire des bureaux d'études pour avoir des marchés publics » suffit à fonder l'ouverture de l'information judiciaire pour extorsion de fonds.

La chambre d'accusation ne pouvait toutefois se prononcer sur l'ensemble de la procédure suivie par le juge Jean-Pierre. La requête du procureur du Mans, M. Henri Bertron, était clairement limitée à la première étape du dossier, c'est-à-dire l'ouverture, le 8 janvier, de l'information. Les magistrats d'Angers n'étaient donc pas invités à se prononcer sur l'ensemble de la procédure, notamment l'inculpation et l'incarcération, le 6 avril, de M. Christian Giraudon, et la perquisition menée par le juge Jean-Pierre dans les locaux parisiens d'Urbatech, le 7 avril.

L'instruction sur l'affaire Urbatech menée au tribunal du Mans va donc pouvoir se poursuivre. Le juge Jacques Liberge, qui est chargé du dossier depuis le dessaisissement du juge Jean-Pierre, est désormais totalement maître de la conduite de l'instruction. La prochaine étape sera sans doute l'ouverture des cinq caisses de dossiers saisis par le juge Jean-Pierre dans les locaux d'Urbatech. Il suffit à M. Liberge, pour briser les scellés, de convoquer le seul inculpé de l'affaire, M. Christian Giraudon, son avocat, M. Baudelot, et le tiers chez lequel la saisie a été faite, le liquidateur d'Urbatech.

La Ligue des contribuables, dont la constitution de partie civile a pourtant été jugée irrecevable dans l'après-midi, n'a d'ailleurs pas perdu de temps. A peine connue la décision de la chambre d'accusation, elle fait parvenir au juge Liberge une requête demandant l'ouverture immédiate des scellés.

ANNE CHEMIN

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

M. Durieux cherche à obtenir la bienveillance des centristes sur la réforme hospitalière

Les députés ont continué, vendredi 19 avril, l'examen en première lecture des articles du projet de loi relatif à la réforme hospitalière, présentée par M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé. Faut-il dire, M. Durieux a été contraint de demander la réserve des votes sur les amendements et sur l'ensemble de l'article 3, qui constitue l'un des dispositifs essentiels de la réforme. Le ministre, qui a fait plusieurs concessions aux députés centristes, ne désespérant pas de pouvoir éviter le recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (engagement de responsabilité du gouvernement pour faire adopter l'ensemble de cette réforme le 23 avril).

Des députés communistes, il n'y a rien à attendre. Des députés UDF et RPR, il y a tout à craindre. Reste le centre, à la fois sévère et entreprenant. C'est donc à sa porte qu'est venu frapper minutieusement, vendredi 19 avril, le ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux. Désireux de ne pas avoir à engager la responsabilité du gouvernement sur ce projet, première épreuve parlementaire pour ce ministre d'ouverture, M. Durieux s'est montré très réceptif aux amendements centristes. La partie, cependant, est loin d'être gagnée : d'abord, parce que le contexte politique - l'approche des élections régionales et cantonales, les « affaires », l'accord intervenu la semaine dernière au sein de l'opposition - ne s'y prête guère ; ensuite, parce que la santé et l'avenir des professions qui s'y rattachent sont des sujets sur lesquels le groupe UDC se montre, traditionnellement, très prudent.

L'article 3 du projet de loi sur la réforme hospitalière constituait un premier test politique. Dans la logique du dispositif proposé par le gouvernement en faveur d'une organisation plus rationnelle de l'offre de soins, cet article institue de nouveaux instruments de planification. Le champ d'application de la carte sanitaire, déjà en vigueur, serait élargi, et des « schémas d'organisation sanitaire » seraient mis en place pour déterminer la répartition géographique des installations et des activités de soins. Ces deux instruments, précise le projet, « ont pour objet de prévoir et de susciter les évolutions nécessaires de l'offre de soins, en vue de satisfaire de manière optimale la demande de santé ».

M. Millet (PC) : « Verrouillage »

Ces schémas seraient établis sur la base des besoins de la population et de leur évolution, « compte tenu du progrès des techniques médicales et après évaluation quantitative et qualitative de l'offre de soins existante ». La carte sanitaire, arrêtée par le ministre de la santé, est émise aux services de soins d'un coût élevé, aux structures alternatives à l'hospitalisation et à la chirurgie ambulatoire. Le schéma d'organisation sanitaire est arrêté par le préfet de région, après consultation d'un comité régional d'experts. Ces deux instruments peuvent être révisés à tout moment et le sont, obligatoirement, une fois tous les cinq ans.

Fidèle à son opposition totale au projet, le groupe communiste a déposé un amendement de suppression de l'ensemble de l'article 3, qui, selon M. Gilbert Millet (PC, Gard), constitue un véritable « verrouillage » et « fera la part belle aux établissements privés et aux intérêts financiers » au détriment du secteur public. Le ministre de la santé n'a pas laissé passer l'occasion d'exprimer son « étonnement » face à ce refus de planification émanant d'un groupe dont « on connaît les références intellectuelles ». Plus logique apparaissait l'opposition de la droite, qui par la voix de M. Bernard Debré (RPR, Indre-et-Loire) et de M. Jean-Luc Préel (UDF, Vendée), a dénoncé une « planification ascendante, trop bureaucratique et centralisatrice, risquant de stériliser l'initiative hospitalière ».

Première concession au groupe UDC, le ministre s'est déclaré en accord avec un amendement de M. Jacques Barrot (Haute-Loire) et Jean-Pierre Foucher (Hautes-De-Seine), précisant que le schéma d'organisation sanitaire est « susceptible de recours hiérarchique » auprès du ministre de tutelle. A l'initiative du rapporteur du projet, M. Alain Calmat (app. PS, Cher), le gouvernement a accepté un autre amende-

ment, souhaité sur l'ensemble des bases, élargissant la composition du comité national et des comités régionaux de l'organisation sanitaire et sociale à un député et à un sénateur, aux côtés des représentants de l'Etat, des institutions de soins, du personnel de ces établissements, des usagers, des professions de santé et des personnalités qualifiées. Toujours pour amadouer le groupe centriste, le ministre de la santé a donné un avis favorable à un amendement de M. Barrot, prévoyant la création d'une commission régionale de l'évaluation médicale des établissements auprès de chaque comité régional.

M. Calmat (PS) : « rentes de situation »

Dans le souci de renforcer la planification de l'offre de soins, le projet de gouvernement modifie profondément le régime des autorisations administratives pour la création, l'extension ou la transformation des établissements de soins publics ou privés. D'une part, le texte institue un système d'autorisation à durée déterminée et, d'autre part, il soumet l'obtention et le renouvellement de cette autorisation à une « évaluation périodique » des activités et des structures de soins,

des équipements, ainsi qu'au respect d'engagements relatifs aux dépenses à la charge des organismes d'assurance-maladie ou au volume d'activité. Un amendement du rapporteur et du groupe socialiste prévoit, toutefois, que les décisions attribuant ou refusant cette autorisation doivent être « motivées ».

La encore, le groupe communiste et les députés RPR et UDF ont fait front commun dans l'hostilité. « Epée de Damoclès sur la démarche de santé », l'évaluation est, selon M. Millet, un moyen de « tester la rentabilité, de vérifier l'adaptation à une démarche malade », pour M. Jean-François Mattei (UDF, Bouches-du-Rhône), comme pour M. Prél et Debré, ce système d'autorisation à durée déterminée et d'évaluation « ouvre la voie à l'arbitraire administratif » et met en péril la gestion des établissements de soins.

Dans ce refus de l'évaluation exprimé par les groupes siégeant à la droite de l'hémicycle, l'orateur du groupe socialiste, M. Bernard Blouin (Dordogne), a vu « la peur des thérapeutes et des gestionnaires d'être rentés en question dans leurs responsabilités ». « Nous sommes ici au cœur de cette loi, qui est une loi de progrès », a déclaré M. Blouin. Ne pas faire d'évaluation serait affaiblir

encore l'hôpital face au privé. « Il faut que l'évaluation puisse aboutir à remettre en cause les autorisations, à renchérir M. Calmat. Nous savons bien qu'il existe des rentes de situation, pourquoi les accepter ? » Cette divergence « idéologique » n'a cependant pas empêché les députés de se retrouver sur un amendement de consensus « minimum », déposé, là encore, par le groupe centriste et prévoyant que la durée de l'autorisation « ne peut être inférieure à la durée d'amortissement des investissements nécessaires ».

Ces concessions allaient-elles être suffisantes pour permettre au ministre de la santé de lever la demande de réserve sur l'article 3 et le soumettre à un vote ? Une suspension de séance d'une heure, au cours de laquelle les députés centristes se sont vus présenter la liste des « efforts » que le gouvernement et la majorité socialiste s'engageaient à faire dans leur direction, n'a pas suffi à les convaincre. Selon un observateur, le groupe UDC « a été mais n'a pas rompu ». A minuit, M. Durieux était contraint de renoncer dans l'hémicycle et de demander, vaguement, la réserve du vote sur l'ensemble de l'article 3.

PASCAL ROBERT-DIARD

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

Les jeux du destin et de l'Histoire

miliciens, le 7 juillet 1944, six semaines avant la libération de Paris, à la veille de la victoire des Alliés, dont il n'avait cessé de dire qu'elle était « mathématique ».

Physiquement, la nature n'avait pas gâté cet homme et, si elle ne l'avait pas rendu sympathique à tous égards, elle l'avait doté de qualités intellectuelles et morales qui auraient mérité d'être mieux honorées de son temps et dont on espère qu'elles sont mieux accueillies aujourd'hui (mais ce n'est pas sûr) : ce sont la lucidité, le courage, la capacité d'anticiper l'avenir, le caractère, l'énergie, l'audace et l'efficacité. Churchill l'appela « Mandel le grand » et Blum le qualifiait de « premier résistant de France ».

On imagine, avec Jean-Noël Jeanneney, le rôle qu'une telle personnalité aurait pu jouer si elle n'avait pas été tenue à l'écart par l'environnement politique, si elle n'avait pas été empêchée par ses propres interdits. On ne refait pas l'Histoire, même lorsqu'elle a paru hésiter, mais une question demeure : pourquoi Mandel n'a-t-il pas franchi son Rubicon ? Jean-Noël Jeanneney discerne plusieurs raisons dans ce refus d'accomplir le geste qui force le destin. D'abord, le choix n'était pas aussi simple qu'il apparaît aujourd'hui avec le recul. Mandel croyait au repli de tout le gouvernement en Afrique du Nord, il se jugeait plus efficace en pesant de l'intérieur sur les pouvoirs publics, sentiment qui, en de précédentes circonstances, l'empêcha de rompre avec des politiques qu'il condamnait. Ce marginal, ce solitaire n'appartenant à aucun parti, ne se réclamant d'aucune doctrine, voulait affirmer son indépendance et sa solidarité et préserver sa capacité d'influence. Une intégration dont il voyait les limites car elle lui était souvent mesurée. C'est aussi parce qu'il était juif qu'il n'est pas parti pour l'Angleterre : « On croirait que j'ai eu peur et que je me suis sauvé », disait-il.

Il ne s'est pas sauvé, mais s'est retrouvé plus seul que jamais, jusque devant la mitraille qui l'a abattu. Restait de Gaulle, qui ne devait pas manquer sa rencontre avec l'Histoire. Ainsi en a décidé la Fortune, qui ne tient pas toutes les promesses de destin. Celui, cependant, de Georges Mandel méritait

plus qu'une avenue à Paris et un monument au bord de la nationale 7 : Jean-Noël Jeanneney en revivifie le souvenir et en tire une belle méditation sur les ressorts, les exigences et les limites de la passion politique.

Cette passion peut être vécue de mille façons : en voici une qui n'est pas celle d'un personnage hors du commun. La fortune politique, si elle a longtemps souri à Paul Deschanel, a fini par lui jouer un mauvais tour, alors qu'il avait atteint le sommet tant convoité d'une carrière sans accroc. Président de la République, son septennat n'a duré que sept mois et n'a laissé dans l'imagerie élyséenne que le souvenir d'un homme n'ayant plus tous ses esprits, tombé du train en pleine nuit et errant sur la voie, tandis que se poursuivaient sans lui le voyage officiel. La carrière de ce malheureux ne saurait se réduire à cet épisode qui fit les choux gras des chansonniers.

Thierry Billard rend justice à l'honnête parcours de ce républicain centriste, sans en cacher les limites. Plusieurs fois président de la Chambre des députés, Paul Deschanel, homme aimable, plaisant, élégant, cultivé, maniait avec bonheur l'éloquence qui séduisait à l'époque. Rien d'excessif ou de provocant dans ce personnage lisse qui a réussi à devenir président de la République en se préservant des responsabilités réelles du pouvoir : pour ménager ses chances et ne pas se créer d'ennemis, il a refusé les plus hautes charges gouvernementales. Le plus étrange, dans son cas, c'est qu'un système politique puisse s'accommoder d'un processus de sélection dans lequel la forme, le discours - le discours, pas le verbe - prévalent sur l'engagement, l'action, l'expérience du pouvoir.

Toujours est-il que Paul Deschanel fut préféré, en 1920, à Georges Clemenceau, au grand dam, on l'imagine, de Georges Mandel. Au fait du pouvoir, il mesura son inexpérience et son impuissance dans le système de la III^e République. Il tombe dans ce que son biographe appelle « un état anxio-dépressif » qui le conduira à se démettre. Il avait été, dans cette fonction, l'homme qu'on n'attendait pas. Dans son cas aussi, mais à l'inverse de Georges Mandel, le destin ne s'est pas accordé au personnage, et le filtre politique a fonctionné à contresens, à contre-Histoire.

► Georges Mandel, l'homme qu'on attendait, de Jean-Noël Jeanneney, Seuil, 190 pages, 95 F.

► Paul Deschanel, de Thierry Billard, Belfond, 292 pages, 120 F.

dans l'affaire Urbatech

Trois mois de procédure

Aux sources de l'affaire se trouve un dossier d'accident de travail instruit par M. Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction au Mans : il s'agit de la mort de deux ouvriers écrasés par une dalle de béton sur le chantier de l'entreprise Heulin, à l'île-7. Au début du mois de janvier, le juge Jean-Pierre reçoit un coup de téléphone d'un correspondant qu'il baptise « Fourmi », lui affirmant que l'entreprise Heulin a versé des « pots-de-vin » à certains partis politiques. Il l'invite à contacter le docteur Pierre Coicadan, ancien numéro deux de la fédération arthrosique du PS.

► 8 janvier : convoqué chez le juge d'instruction, le docteur Coicadan affirme qu'il n'a « pas de révélation à faire sur le chantier de l'île-7 et sur son financement » mais qu'il a « vu, de par [son] activité de militant au PS et de secrétaire fédéral que certaines entreprises versaient des commissions par l'intermédiaire de bureaux d'études pour avoir des marchés publics ». Au vu de cette déclaration, le substitut du procureur, M. Edouard Wawerniak, ouvre une information judiciaire contre X pour extorsion de fonds. Le docteur Coicadan, à nouveau entendu, déclare qu'il a « constaté » qu'il existait « dans le département, comme ailleurs, que ce soit à gauche comme à droite, des circuits de financement occultes, sans [qu'il] puisse exactement les décrire ».

► 23 mars : le juge Jean-Pierre entend M. Jean Montaldo, journaliste et directeur de collection chez Albin Michel, la maison d'édition de l'ex-inspecteur Gaudino, qui lui remet une copie des cahiers de M. Joseph Delcroix sur Urbatech. Cinq jours plus tard, le policier qui avait, deux ans plus tôt, saisi ces fameux cahiers à Marseille, vient confirmer devant le juge l'authenticité de leur copie.

► 6 avril : le juge Jean-Pierre fait interpellé à Orléans l'ancien responsable d'Urbatech pour les pays de Loire, M. Christian Giraudon, qu'il inculpe et incarcère.

► 7 avril : le juge Jean-Pierre tente de se rendre au domicile de M. Gérard Monette, le PDG des bureaux d'études Urbs, à Noisy-le-Sec, en région parisienne. Les policiers du commissariat de Noisy-le-Sec l'auraient alors informé de son dessaisissement. Selon M. Jean-Pierre, les policiers lui ont affirmé qu'il était dessaisi « par le parquet ». Le juge affirmant plus tard qu'il croit alors la chose impossible, et poursuit ses investigations. Le juge se rend alors rue de Rochefort, à Paris, afin de perquisitionner dans les locaux d'Urbatech. Vingt-huit scellés cachetés à la cire sont alors stockés dans des caisses de carton. A sa sortie de l'immeuble, le magistrat se voit notifier son dessaisissement par M. Isabelle Paulat, substitut du procureur de la République de Paris. Le dessaisissement intervient sur décision du président du tribunal de Paris, M. Marie-Hélène Tric, qui considère que M. Jean-Pierre a agi avec « parti pris » et selon des « considérations purement personnelles ». Le dossier est

confié à M. Jacques Liberge, premier juge d'instruction au Mans.

► 9 avril : l'opposition dépose une motion de censure à l'Assemblée nationale, affirmant que « l'indépendance de la justice est bafouée ». Lors des débats, M. Georges Kiejman, qui précise que le gouvernement « n'a eu aucune part » dans le dessaisissement, qualifie la perquisition menée par le juge Jean-Pierre de « cambriolage judiciaire ».

► 10 avril : la société Urbatech, qui a assigné le 8 avril en rétéré les trois juges d'instruction du Mans afin d'obtenir la restitution des scellés, se désiste à l'audience, en expliquant que M. Christian Giraudon a été libéré le 8 avril et que le procureur du Mans a saisi la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers. Les trois juges d'instruction répliquent en demandant chacun 100 000 francs de dommages et intérêts. Le même jour, M. Nallet, interrogé par Europe 1, qualifie la perquisition au siège d'Urbatech d'« équipée sauvage ».

► 11 avril : la demande de dommages et intérêts des juges mançais est rejetée par le tribunal de grande instance de Paris. La Ligue des contribuables, présidée par un conseiller général RPR des Alpes-Maritimes, M. Bernard Asso, se constitue partie civile dans le dossier ouvert au Mans. Elle accède ainsi au dossier dont elle rend certains éléments publics.

► 12 avril : la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers se réunit une première fois. Elle préfère renvoyer l'audience à la semaine suivante, car la Ligue des contribuables a fait savoir que, s'étant constituée partie civile à la veille de l'audience, elle considérerait que le délai de convocation des parties - cinq jours - n'aurait pas été respecté.

► 19 avril : la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers se réunit une nouvelle fois. Entre-temps, la Ligue des contribuables a formé un pourvoi en cassation contre la décision de renvoi prise une semaine plus tôt. Deux nouvelles constitutions de partie civile ont été annoncées : celle de l'Union départementale de la CGT et celle de M. Jean-Claude Boulard, président socialiste de la communauté urbaine du Mans. Ce dernier, ou son conseil, ne s'étant pas présenté à l'audience, la chambre d'accusation statue sur la recevabilité de la Ligue des contribuables et celle de la CGT : en fin de matinée, elle les déclare irrecevables. Dans l'après-midi, dans un arrêt non motivé, elle considère que l'ouverture de l'information qui a conduit le juge Jean-Pierre à incarcérer M. Giraudon et à perquisitionner au siège d'Urbatech est « conforme au droit ».

EN BREF

► L'égalité sociale dans les DOM. - M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, qui, ces deux dernières semaines, a discuté de l'égalité sociale dans les départements d'outre-mer avec les organisations syndicales, a indiqué, vendredi 19 avril, qu'un projet de loi permettant l'alignement des allocations familiales dans les départements d'outre-mer sur le niveau métropolitain sera inscrit à l'ordre du jour d'un prochain conseil des ministres. Ce texte, a-t-il précisé, devrait être discuté par le Parlement au cours de l'actuelle session parlementaire, et la première étape de l'alignement intervenir le 1^{er} juillet.

► M. Bamana élu président du conseil général de Mayotte. - M. Younoussa Bamana (Mouvement populaire mahorais) a été élu, par douze voix sur seize votants, jeudi 18 avril, président du conseil général de Mayotte, poste qu'il occupait depuis 1977

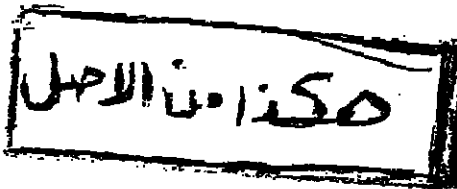
jusqu'à son échec le 10 mars dernier dans le canton de Kani-Kéli. Après avoir retrouvé un siège à l'assemblée départementale le 14 avril dernier, à l'occasion d'une élection partielle provoquée par la démission de M. Nomane Mattoir, conseiller général (MPM) de Chiconi, M. Bamana succède à M. Hamissi Hassani, qui s'était démis de son mandat à cette fin.

► Les élections régionales en Lorraine. - M. Jacques Chérèque, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions, a déclaré, vendredi 19 avril à Carling (Moselle), que pour les élections régionales de 1992 en Lorraine, M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, et lui-même « ne peuvent qu'unir leurs efforts ». Il y aura, a-t-il précisé, une liste conduite par le maire de Metz, sous l'étiquette Majorité présidentielle, en Moselle, et une liste socialiste, menée par lui-même, en Meurthe-et-Moselle.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

50.000.000.000



POLITIQUE

La réunion du comité central du PCF

M. Krasucki : « Nous voulons sincèrement changer nous avons du mal à le faire »

Le comité central du Parti communiste, dont les travaux se sont terminés vendredi soir 19 avril, a adopté, à l'unanimité moins sept abstentions (celles de MM. Jean-Michel Catala, Roland Favero, Guy Hermier, Roger Martelli, Jack Ralitte, Lucien Sève et Marcel Trignon), le rapport présenté la veille par M. André Lajoinie. M. Anicet Le Pors n'a pas pris part au vote, et M. Charles Fiterman n'a pas assisté à la seconde journée de discussion. M. Georges Marchais, qui a conclu la discussion, a appelé les militants à « changer de braquet » dans la mise en œuvre des orientations du vingt-septième congrès.

Même quand il ressent des doutes au point d'inviter ses militants à l'autocritique, un secrétaire général du PCF, par définition, ne saurait avouer ses propres échecs. M. Georges Marchais a donc, une nouvelle fois, sacrifié aux exorcismes rituels devant les membres du comité central, en proclamant que « non, le Parti communiste n'est ni malade ni en crise », en soutenant que son « recul » aux élections partielles ne signifie nullement que ses orientations soient « mauvaises » et en assurant qu'il suffirait que les militants, à la base, se montrent plus « audacieux » pour que son audience « se renforce spectaculairement ».

Mais toute dialectique a ses limites, et celle de M. Marchais ses

propres failles. Vendredi soir, la teneur du discours du secrétaire général du PCF démentait ses conclusions. Le tableau de l'état du parti que brosse M. Marchais dénote bel et bien, en filigrane, l'image d'un parti désorienté, démobilisé, léniniste, et les contre-exemples mis en relief pour vanter le travail des cellules qui parviennent à préserver, ici où là, l'existence de poches de résistance électorale apparaissent comme autant d'exceptions confirmant la règle.

Il suffit d'écouter M. Marchais pour constater que son propos comporte plus de points d'interrogation que d'expressions de certitude : « Un nouvel élan de la réflexion communiste ? Les travaux du congrès le permettent-ils ? (...) Mais est-ce le cas partout ? N'arrive-t-il pas que la pensée du congrès soit édulcorée, aseptisée, écornée dans ce qu'elle a de plus innovatrice et de plus dérangeante ? Qu'on la ramène à quelques formules passe-partout en raisonnant comme avant ? (...) Un nouvel élan de l'activité communiste ? Il a été perceptible à l'occasion de la guerre du Golfe, où un grand nombre de communistes ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Cela s'est vu. Mais depuis lors ? Est-ce qu'en ce moment les salariés, les gens se disent que, décidément, ça bouge chez les communistes ? Est-ce que notre activité ébranle les idées toutes faites qu'ils se font sur nous ? Est-ce qu'on les impressionne, les intéresse, les attire ? Pour certaines fédérations, sections, cellules, les travaux du congrès ont fait l'effet d'un électrochoc. (...) Mais en combien d'en-

droits hésite-t-on à s'y mettre vraiment, quand on n'est pas retombé dans le train-train ? (...) N'arrive-t-il pas qu'on propose encore telle ou telle recette unique valable pour chaque sujet et en toute circonstance alors que nous avons expressément rejeté cette recherche illusoire au congrès ? Ne parle-t-on pas trop souvent aux communistes de manière négative ? »

Il arrive même que M. Marchais, au fil de son propos, laisse échapper, dans la crainte de nouvelles déroutes électorales, un cri du cœur qui en dit long sur ce décalage entre la prise de conscience des difficultés du PCF et l'incapacité de son état-major à en tirer les conclusions qu'il devrait s'imposer s'il voulait être logique avec lui-même : « Il faut faire le contraire de tout cela... »

Les « refondateurs » désabusés

Pendant deux jours, à huis clos, presque toutes les prises de parole, émanant généralement de secrétaires fédéraux, n'ont fait que broder sur ce canevas nominaliste. Il n'y eut qu'un seul intervenant, M. Marcel Trignon, pour faire allusion au manifeste lancé à l'initiative de MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Jack Ralitte, au nom des minoritaires « refondateurs », afin de contribuer à une réflexion collective sur l'avenir de la gauche française. « C'est une image positive de communistes de notre temps qui est ainsi donnée », a affirmé le maître d'Arceuil (Val-de-Marne), avant de demander, avec une fausse candeur : « Et nous, que faisons-nous à l'ini-

rieur du parti, au sein du comité central ? » Personne n'a saisi cette perche.

Nullement émus par l'appel de M. Marchais à l'autocritique, les porte-parole des « refondateurs » sont, au demeurant, apparus très désabusés. M. le Pors a quitté la séance, dès jeudi après-midi, après avoir estimé que le comportement de l'appareil du parti à l'égard des minoritaires tendait à montrer que, « d'un côté, on proclame qu'il faut travailler ensemble, et de l'autre, on persiste dans une politique marquée par la discrimination ». Prenant acte du fait que la direction du parti avait décidé de l'épargner mais constatant aussi qu'elle avait décidé d'ignorer totalement ses initiatives, M. Fiterman a préféré se taire. L'ancien ministre des transports a boycotté la seconde journée de discussion. M. Ralitte n'est pas venu du tout.

C'est M. Henri Krasucki qui a peut-être le mieux résumé la persistance de ce dialogue de sourds quand il est monté à la tribune pour dire, non sans malice, à propos du « changement » affiché par MM. Marchais et Lajoinie : « Il ne me semble pas tout à fait exact ni satisfaisant de dire « Nous avons changé ». Il faudrait plutôt indiquer : nous avons décidé de changer, nous essayons de le faire, nous avons commencé à le faire, nous avons du mal à le faire... » La démonstration, en effet, reste à établir.

ALAIN ROLLAT

Le conseil régional Rhône-Alpes adopte le plan de M. Millon pour les lycées

LYON

de notre bureau régional

La majorité (UDF, RPR, non-inscrits) du conseil régional Rhône-Alpes a adopté, vendredi 19 avril, le texte présenté par son président, M. Charles Millon (UDF), qui veut « donner aux lycées les moyens de leur autonomie » (le Monde du 16 avril). Les groupes PS et PCF ont voté contre, le Front national s'est abstenu. En présentant ses propositions aux conseillers régionaux, M. Millon a déclaré que cette « révolution des mentalités peut débiter en Rhône-Alpes ». « Qui pourrait s'opposer à des mesures qui vont dans l'intérêt des enfants ? », a-t-il demandé.

Aucun élu ne l'a contredit sur ce point, tous partageant avec lui le diagnostic de la situation difficile des lycées. Les plus embarrassés ont été les socialistes. Saluant « le succès du coup médiatique », qui les a un peu pris de court, ils ont rappelé que

l'Etat dépense 20 milliards de francs pour l'éducation en Rhône-Alpes et comparé ce chiffre avec les 200 millions de francs que M. Millon prévoit pour son plan. M. Gérard Lindeperg, a engagé M. Millon à exploiter, d'abord, toutes les possibilités d'autonomie des établissements autorisés par la loi de décentralisation au lieu de « privilégier le spectaculaire et de brûler les étapes ».

Le PCF, qui refuse « l'éclatement du service public », a, comme le PS, dénoncé les modalités de concertation prévues par M. Millon. Le projet de ce dernier va être adressé, pour avis, au conseil régional de la région, et les quelque quarante-deux mille élus rhodanais, de la plus petite commune à la représentation parlementaire, seront appelés à s'exprimer sur son contenu. En juillet prochain, le document reviendra devant le conseil régional pour être définitivement adopté.

B. C.

La Nouvelle Action royaliste réaffirme son attachement à la majorité présidentielle

Au terme de son dixième congrès, réuni à Paris, samedi 13 et dimanche 14 avril, la Nouvelle Action royaliste (NAR) a adopté une motion réaffirmant son soutien à M. François Mitterrand. L'organisation monarchiste se félicite de « participer désormais à l'organisation de la majorité présidentielle dans le cadre de France unie ». Selon M. Bertrand Renouvin, chef de file de la NAR, « la tradition royaliste se conçoit par référence aux principes d'unité, de justice et de liberté qui sont au cœur du socialisme. Il est dans sa vocation de s'associer à d'autres formations et de participer à des rassem-

blements pour faire valoir ces exigences communes ». Pour sa part, M. Emile Zuccarelli, président du MRG, a confirmé l'hostilité des radicaux à l'entrée de la NAR dans le mouvement dirigé par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (le Monde du 19 avril).

La centaine de congressistes de la NAR ont souscrit une « engagement du chef de l'Etat quant au règlement de la question palestinienne », ils se sont inquiétés de la « gravité de la fracture sociale qui existe dans notre pays ».

COMMUNICATION

Lançant un ultimatum au CSA

M. Lang menace de recourir à la loi pour créer une télévision musicale

Le ministre de la culture veut une décision sur la chaîne musicale avant l'été, et si le Conseil supérieur de l'audiovisuel n'obtempère pas, il envisage de l'y obliger en présentant au Parlement un projet de loi dans ce sens. Interrogé vendredi 19 avril au micro de France Inter, M. Jack Lang n'a pas caché son irritation à l'égard de l'instance de régulation de l'audiovisuel qui refuse d'attribuer le septième réseau hertzien laissé vacant par la défection de Canal 5 (le Monde du 20 avril).

Auxen texte ne peut obliger le CSA à attribuer des fréquences, et le ministre, qui semble soudain regretter cette faille de la loi, n'hésite pas à donner au débat sur la télévision musicale un tour très politique. « Il ne faut pas commettre les mêmes erreurs que celles commises à la Réunion », a déclaré M. Lang, qui reproche au CSA d'avoir fait saisir Télé Free-

DOM après avoir refusé de lui donner une fréquence. Cette nouvelle polémique est symptomatique de la dégradation des rapports entre le gouvernement et l'autorité indépendante.

Moulin à vent et réseau hertzien

Depuis la suppression de TV 6 en février 1987 par le gouvernement de M. Chirac, les responsables socialistes - M. Mitterrand en tête - n'ont cessé de réclamer une télévision musicale. Euroréseau est diffusé sur le câble - y compris à Paris dès le mois de mai - et a reçu une autorisation pour commencer sa carrière au sein de la TDF-1, mais les défilés de l'engin restent cette position précaire. La direction de la chaîne a demandé au CSA des fréquences terrestres pour couvrir la région parisienne et quelques grandes villes de province (le Monde du 26 mars). Le

Conseil préfère geler les fréquences hertziennes pour laisser aux réseaux câblés le temps de se développer sans concurrence, une position qui est aussi celle du ministère des postes et télécommunications. Réagissant aux propos de M. Lang, le CSA a d'ailleurs souligné que « à ce jour, ni Euroréseau ni aucun autre investisseur n'a soumis au conseil un projet cohérent et financièrement solide » d'exploitation du septième réseau hertzien, qui est, « au moins en partie, destiné à la chaîne culturelle franco-allemande ».

Si le gouvernement est divisé, les actionnaires d'Euroréseau le sont aussi. Les éditeurs de disques poussent à la diffusion hertzienne de la chaîne tandis que les câblodistributeurs - surtout Communication et Développement - sont plus réticents. Récemment, un autre actionnaire, M. Etienne Mallet, prési-

dent de la Générale d'Images (groupe Générale des eaux) estimait qu'Euroréseau ne devait pas « se battre contre des moulins à vent en réclamant un réseau hertzien » et devait consolider ses acquis sur le câble et le satellite.

M. Henri de Bodinat, PDG de CBS France, estime pour sa part que le CSA cherche à laisser les actionnaires d'Euroréseau en difficulté sans cesse sa décision. Mais l'éditeur de disques plaide avec véhémence pour que le septième réseau soit attribué à Euroréseau plutôt qu'à la SEPT : « Il serait paradoxal qu'un gouvernement socialiste attribue les dernières fréquences existantes à une télévision hertzienne alors qu'une télévision musicale peut satisfaire immédiatement une audience plus jeune et plus populaire ».

J.-F. L.

Face au géant Disney

Le réveil de Hanna-Barbera, le « David » du dessin animé

« Ce n'est pas David contre Goliath », dit-il en faisant allusion à son prénom. Pourtant, le défi que doit relever David Kirschner est digne de ce combat-là. Au royaume des dessins animés, le studio de Hanna-Barbera doit affronter la toute-puissance de l'empire Disney. Deux cents millions de dollars de chiffre d'affaires d'un côté, vingt fois plus de l'autre. Un relatif effacement pour l'un, des parts d'attraction qui contribuent à la notoriété mondiale du second, de l'Amérique au Japon en passant par Paris l'an prochain. Un combat inégal ?

« L'innovation, la création ne sont pas affaire de taille », poursuit David Kirschner. Mais l'offre d'images, de rêves, de vision. « Ce patron, qui fut scénariste, auteur et producteur exécutif aux côtés de Steven Spielberg, s'amuse encore d'une mésaventure de son incontestable concurrent. Disney, qui comptait le réalisateur Tim Burton dans son équipe, ne savait trop comment l'employer. Lassé, ce dernier partit chez Warner Bros. Il y mourut... Balmat. Disney ne fait plus de création, mais du business », laisse tomber David Kirschner. Sur de lui, ce jeune homme sage. Trop sûr ?

Fondée il y a plus de trente ans par Bill Hanna et Joe Barbera, les créateurs de Tom et Jerry, le studio de Los Angeles a connu son heure de gloire pendant les sixties. Quand les

aventures des Flintstones (les Pierres à feu en France) et des Jetsons - deux familles, l'une vivait à l'âge de pierre et l'autre à l'ère spatiale, - faisaient le bonheur des foyers américains. Quand les dessins animés de Scooby Doo ou de l'ours « Yogi » occupaient tous les petits écrans de Floride ou de Californie. Mais dix années d'un lent engorgement ont suffi à plonger Hanna-Barbera dans l'oubli. Ou presque.

En octobre 1989, David Kirschner est appelé aux commandes du studio par son nouveau propriétaire Great American Communications. Et reçoit pour mission de le relancer. Cet enfant de Los Angeles n'avait que treize-cinq ans mais, déjà, il est vif, un beau palmarès. N'avait-il pas commencé sa carrière aux côtés de Jim Henson, le créateur des Muppets Show ? N'avait-il pas écrit et illustré une série de livres pour enfants, *Rose Petal Place* ? N'avait-il pas imaginé le personnage de Fievel, cette souris juive émigrant aux Etats-Unis et qui fut avec le film *An American Tail* l'une des plus grandes héroïnes du « box office » américain ?

« Personne ne voulait de mon histoire. Pourtant, ce fut l'une des plus grosses recettes « salle » de l'histoire du cinéma d'animation, se souvient-il en souriant. Quand Disney a rejeté mon scénario, je leur ai demandé : mais qui donc aurait voulu de Pinocchio ? » Aujourd'hui,

David Kirschner met son imagination au service d'Hanna-Barbera. Le téléfilm d'animation *Dreamer of Oz* vient d'être programmé par CBS et est proposé pour la première fois au MIP : un film, *The Page Master*, est en préparation pour la 20th Century Fox ; deux séries très influencées par la nouvelle bande dessinée pour adulte feront bientôt leur apparition sur le petit écran : une satire de la politique avec *Capitolcritters* sur ABC et un polar noir avec *Fish Police* sur CBS.

Une offensive internationale

Les anciens héros du studio ne sont pas oubliés pour autant. Hanna-Barbera possède près de 2 000 heures de dessins animés pour la télévision auxquels il faut redonner vie. Absent des écrans des grands « networks » depuis dix-sept ans, l'ours Yogi réapparaît sur la chaîne pour enfants Nickelodeon et connaît une nouvelle jeunesse sous les traits d'un ours adolescent - baptisé YoYogi - un baladeur sur les ornières. Une vraie renaissance. « Cela demande du temps, reconnaît David Kirschner, qui prépare desor-

mais le second retour des Flintstones. Dès 1992, la célèbre famille réapparaîtra dans un nouveau dessin animé à la télévision ; l'année suivante, elle partira à la conquête du grand écran avec un film de 40 millions de dol-

lars (plus de 220 millions de francs) ; en 1993, 65 nouveaux épisodes d'une demi-heure seront proposés aux télévisions indépendantes aux Etats-Unis.

Soigneusement orchestré, ce retour s'accompagne d'une véritable offensive internationale. Le studio était depuis longtemps implanté à Manille et à Taipei ; il ouvre des ateliers d'enregistrement et de doublage à Bangkok et en Pologne, portant ses effectifs à plus de 3 000 personnes. Great American Communications, sa maison-mère, prend le contrôle du distributeur de programmes Worldvision. Hanna-Barbera, enfin, complète son réseau en Europe et ouvre un bureau à Paris dont M. Thierry Cassuto, un ancien de M 6 et de Lyonnaise Communications, est le directeur général. Même les parcs d'attraction ne sont pas oubliés. Hanna-Barbera, qui s'est associé à Universal Studios à Orlando, en Floride, suivra ce dernier à Melun-Sénart si ce groupe opte définitivement pour la France comme il en a manifesté l'intention.

Encore le modèle Disney ? « Non, corrige David Kirschner. Mon rêve n'est pas de faire d'Hanna-Barbera l'égal de Disney d'aujourd'hui. Seulement de renouer avec la créativité de son fondateur. »

PIERRE-ANGEL GAY

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Un jugement du 20 février 1991 du tribunal correctionnel de RODEZ condamne M. Michel ESCUDIE, à VIVIEZ (12), à 30 000 F d'amende (délit) et 2 000 F d'amende (contravention) pour pollution de rivière.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) rendu le 14 novembre 1990, la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour EXERCICE ILLÉGAL DE LA PROFESSION DE COMPTABLE, pour avoir, à Paris, d'août 1985 à juin 1988, exercé illégalement la profession de comptable agréé et d'expert-comptable, en exécutant habituellement en son propre nom et sous sa responsabilité des travaux réservés aux comptables agréés et experts-comptables inscrits au tableau de l'ordre.

« a la peine d'un an d'emprisonnement avec sursis.

« PASTURMAZ Hugues, né le 9 juin 1950 à Bandirma (Turquie), conseiller d'entreprise, demeurant à Maule, (Yvelines), 2 bis, chemin de la Cressonnière.

Le tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le Monde, France-Soir et le Figaro.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République, sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) sur opposition du jugement du 9 décembre 1988 rendu le 23 novembre 1990, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour PUBLICITÉ MENSONGÈRE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR, pour avoir, à Paris, courant 1982, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur la composition des services qui font l'objet de la publicité et la portée des engagements pris par l'annonceur, en indiquant notamment, sur une brochure publicitaire, quelques informations sur le déroulement d'un voyage en EGYPTE, ainsi libellées : « Nos prix comprennent : ... les visites accompagnées de guides parlant français, d'un accompagnateur ni guide parlant français n'aurait été mis à la disposition des voyageurs. Pour avoir, à Paris, courant février 1983 et courant mars 1983, étant gérant de la SARL IT TOURS, refusé de mettre à la disposition des agents de service de la réputation des fraudes les éléments propres à justifier les allégations publicitaires en cause, en l'espèce une brochure publicitaire éditée par IT TOURS.

« a une amende de 12 000 F.

« NAIM Molsé, né le 13 mars 1937 à 99 LE CAIRE, directeur des ventes, demeurant 51, rue d'Avron, PARIS (75020).

Le tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) sur opposition jugement du 6 juin 1990, en date du 7 novembre 1990, la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné, pour fraude fiscale,

« a la peine de 165 jours amende à 500 F.

« AIDAN Claude, né le 10 juin 1946 à SFAX (Tunisie), agent immobilier, demeurant 84, boulevard Magenta à PARIS (10).

Le tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait au Journal officiel et dans le Monde et France-Soir.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République, sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire), sur opposition du jugement du 4 novembre 1988 en date du 3 novembre 1990, la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale, omission de passation d'écriture comptable,

« a la peine de 15 mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende.

« GIULIANI Vito, né le 4 juillet 1936 à Bari (Italie), restaurateur, demeurant 197, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris (8^e).

Le tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement, par extrait, au Journal officiel et dans le Monde et France-Soir.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République, sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) rendu le 27 novembre 1990, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, pour avoir, à Paris, le 3 février 1989, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, entretenu par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, III du titre III du code du travail, en laissant travailler deux ouvriers près de trémières non protégées, sans dispositif de protection individuelle conforme.

« a deux amendes de 15 000 F.

« PRINGAUT Robert, Paul, né le 25 octobre 1917 à CHALLÈS (77), ingénieur, demeurant 72, avenue Jean-Jaurès à CHAMPS-SUR-MARNE (77420).

Le tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République, sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL.

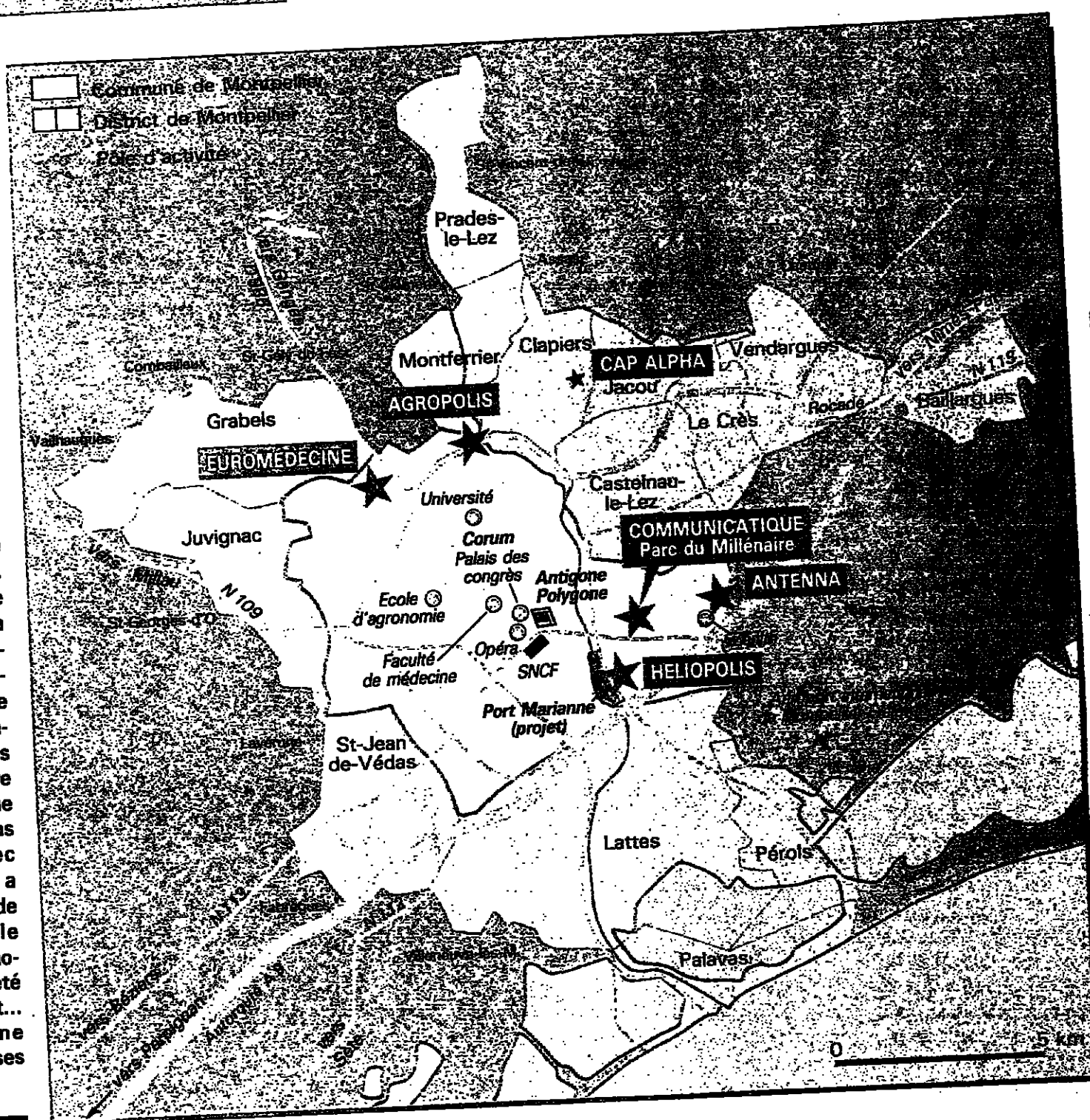
صكزاوناالاحل

10 Le Monde • Dimanche 21 - Lundi 22 avril 1991 •

Le Monde TECHNOPOLES MONTPELLIER

la ville dans

Georges Frêche a inventé une nouvelle technique de développement qu'il appelle la « *maïeutique médiatique* » : l'art d'utiliser les médias pour faire « accoucher » les projets. Ce qui doit exister, à force d'annoncer que cela va exister, cela finit par exister. Souvent, sinon toujours. Cette façon de prendre – et de faire prendre – ses désirs pour des réalités, le bouillant maire de Montpellier la pratique de main de maître, sans aucune naïveté. Et avec succès puisqu'elle lui a permis de transformer de fond en comble la ville dont il a hérité. La technopole montpelliéraine a été imaginée, « vendue » et... réalisée dans le même style; c'est l'une de ses principales originalités.



Montpellier et sa région font partie de cette France méridionale dont la population continue de s'accroître fortement. Entre 1982 et 1990, la population de Montpellier est passée de 201 067 à 210 866 habitants (+ 4,87 %); celle de l'Hérault, de 706 499 à 794 603 habitants (+ 12,47 %); celle de Languedoc-Roussillon, de 1 926 514 à 2 114 985 habitants (+ 9,78 %).

Ce sont là des taux de croissance records qui s'expliquent par l'attrait – climatique et économique – qu'exercent ces régions. Contrepartie néfaste de ce succès : dans le bassin d'emploi de Montpellier, qui compte près de 350 000 personnes, on enregistre un taux de chômage de 13,2 %, et 5 000 Montpelliérains touchent le RMI.

Une fusée à cinq étages

La technopole comprend plusieurs pôles spécialisés dans un secteur bien précis

OFFICIELLEMENT, la technopole montpelliéraine a vu le jour il y a six ans, lorsque fut créée Montpellier Languedoc-Roussillon Technopole. Cette association, émanation du district, a été chargée de promouvoir le développement économique local en s'appuyant sur les « gisements » de matière grise répartis dans les universités, grandes écoles et centres de recherche.

Il est alors apparu nécessaire de créer des parcs où devaient être accueillies et se concentrer les activités de pointe, mais, surtout, où seraient regroupées par thème les spécificités de la technopole. Cinq pôles ont ainsi été définis.

Le premier, Agropolis, rassemble les activités spécialisées dans l'agronomie tropicale et méditerranéenne. Il regroupe, autour de l'université et des grandes écoles, des centres de recherche et des petites entreprises dans un parc scientifique.

Le pôle Euromédecine a pris naissance grâce à la faculté de médecine et à la réputation millénaire de Montpellier dans ce domaine. Sur son parc d'activités, on trouve une floraison de sociétés spécialisées dans le matériel médical de pointe (ABX, Sanofi, Support System international...). 162 au total, soit 4 000 emplois.

Le pôle Communicatique s'est développé autour d'IBM et des laboratoires de recherche de l'université des sciences et techniques

de Languedoc. Il est basé à l'Est, sur le parc du Millénaire, où sont regroupées 150 entreprises, soit 4 000 emplois, dont 2 700 pour IBM.

Demain Port Marianne

Le pôle Antenna regroupe des activités de production des images (création vidéo et dessin animé par ordinateur), de diffusion et de réflexion sur les moyens de communication moderne. Il s'appuie essentiellement sur l'IDATE et le nouveau réseau câblé en fibre optique de la ville.

Le dernier pôle, Héliopolis, qui doit mettre en valeur les activités touristiques, est aujourd'hui en plein développement, notamment autour du Corum – le Palais des congrès – au cœur de la ville. Il ne décollera vraiment que lorsque sera sorti de terre le quartier de Port Marianne, à partir duquel la ville renouera symboliquement ses liens avec la mer. Des entreprises spécialisées dans les loisirs devraient alors venir s'installer dans ce secteur qui leur est destiné.

Chaque pôle est équipé suivant les besoins de ses entreprises, et une politique de communication particulière est mise en place pour chacun. C'est ainsi que dans chacun, que cas est organisée, par exemple, une grande manifestation annuelle, comme les journées Euromédecine ou celles l'IDATE.

Les résultats sont là : entre 1982

et 1987, le nombre d'établissements industriels et commerciaux installés sur le district a augmenté de 8,3 %. Le rythme annuel de création d'emplois, qui était de 1,5 % entre 1982 et 1986 avec 4 189 postes créés, s'est brusquement accéléré entre 1986 et 1989. Avec 8 316 emplois créés durant cette dernière période, la croissance annuelle moyenne des emplois a atteint 3,4 % et ne semble pas vouloir ralentir.

L'ensemble des secteurs d'activité est représenté, mais le bâtiment et le tertiaire marchand

connaissent un développement plus spectaculaire. Ces emplois qualifiés compensent la crise sensible d'autres secteurs plus traditionnels comme l'agriculture ou l'artisanat, désormais sinistrés en Languedoc-Roussillon.

« Sans se mêler de leurs affaires, on a intégré les économistes dans des réseaux en mettant des outils à leur disposition. Nous sommes aujourd'hui devenus incontournables », explique Patrick Geneste, directeur de l'École supérieure de chimie de Montpellier et président de l'association Montpellier LR

Technopole. Membre du MRG, ce Montpelliérain pure souche fait partie des quelques stratèges de Georges Frêche, le maire de Montpellier. Ce dernier lui a cédé l'an dernier une présidence qu'il exerce depuis avec zèle.

Montpellier LR Technopole possède des bureaux à Bruxelles et à Paris, ainsi que des correspondants à Stockholm, Louisville, New-York et Barcelone. Elle prospecte activement les marchés étrangers, non sans une certaine imagination. « Nous avons pu pénétrer en Grande-Bretagne grâce à la ligne aérienne directe avec Londres de Dan Air, précise ainsi Patrick Geneste. La prospection faite par les bureaux britanniques du tourisme nous a considérablement aidés. »

La médaille a cependant un revers : le bassin de Montpellier, qui compte selon l'ANPE près de 350 000 habitants, enregistre 13,2 % de demandeurs d'emploi, et 5 000 Montpelliérains touchent le RMI. Paradoxalement, Montpellier subit les effets pervers de son développement rapide. Ainsi, s'il est vrai que le district enregistre un taux record d'implantations d'entreprises, et même si l'indice de conservation des emplois est un des meilleurs de l'Hexagone avec l'Île-de-France, un nombre non négligeable d'entre elles périclitent.

De nombreux étudiants montpelliérains préfèrent chercher du travail localement. Or, s'ils sont 60 000 aujourd'hui sur l'académie, ils seront, selon les prévisions de

l'éducation nationale, plus de 85 000 dans dix ans. Enfin, affirmer haut et fort, comme Montpellier le fait, ses qualités et son dynamisme au soleil se traduit par l'arrivée massive de populations que le bassin d'emploi n'est pas à même d'absorber. La ville a vu sa population tripler en vingt ans, avec une croissance parmi les plus fortes de ces dernières années en France. Avec la création d'emplois qualifiés et le transfert de nombreuses sociétés sont aussi arrivées des familles qui représentent des chômeurs potentiels.

Former et adapter

De ce constat est née l'idée de la création d'un nouveau pôle de formation, qui aurait pour but d'attirer ou de renforcer des formations adaptées aux besoins locaux. Car, malgré les discours optimistes en la matière, il est désormais évident que les grandes écoles et les universités ne permettent pas à elles seules de répondre aux besoins du marché du travail.

Les employés non qualifiés à la recherche d'un emploi, pour la plupart des jeunes filles sans formation après le collège, sont en augmentation en Languedoc-Roussillon. Cela prouve que l'adéquation formation-emploi reste encore à trouver et qu'il faudrait implanter de grosses industries, qui, à part IBM, font pour l'instant défaut à cette région.

JACQUES MONIN

Près de l'Espagne

Jean-Yves Delaune est président de France Technopole, l'association qui rassemble l'ensemble des responsables des technopoles et des parcs technologiques français. Voici le jugement qu'il porte sur la technopole montpelliéraine.

« Chaque expérience technopole est particulière et, de ce point de vue, chacune apporte sa contribution à l'enrichissement de la démarche. L'expérience technopole de Montpellier fait partie de celle-là. Quatre points forts la caractérisent à mon avis :

- son ancrage dans un réseau international ;
- une politique de communication globale et cohérente ;
- le choix de plusieurs axes d'excellence à partir desquels une stratégie d'accueil et d'accompagnement a été mise en œuvre et réussie sur au moins deux axes ;
- et, enfin, son inscription dans une démarche d'aménagement du territoire en insistant sur les effets de réseau et de diffusion sur le tissu régional.

La positionnement de Montpellier près de l'Espagne l'autorise à rencontrer d'autres succès qu'elle n'aurait pu obtenir à partir de son seul bassin d'emplois pas assez dense aujourd'hui. »

architectes

MONTPELLIER TECHNOPOLE

La ville dans toutes ses ambitions

Le développement économique n'est pas séparable de l'animation culturelle

GEORGES FRÈCHE, le maire de Montpellier, compare volontiers sa ville à la Florence du quinzième siècle. Sans fausse modestie, mais, il est vrai, non sans quelques raisons. Les Médicis furent en effet à la tête de la ville de la Renaissance, et Montpellier fut une cité où le développement économique allait de pair avec le progrès des techniques et des arts. Ils avaient, pourrait-on dire, déjà inventé sans le savoir la notion de technopole, au sens, du moins, où l'entendent les responsables de la capitale du Languedoc-Roussillon qui veulent créer un « ensemble urbain » dans lequel toutes les fonctions de la ville seront intégrées et ne pas se contenter de juxtaposer une série de parcs scientifiques spécialisés.

S'il est vrai que la technopole montpelliéraine est d'abord plusieurs parcs d'activités et une pépinière d'entreprises qui prennent appui sur les centres de recherche et les universités locales, son originalité réside surtout dans le fait que le développement de ces parcs est intégré dans une démarche globale, un projet d'aménagement de la ville dans son ensemble et qui est déjà en partie réalisé.

Montpellier s'appuie d'abord sur une tradition universitaire et médicale ancestrale, un patrimoine historique bien préservé, un ensemble de services très complet et un environnement relativement vierge comparé à celui d'autres métropoles très anciennement et très fortement industrialisées et bâties.

La ville a d'autre part su se doter d'équipements de sports et de loisirs de qualité, entretenus et développés avec une rare constance politique. Quatre équipes sportives en première division, deux Opéras, dont l'Opéra Berlioz de 2 000 places inauguré l'an dernier, deux orchestres (le Philharmonique et celui des solistes sylvains), de multiples festivals d'été... Cette liste, non exhaustive, témoigne d'un souci de ne négliger aucun moyen pour attirer entrepreneurs et investisseurs, publics ou privés.

Promotion et médiation

Au tourisme individuel s'ajoute maintenant le tourisme d'affaires qui se développe autour du nouveau Corum, palais des congrès lui aussi intégré au centre historique. S'il souffre encore d'une capacité hôtelière mal adaptée à la demande, et d'une politique commerciale qui n'a pas encore pu être affirmée, ce lieu de rencontre d'un niveau international symbolise parfaitement les ambitions culturelles et touristiques de la ville.

Turnant résolument le dos à la discrétion, Montpellier a toujours mené de pair réalisations et médiation. La fameuse campagne « Montpellier la surdouée » ne fut que le point de départ d'une méthode que la ville a beaucoup développée depuis, multipliant les campagnes de publicité et les opérations de promotion en tout genre en France, en Europe ou aux États-Unis.

Sur place, il n'est pas une réalisation qui ne soit expliquée et annoncée, la moindre façade ravalée faisant elle aussi l'objet d'un traitement médiatique. Les communiqués qui ne réussissent pas à trouver place dans la presse locale resurgissent dans les nombreuses publications institutionnelles. Au mensuel de la ville s'ajoute celui du district, ainsi que deux publications spécialisées pour le jeune public ou les personnes âgées. L'essentiel ici est de démon-

trer quotidiennement l'immense capacité de travail des élus, abeilles d'une ruche qui s'active à faire de Montpellier un chantier permanent. Ainsi la ville fait-elle régulièrement état d'une foison de projets plus ou moins ambitieux, dont beaucoup seront ensuite modifiés ou même annulés.

L'exemple du projet « Port Marianne » est révélateur. Relayé lors de son lancement, il y a quatre ans, par les médias nationaux, la construction du futur port de Montpellier sur le Lez n'a toujours pas démarré, et nul ne sait encore aujourd'hui à quoi ce nouveau quartier ressemblera. La maquette de l'architecte Ricardo Bofill, bien que présentée et exposée, a été rangée au placard. Alors que la ville négocie toujours avec les architectes et investisseurs, « Port Marianne » n'existe pour l'instant que sur les panneaux de signalisation.

La voix de son maire

Annouer pour que cela se fasse. La stratégie montpelliéraine consiste ici à donner une existence médiatique à un projet, même si celui-ci n'a pas encore été définitivement mis au point pour ancrer sa réalité effective dans l'esprit des investisseurs potentiels. Qui en effet peut mettre en doute une réalisation ambitieuse qui a fait l'objet d'une campagne aussi élaborée? Ancien préfet du Languedoc-Roussillon, Yves Jean Bentejac avait constaté, en parlant de Montpellier, que « l'image y précède souvent la réalité, mais qu'envisage cette dernière la rattrape ».

Dernier maillon de cette chaîne médiatique : il s'agit de persuader le Montpelliérain qu'il fait partie d'une élite. Ainsi peut-on voir par épisodes fleurir sur les panneaux d'affichage urbains des campagnes, parfois proches de la propagande, destinées à exalter un certain chauvinisme. L'une d'entre elles soulignait récemment, sondage à l'appui, que 66 % des Français enviaient le sort des Montpelliérains. Chaque classement élogieux pour les réalisations de la ville est placardé. La municipalité délivre en permanence à ses citoyens un double message : « Vous pouvez être fiers d'habiter ici, et par là même fiers de nous, qui vous donnons cette fierté ».

Il n'est pas un panneau de chantier qui ne laisse transparaître une once de publicité municipale. Un immense M, emblème de Montpellier, a été tracé sur le rond-point à l'entrée ouest de la ville. La fontaine construite à l'intérieur de la cour de la Babotte, dans le centre historique, dessine la même lettre, comme si une main omniprésente marquait cette cité, et ses signes urbains, de son empreinte. En l'occurrence, celle de son maire.

A la tête de la ville depuis 1977, Georges Frêche est socialiste, certes, mais reste un homme politique atypique. Physique de rugbyman, verbe haut et coloré, Georges Frêche est ennemi de la langue de bois, ne déteste pas les coups de gueule mais demeure un calculateur habile, et, finalement, l'assurance de ce fonceur imprévisible ravit ses amis et déconcerte ses détracteurs.

Maire de Montpellier mais également président du district, Georges Frêche a transformé par ses ambitions cette ville bourgeoise et anodine, en tissant sa toile autour d'institutions qu'il a pour la plupart lui-même contribué à créer. Peu d'associations pararmunicipales échappent à son influence. Ce maillage, historiquement compréhensible, est parfois perçu comme un fardeau par

des acteurs locaux qui souffrent du poids des institutions locales, mais il est ici un gage de cohérence et d'efficacité, y compris dans le développement urbain. La plupart des initiatives partent en effet du haut pour être ensuite plébiscitées par une base naissante.

Ainsi le récent quartier Antigone a-t-il d'abord été conçu, dans son ensemble, de manière à s'intégrer au centre-ville, avant que les lots soient concédés séparément aux promoteurs privés. Il en ira de même avec « Port Marianne ». Le « visionnaire » Georges Frêche a par ailleurs déjà programmé le futur déplacement du centre-ville vers l'est, en bordure de l'aéroport international et de la future gare TGV. Et pour l'instant, contre ses détracteurs qui le taxent de boulimie et s'inquiètent de la construction au pas de charge d'une vitrine « château de cartes », le public et les investisseurs lui donnent raison.

L'empreinte d'une si forte personnalité ne va pas, cependant, sans heurts. Les relations sont pour le moins tendues entre Georges Frêche et Gérard Saumade, le président socialiste du conseil général. Non seulement leurs tendances respectives au sein du PS se sont récemment déchirées (l'un soutient Lionel Jospin, l'autre Laurent Fabius), mais leur différend s'est déplacé sur le terrain « de la ville et de la campagne ».

Georges Frêche dénonce la sous-présentation de Montpellier à l'Assemblée départementale, et reproche à Gérard Saumade de privilégier injustement le rural au détriment de l'urbain. Une autre guerre se livre du côté du conseil régional avec son président UDF, Jacques Blanc.

« Ces hommes se parlent, mais ne s'écoulent pas », confie un observateur averti, commentant les relations ombageuses des trois « mastodontes » locaux. Il en résulte un climat parfois très tendu dans lequel certains décideurs ont du mal à travailler. Choisir un camp est en effet souvent s'aliéner l'autre, même si quelques contre-exemples émergent ici et là, comme l'arrivée à Lattes, dans la banlieue de Montpellier, du groupe franco-britannique GEC-Alsthom, le développement du pôle Agropolis de Montpellier, ou le rapprochement amorcé l'an dernier entre Montpellier et Nîmes, qui a mis fin à des années d'incompréhension entre les deux villes.

Mais le revers de la médaille pour cette nouvelle « Californie française » est sans doute là. Quelles que soient les raisons et les responsabilités des brouilles que chacun se renvoie à la figure, on se prend à regretter qu'au lieu d'audace investie par chacune de ces personnalités dans leurs champs d'action respectifs ne soit pas plus souvent mise au service d'un travail en commun.



La fin du chantier Antigone et les immeubles Bofill.

MONTPELLIER EUROCTE

Modèle d'avenir.

« Douze états construisent aujourd'hui l'Europe du XXI^e siècle. Les Eurocités, héritières des villes de la Hanse et du Quattrocento, rythmeront sa vie quotidienne. Montpellier, dont la vie économique est bâtie sur la puissance de ses universités, de ses grandes écoles, de la recherche et de la formation, s'affirme comme un modèle de ville-technopole. Solidaire des villes de sa région, comme en témoigne le pôle Montpellier-Nîmes-Alès, et de ses zones rurales, Montpellier conjugue au quotidien, urbanisme innovant et qualité de vie. Avec un environnement de haut niveau, une vie culturelle et sportive intense, Montpellier la Surdouée a pour ambition d'être l'une des trente villes d'Europe qui marqueront le siècle à venir. »

Georges FRÈCHE

Député-Maire de Montpellier - Président de Montpellier District



Montpellier est membre fondateur du Club des Eurocités, vice-président du Club Mondial des Technopoles. Centre d'Entreprise et d'Innovation modèle désigné par la CEE.

Contactez : Montpellier L.R. Technopole - Synergie 1 - Parc du Millénaire 770, rue Alfred Nobel - 34036 Montpellier cedex 1 - Tél : 67 22 77 77.

MONTPELLIER LA SURDOUÉE

Architectes vedettes

Pour accompagner son développement urbain, Montpellier s'est attaché, ces dix dernières années, les services de plusieurs grands architectes.

Le premier à avoir imprimé sa marque à la ville, il y a dix ans, est le Catalan Ricardo Bofill, autour du quartier Antigone, au bout de la place de la Comédie, jusqu'au nouvel hôtel de région à l'est.

Avec Bofill, Montpellier adopte le néoclassicisme. Colonnes et places circulaires se déploient vers le fleuve Lez dans une synthèse gréco-romaine. Grandiose pour les uns, pompiers pour les autres, le quartier est en passe d'être achevé.

Tout aussi ambitieux, mais à contrario résolument contemporain, le Corum de Claude Vassant, inauguré en novembre 1990, est une œuvre massive, enchaissée au bout de l'esplanade, à peine adoucie de lignes brisées et de quelques courbes.

La ville vient d'autre part de faire appel à Richard Meier, dont le projet d'espace Pitot est en cours de construction, sous le Peyrou, à deux pas du palais de justice. Il s'agit d'une grande place centrale bordée d'arcades, fidèle au style du vieux Montpellier, autour de laquelle s'articuleront des commerces et des bureaux. En sous-sol seront installés un parking de 700 places, des services publics et un complexe sportif avec une piscine.

Dernier projet, lui aussi très ambitieux : la réalisation d'un nouveau quartier de 20 000 habitants, Port Marianne, au bord du port de plaisance sur le Lez. Deux architectes de talent en seront les premiers chefs d'orchestre, Christian de Portzamparc, à qui l'on doit la Cité de la musique de La Villette, et Robert Krier.

هكذا في الاصل

HEURES LOCALES

REPÈRES

POITOU-CHARENTES

L'héritage de Nouaillé-Maupertuis

Commune de la périphérie poitevine, Nouaillé-Maupertuis, championne de la croissance démographique (1 400 habitants en 1982, 2 200 aujourd'hui), est privilégiée. Elle possède une ancienne abbaye bénédictine du douzième siècle, sauvee in extremis de la ruine, dans laquelle la mairie vient d'être transférée. Le deuxième atout de la commune est la fameuse bataille de Nouaillé, en 1356, au cours de laquelle quarante mille soldats français et anglais s'affrontèrent sur les mamelons voisins. Cet affrontement se termina par la reddition de Jean le Bon devant le prince de Galles, Daniel Moynard, le maire de la ville, qui a une vue pédagogique du tourisme, rêve d'élever un mémorial animé de la Guerre de Cent ans où les écoliers apprendraient l'histoire in situ. Une façon, pour la commune, de transformer une défaite cuisante en victoire.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Saint-Tropez: augmente ses tarifs portuaires

Récemment décidée par la municipalité de Saint-Tropez (Var), l'augmentation de 44 % des droits de place dans le port, provoque des vagues. Des voiliers ont quitté leur poste à quai ou s'apprêtent à le faire, leurs propriétaires jugeant cette augmentation d'autant plus excessive qu'ils ne voient pas le port manquant d'équipements pour ceux qui restent à quai à l'année et ne pourront plus, de surcroît, bénéficier du forfait intersaison auquel la municipalité de M. Alain Spada vient de mettre un terme.

Les propriétaires de yachts et de châteaux sont rejoints par les plaisanciers (propriétaires) qui viennent d'appréhender l'augmentation de 48,7 % de la taxe d'usage du plan d'eau, que la commune a portée de 65,76 francs (en 1990) à 97,845 francs (en 1991). L'association des plaisanciers menace de ne pas payer, son président M. Jean-Baptiste Miraglio estimant qu'il s'agit de « la plus forte augmentation enregistrée depuis 1971 ». Le maire répond que les augmentations des tarifs ont été prises pour « favoriser le roulement des voiliers tout en participant aux investissements du port ».

RHONE-ALPES

La Caisse des dépôts absorbe la société du métro de Lyon

La Société d'économie mixte du métro lyonnais de l'agglomération lyonnaise (Semaly), chargée depuis 1968 de l'ingénierie du réseau de Lyon, va entrer dans le groupe de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), qui détenait déjà 27 % du capital et siégeait au conseil d'administration. L'entreprise américaine d'ingénierie Bechtel, présente comme « le numéro un mondial de la gestion de projets », souscrit une participation minoritaire. La venue de ce nouvel actionnaire est jugée, particulièrement riche de promesses pour l'exploitation des technologies françaises, grâce au savoir-faire accumulé par la Semaly et sa filiale Metram, sur les chantiers du métro de Lyon, de différents tramways en France et à l'étranger.

La communauté urbaine de Lyon, le conseil général du Rhône et le syndicat des transports en commun de l'agglomération lyonnaise, jusqu'ici majoritaires, devront se prononcer dans les prochains semaines sur cette modification de l'actionariat. L'entrée de la Semaly au sein du groupe de la CDC était envisagée de longue date, en raison du niveau de réalisation du réseau lyonnais.

MASSIF CENTRAL

Le maire trop jeune de Limoges

Dans notre supplément sur le Massif Central (16. Monde, daté 14-15 avril), une erreur de transcription nous a fait parvenir de dix ans le nom du maire de Limoges, M. Alain Rodet, qui a quarante-sept ans et non trente-sept comme nous l'avons écrit. Nous prions M. Rodet et nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Gérard Buéty et de nos correspondants : José Lenzi (Toulon) et Michel Lévêque (Poitiers).

Le supermarché des collectivités locales

Les chefs d'entreprise en quête de nouveaux sites ont visité le salon « S'implanter », où s'exposaient communes et départements

Pour approcher, séduire et, si possible, attirer des investisseurs, les élus disposent depuis l'an dernier d'un rendez-vous : le salon « S'implanter ». Fondé par M. Jean-François Mancel, député RPR et président du conseil général de l'Oise, ce salon vient de se tenir à Paris. Quelques deux cents communes et départements ont rivalisé de charme pour se faire remarquer de quatre mille visiteurs-chefs d'entreprise, consultants ou promoteurs immobiliers - qui, de leur côté, ont pu à loisir comparer les offres et faire leur marché.

La détermination des collectivités à se montrer sous leur meilleur jour, quitte à élargir parfois leurs horizons, a suscité quelques surprises géographiques. Saint-Flour, chef-lieu d'arrondissement du Cantal, soudain désenclavé, s'est vu proposer « sur l'autoroute la moins chère entre l'Europe du Nord et le bassin méditerranéen ». Pendant ce temps, Rousset, Bouches-du-Rhône, avec ses deux mille cent cinquante-sept habitants, « terre de chaleur, de fertilité et de générosité », se lançait « sur le parcours gagnant », entre Lyon et Turin, « au carrefour des autoroutes du Sud ». Tandis que l'Ardèche, qu'on croyait rurale, touristique et quelconque, peu désignée, s'autoproclamait « département-santé », forte de ses cinq laboratoires pharmaceutiques. Dans leur enthousiasme, toutes les collectivités sans exception se sont retrouvées « au cœur de l'Europe ». Question de perspective...

« Nous avons tous la même chose à proposer, soupire pourtant la « dir'com » d'une municipalité d'Eure-et-Loir, un peu déçue par le manque d'affluence sur son stand. Nous sommes tous à une heure d'une grande ville, à trois d'une

capitale étrangère. Nous nous trouvons forcément à proximité d'une autoroute ou d'un TGV, nous avons tous des équipements publics, des sites industriels disponibles, des espaces verts, un patrimoine historique intéressant. Nous attendons les entrepreneurs à bras ouverts, sauf, bien sûr, ceux qui polluent. »

Ce découragement n'atteint pas les professionnels du développement économique qui, face à un « marché des collectivités très concurrentiel », mettent au point des stratégies pour attirer les entreprises. « Il est bon, par exemple, de rechercher plusieurs sociétés appartenant à une même branche, pour créer un réseau de sous-traitants et de partenaires commerciaux », explique un prospecteur de la DATAR, qui vient de réussir le « mariage » d'un groupe d'abattage de volaille anglais et d'une société française de transformation de poulets. L'opération permettra de créer sept cents emplois à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais).

Standards

Pour M. Eric Woerth, directeur du salon, une prospection à des chances de réussir si elle réunit les quatre conditions suivantes : proximité d'un marché, infrastructure garantissant des facilités d'accès, présence d'une main-d'œuvre suffisante et formée, capacités d'accueil intéressantes (subventions, aides foncières et immobilières). « Les investisseurs étrangers se renseignent sur des questions plus pointues comme les coûts salariaux, les congés payés, le rôle des syndicats, le nombre de guichets de banque, de logements, ou d'usines de traitement des déchets industriels. Les jugants ont sans doute les plus exigeants », ajoute un représentant de l'agence de développement économique du Doubs, qui a réalisé un épais Guide de l'investisseur après avoir réussi l'exploit de faire venir Mitsubishi dans le département de la précision ».

Le critère affectif joue aussi, assure le premier magistrat de Pont-Audemer (Eure) qui a fait reconstituer un quartier normand sur ses 15 mètres carrés d'exposition. Persuadé que « les épouses ont une voix prépondérante dans le choix d'une implantation », il aime mieux parler cadre de vie que zone industrielle. Cette incursion dans le pittoresque lui a valu le plébiscite des caméras et... la visite du ministre de l'aménagement du territoire, M. Jacques Chirac, qui a inauguré le salon.

Les collectivités qui sont depuis longtemps rodées au développement local ont, évidemment, fait le plein de visiteurs. L'agence de développement de l'Oise avait, l'an dernier, décroché trois contacts sérieux en trois jours, alors qu'en temps normal elle en obtenait un tous les dix jours. Cette année, l'agence de Seine-et-Marne n'a pas désempli une seconde.

Communes et départements prennent en main leur développement économique, bien que cette compétence revienne aux régions. Toutefois, une légère rationalisation s'est esquissée par rapport à l'an dernier : une cinquantaine de villes qui avaient fait cavalier seul sont revenues dans le giron de leur conseil général. « Elles se regroupent pour atteindre une taille critique et structurer leur offre, remarque l'un des organisateurs, M. Denis Suisse-Gaillard. Il faudrait maintenant qu'elles embauchent de vrais managers du développement local. » Mais ces hommes, spécialisés à la fois dans les entreprises et les collectivités, sont encore difficiles à trouver.

RAFAËLE RIVAIS

Le Centre à la recherche d'un nom

Les élus des bords de Loire ne veulent plus que leur région soit confondue avec d'autres

ORLÉANS

de notre correspondant

L'Élégant a fait un bien vilain cadeau aux élus d'une région au riche passé en la baptisant : Centre. L'Orléanais, le Berry et la Touraine, et tout leur cortège de châteaux royaux, six départements proches de la Loire, méritaient mieux que cette appellation sans saveur.

Pendant près de vingt ans, le Centre a vécu en essayant en vain d'expliquer ce qu'il n'était pas, à savoir le Massif Central. On a multiplié les campagnes de communication et cela a coûté cher. Peine perdue, le Centre est toujours aussi nébuleux, y compris même pour les habitants de la région qui continuent, lorsqu'on les consulte, à ignorer à près de 50 % à la fois le nom de leur région et de leur capitale régionale.

Une image

non attractive

Les élus souhaitent abandonner cette appellation qui n'a rien de contrôlé et donne de la région une image non attractive.

Le conseil régional, que préside M. Maurice Dousset (UDF-PR), a décidé lors de l'une de ses dernières séances, de constituer une commission en vue de modifier ce nom. Comment « vendre » les châteaux de la Loire à l'étranger, ce que Maurice Dousset a entrepris depuis plusieurs mois, en expliquant qu'ils appartiennent à la région Centre et non pas à la région Pays de la Loire ?

Cette initiative pour changer de nom fait resurgir un autre débat, celui de l'identité régionale, que l'on croyait clos. Bien des responsables laissent aussi ne voient pas battre

le « cœur » de cette région, même si personne ne parle plus de remettre en cause les limites régionales. La dernière tentative de « sécession » remonte à 1981, lorsque M. André Laignel, alors président du conseil général de l'Indre, voulait entraîner son département dans la région Limousin.

Traditionnellement on oppose le nord de la Loire, où se trouvent les « bons » emplois, et le sud qui serait réservé aux friches et aux fermettes d'usines.

Des performances méconnues

À y regarder de plus près pourtant, le Centre rassemble des contrées qui ont de multiples points communs. Elles sont toutes, à des nuances près, baignées ou influencées par la Loire, qui dessine dans le paysage une grande courbe de lumière. C'est là qu'est né, puis s'est fortifié le pouvoir royal.

Toutes ces villes, de Chinon à Orléans, et de Dreux à Bourges, qui conservent toujours le souvenir de quelque royal personnage, ont un air de famille avec leurs toits d'ardoise, elles font un peu un complexe de « capitale manquée », et souffrent de n'être aujourd'hui que des « villes moyennes ».

Le Centre n'est donc pas le fruit d'un découpage administratif hasardeux. La région, sous des dehors aimables, cache un dynamisme certain. Au « jardin de France » et au pays de la douceur de vivre, on travaille.

Le Centre est non seulement la première région céréalière de France et des pays de la CEE, mais aussi la cinquième région industrielle française. Des performances souvent méconnues.

La région existe, sans doute convient-il maintenant aux élus de la reconnaître.

RÉGIS GUYOTAT

BLOC NOTES

AGENDA

□ Littoral et santé, phénomène de société. - L'Association nationale des élus du littoral organise les 23 et 24 mai à Rochefort-sur-Mer ses

12^e Journées nationales sur le thème « Littoral et santé ». Pêche, loisirs nautiques, tourisme, thalassothérapie, produits de la mer sont devenus des activités essentielles pour les communes du littoral. Ces journées devraient permettre aux responsables de ces collectivités de trouver des solutions adaptées pour diversifier leur tissu économique en répondant à une demande croissante, véritable phénomène de société. ▶ ANEL 120, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél : 45-62-00-95.

□ Le nouveau cadre juridique du câble. - L'Agence Câble, qui dépend des services du premier ministre, organise le jeudi 25 avril au Sénat une journée d'études sur les règles et la législation qui président à la mise en place d'un réseau câblé : le rôle du maire, définition et modification du plan de service, un nouveau cadre réglementaire pour les éditeurs de programmes, les services de télécommunications sur le câble. ▶ Renseignements et inscriptions : Alice Bertrand. Tél : 42-75-87-95.

□ Collectivités européennes. - Les deuxièmes assises européennes des dirigeants territoriaux auront lieu à Douvres (Angleterre), samedi 27 avril. Les professionnels des collectivités compareront les différents modes européens de gestion municipale et réfléchiront aux changements que pourraient introduire l'ouverture des frontières. Ces rencontres avaient été organisées l'an dernier à Nancy par M. Gérard Combe, président du Syndicat national des secrétaires généraux. ▶ Renseignements au (16) 83-37-65-01.

□ Accord cadre entre l'Etat et l'Association nationale de développement local et des pays. - Un accord a été signé le 12 avril entre Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, et Jean Gatiel, président de l'Association nationale de développement local et des pays (ANDLP). Cet accord a pour objet de favoriser l'action du réseau constitué par l'ANDLP autour d'états, de fonctionnaires des collectivités territoriales, de

responsables d'association, de chefs d'entreprise en faveur de la création d'emplois et du développement local. ▶ ANDLP, 30, rue René-Boulanger, 75010 Paris.

NOMINATIONS

□ Administrateurs territoriaux. - L'Association des administrateurs territoriaux de France à un nouveau président en la personne de M. Bernard Côté, directeur général des services du département de la Drôme. Il remplace M. Georges Cardona, président fondateur, actuellement secrétaire général du SIVOM de l'agglomération rouennaise. L'association, créée en 1989, s'efforce de promouvoir les conditions d'emploi des administrateurs territoriaux. Elle demande, notamment, que la formation des nouveaux administrateurs (recrutés par concours depuis l'an dernier) soit organisée avant leur embauche par une collectivité. Elle revendique trois cents adhérents, soit la moitié des administrateurs. ▶ Renseignements au (16) 75-79-26-00.

□ La ville de Boulogne-sur-Mer (45 000 habitants) a un nouveau secrétaire général, M. Maurice Caron, précédemment en poste à Joigny (Yonne).

M. Caron, né le 31 mars 1943 à Saint-Pol-sur-Mer (Nord), est autodidacte. Titulaire d'un BEPC, il a passé le concours d'agent de bureau à l'âge de seize ans, puis gravi les échelons par la voie de la promotion interne. Il a exercé les fonctions de secrétaire de mairie à Montmélian (4 000 habitants), Bar-sur-Aube (7 000 habitants) et à la ville de Joigny (10 000 habitants) et au syndicat intercommunal. A Boulogne, il remplace M. Patrick Chèvre, devenu directeur général des services du district du Grand-Rodet.

PUBLICATIONS

□ La science et les régions. - Au moment où s'affirme la régionalisation, les activités scientifiques ont tendance à se concentrer dans la région parisienne, remarque Madeleine Lelièvre, auteure de la Science et les régions, géographie de la France. Elle estime, certes à l'appui, que leur localisation demeure tributaire d'un système qui oppose Paris à l'ensemble de la province, et propose des modalités de gestion territoriale de la science. ▶ Ed. La Documentation française, coll. « Dynamique du territoire », 268 pages, 220 francs.

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/FINANCES/CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

Jusqu'à ce jour, aucun indicateur ne donnait d'éléments récents et réguliers sur la conjonction des finances communales. Le Crédit local de France a mis en place des indicateurs (emprunt, investissement, trésorerie) qui permettent de suivre mensuellement. Elaborés à partir des réponses d'un panel composé de communes de plus de cinq mille habitants, ces indicateurs donnent une information en temps réel et significative, même si ils ne peuvent prétendre à l'exhaustivité. Associés à l'étude d'un thème lié aux finances locales, ces indicateurs sont publiés et commentés chaque mois en alternance. Aujourd'hui, l'indicateur emprunt est associé à un point sur la gestion de la trésorerie des collectivités locales.

La gestion de la trésorerie

Les collectivités locales sont tenues de déposer au Trésor la quasi-totalité de leurs disponibilités (79,3 milliards de francs au 31 août 1990). Elles ne peuvent donc pas ouvrir de compte en banque, ni placer leurs fonds libres. Ces fonds placés au Trésor ne sont pas rémunérés. En contrepartie, l'Etat verse aux collectivités des avances par douzièmes du produit des impôts locaux.

Ce système de flux bilatéraux de trésorerie assure les collectivités de recevoir régulièrement le produit de l'impôt voté, indépendamment du recouvrement, et permet à l'Etat de bénéficier d'une ressource gratuite. Mais il oblige les collectivités locales à avoir un solde de trésorerie positif alors même qu'il n'est pas rémunéré. Aussi ont-elles intérêt à tendre vers une « trésorerie zéro ». Or cet objectif est difficile à atteindre, car les collectivités ne maîtrisent pas entièrement leurs dates d'encaissements et de décaissements. Ainsi, pour ce qui concerne les ressources provenant de l'Etat, si les douzièmes de fiscalité sont versés régulièrement, il n'en va pas de même pour les versements des dotations.

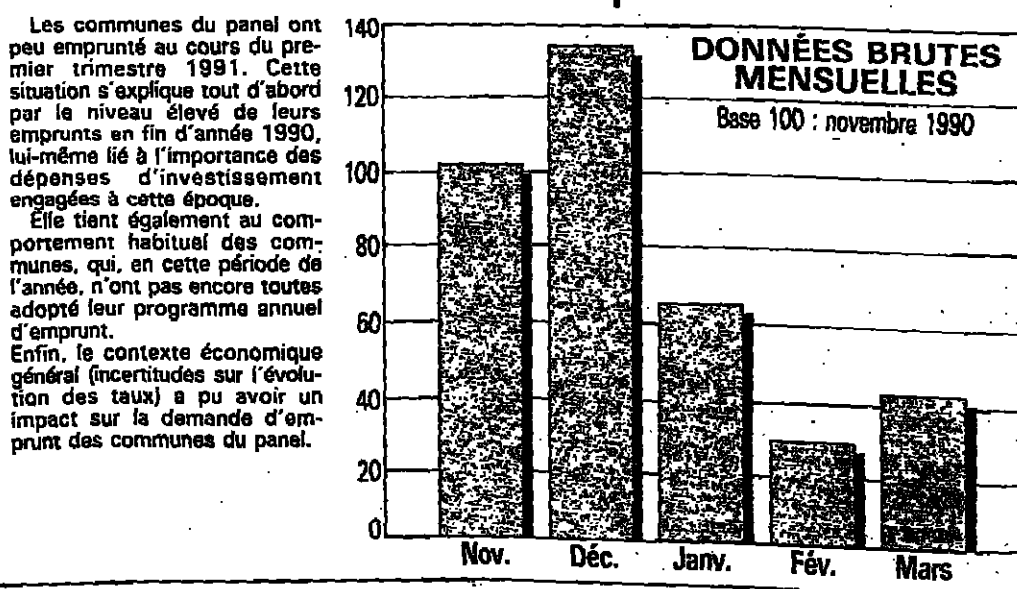
Les grandes collectivités parviennent cependant à limiter au minimum le montant de leurs fonds improductifs et ont développé leur recours aux produits de trésorerie. Les petites communes

éprouvent davantage de difficultés pour optimiser leur trésorerie. Ainsi, le fonds de roulement (solde des recettes sur les dépenses à la clôture de l'exercice) en jours de dépenses est de deux à trois fois plus élevé pour les communes de moins de 10 000 habitants que pour celles de plus grande taille. Cet écart s'explique par le fait que le rythme des dépenses d'investissement des petites communes est par nature irrégulier, l'investissement conservant pour elles un caractère exceptionnel compte tenu de la faiblesse de leur budget.

Quant à l'Etat, il supporte deux coûts essentiels. Le premier est lié au décalage dans le temps entre le versement mensuel des avances aux collectivités et le recouvrement effectif des impôts. Le second provient du fait que le total des recouvrements de l'année est inférieur de 10 à 15 % au montant des avances accordées. En effet, le recouvrement des impôts d'un exercice étant annuel, le taux de recouvrement pour l'année courante atteint 85 % à 90 % seulement.

Le système de gestion de la trésorerie des collectivités locales étant complexe, un bilan complet est difficile à établir. Des projets de réforme sont actuellement à l'étude, comme le Plan épargne-équipement, qui permettrait aux petites communes de constituer une épargne rémunérée pour financer leurs investissements.

Indicateur emprunt



[illegible]

Sur Aquitaine, Limousin, Massif central, Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées, la grasse pluie (la pluie (ou la neige en montagne à basse altitude) seront au menu au lever du jour, ces précipitations s'atténueront en cours de matinée mais le ciel restera chargé toute la journée.

Par ailleurs, plus au nord, futures

Les températures matinales seront généralement comprises entre 0 à 1 degré et 4 ou 5 degrés.

Les températures maximales s'échelonneront entre 9 ou 10 degrés sur le nord et le nord-ouest et 14 ou 15 degrés sur le sud-est.

A	B	C	D	N	O			
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale
moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Samedi 20 avril

FR 3

— De 20.00 à 0.15 La SEPT —

0.15 Série rose :
La Dame galante.

0.45 Magazine :
L'Heure du golf.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm :
Le Dernier Crime
d'Al Capone.

LA SEPT

21.00 Les camps du silence.
▶ De Bernard Mangiante.

23.00 Soir 3.

23.20 Documentaire :
Latin Jazz à New-York

Dimanche 21 avril

CANAL PLUS	
14.00	Téléfilm : Le Procès du démon
15.35	Magazine : 24 heures
16.40	Dessin animé : Les Simpson.
17.05	Les Nuls... l'émission
18.00	Cinéma : Benji la malice. ■
— En clair jusqu'à 20.40	
19.25	Flash d'informations
20.30	Cas cartoon.
20.30	Dis Jérôme... ?
20.35	Magazine : L'équipe du dimanche
20.40	Cinéma : Veuve mais pas trop... ■
22.25	Flash d'informations
22.25	L'équipe du dimanche
1.05	Cinéma : Mister Fr...

Du lundi au vendredi, à 9
sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DE
avec ANNICK COJEAN
et la collaboration du « Mo

CARNET DU Monde

Décès

Tél. : 31-77-10-10.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 15 AU 19 AVRIL

PARIS

Dernières gelées printanières ?

INDICE CAC 40

-1,66 %

Les Saints de glace auraient-ils pris de l'avance sur le calendrier ? Les nouvelles gelées survenues ces derniers jours Rue Vivienne donnent en tout cas raison aux partisans de la prudence face aux espoirs d'une reprise de l'expansion toujours en devenir.

Avant que le froid frappe à nouveau, cette semaine s'était ouverte sur une note mi-figue mi-raisin. Lundi, d'abord presque immobile (+ 0,07 %), la Bourse avait bien tenté de se redresser durant la séance (+ 0,58 %). Mais, visiblement en petite forme, elle avait ensuite jugé bon de ne pas insister (+ 0,05 %). Mieux valait. Le lendemain, elle se mit à gélir (- 1,07 %). Mercredi, dopée par New-York, la place parisienne se ressaisissait (+ 1,47 %). Peine perdue. Vingt-quatre heures plus tard, reprise par le froid, elle se remit à claquer des dents. La température ne fut pas plus clémente à la veille du week-end, et, en clôture, l'indice CAC 40 s'ébroua à 1,36 % au-dessous de son niveau précédent. Bref, pour la deuxième fois de suite, la semaine s'est achevée sur une baisse, de 1,66 % cette fois-ci.

Inquiétant ? Apparemment, pas vraiment. Pris en bloc, les chiffres, en tout cas, ne le sont pas. Six semaines se sont écoulées depuis l'arrêt d'une des plus longues périodes de hausse que la Bourse ait connues (entre les 16 janvier et 8 mars). Et depuis, malgré leurs divagations, les valeurs françaises n'ont qu'assez peu entamé (2 % seulement) leur avance (+ 25,4 % au 8 mars). La marge de consolidation reste donc importante. Deuxième constatation : la baisse de la semaine écoulée a été en bonne partie due au facteur technique. La liquidation générale d'avril aura lieu lundi 22 avril. La proximité d'une telle échéance entraîne toujours des ventes bénéficiaires, surtout quand cette liquidation est gagnante. Et celle-ci l'est encore un peu (+ 2,6 %), pour la troisième fois consécutive.

Troisième élément d'appréciation : l'espoir toujours tenace d'une reprise de l'expansion. Il a été fort malmené ces derniers jours, aussi bien par l'INSEE que par l'Institut de prévisions économiques et financières pour l'économie (IPECE), qui ne décèlent, ni l'un ni l'autre, le moindre signe annonciateur d'amélioration, mais discernent, chacun de leur côté, du chômage en plus, des difficultés budgétaires et peu de croissance pour 1991 (1,5 % le premier, 1,6 % le second), beaucoup moins que n'en avait prévu le ministère des finances (2 %). Les experts du FMI s'en sont mêlés en révisant à la baisse leurs prévisions de croissance

pour les pays du groupe des sept (1,4 % en moyenne seulement, contre 2,6 % pour 1990). Mais rien n'y fait. Prudents certes, investisseurs et professionnels restent assez optimistes. Le chroniqueur de la société de Bourse Didier Philippe partage cette relative confiance, estimant que la configuration monétaire actuelle « devrait autoriser un supplément de hausse des actions de l'ordre de 10 % ».

Peugeot qui rit, Michelin qui pleure

Il est vrai que les bouillonnements promoteurs enregistrés depuis quelques jours à Wall Street, où le « Dow » vient de franchir, pour la première fois de son histoire, la barre des 3 000 points, sont venus à point nommé renforcer un sentiment redevenu confus et décalé par rapport à la réalité. Les analystes américains prêtent à la grande Bourse new-yorkaise une capacité immédiate de hausse de 5 % à 10 %, « Wall Street, dit-on, se trompe jamais ». Quand, en août 1982, le marché américain s'était embrasé, la récession battait son plein, et personne n'y avait cru. Trois mois plus tard, commençant une des plus longues périodes d'expansion de l'histoire des États-Unis.

Michelin a encore défrayé la chronique. Le premier manufacturier du monde a publié ses résultats pour 1990. Désastreux ! Le déficit consolidé frôle

les 5,3 milliards de francs, dont 3,5 milliards environ proviennent des frais de restructuration et du coût des quatre mille neuf cents suppressions d'emplois. A cet égard, il n'est pas intéressant de noter que Bibendum en est à son cinquième plan social depuis 1983 et que, en l'espace de huit ans, il a supprimé seize mille emplois. Un quasi-record. « Ce n'est plus de la compression, mais une vraie liquidation », assurent féroce des boursiers. Et d'ajouter : « Michelin ne sait rien faire d'autre pour redresser la barre ». On peut se le demander. Les problèmes posés par les surcapacités mondiales et par la guerre des prix ne datent pas d'aujourd'hui. En revanche, l'alourdissement du poids de la dette (40 % du chiffre d'affaires) accrédite l'idée que Michelin a peut-être eu les yeux plus gros que le ventre en rachetant Uniroyal Goodrich. De toute façon, les stratégies cléméntistes auraient dû s'apercevoir que le pneu s'était banalisé pour devenir presque une « commodité » (une matière première). Si Michelin est à la peine, Peugeot est à l'honneur avec des résultats superbes (9,5 milliards de francs), comparés à ceux de ses concurrents. Mais, avec la menace japonaise, M. Jacques Calvet, son président, est inquiet pour l'avenir.

ANDRÉ DESOIT

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	19-4-91	Diff.
AGF	530	-12
AXA (ex-Cie Midl)	121	-30
Bail Equipement	130,10	+ 8,90
Banque (C*)	495	-
Catell	165,80	+ 2,3
CCF	1085	+ 3
CFI	360	+ 3,50
Chargers	726	- 61
CPR	1649	+ 24
Eurofrance	1856	- 29
CAN	556	- 20
Hérit (La)	777	-
Locafiance	782	+ 12
Locindus	93,50	- 2
Midland Bank	615	+ 30
OFP	459	+ 7,10
Paribas	788	-
Schneider	421	- 21,50
Société générale	690	+ 24
Suez (C* fin.)	333,10	- 12,60
UAP	561	- 26
UCB	160	+ 5,20

Alimentation

	19-4-91	Diff.
Béghin-Say	673	- 8
Bonin	2630	+ 10
BSN	850	+ 3
Carrefour	3770	+ 5,10
Casino G. Perré	4045	- 105
Eurocassé	1250	- 4
Guyane-Gasc.	3993	+ 87
LVMH	777	- 18
Occid. (Gle)	285	- 1
Oliver	1200	- 42
Pern-Ricard	2045	+ 24
Promodis	1409	- 9
Saint-Louis	1470	- 45
Sauv. Perrier	33700	- 100

Produits chimiques

	19-4-91	Diff.
Inst. Mérieux	4 450	- 50
Labo Roger Bellon	2 640	- 40
Baso	2 162	+ 2
Roussel-Uclaf	777	+ 2
Synthelabo	842	+ 40
Basf	940	+ 22
Bayer	873	+ 30
Hoechst	113,50	+ 4,50
Imp. Chemical	159	+ 3
Norsk Hydro		

Pétroles

	19-4-91	Diff.
BP-France	120,50	- 2
ELF-Aquitaine	335,40	- 9,50
Esso	662	- 26
Primagaz	440	+ 15
Sogehp	417,90	+ 17
Total	730	+ 15,20
Exxon (I)	1 907	- 4
Petrolfin	345,20	+ 15
Royal Dutch	465	-

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Métallurgie, construction mécanique

	19-4-91	Diff.
Alpi	400	+ 14,90
Desautel-Aviation	541	- 9
De Dietrich	1 521,10	- 114
Fives-Lille	531	- 29
Penhoët	552	+ 11
Peugeot	1 682	+ 42
SAGEM	979	- 31
Strafor-Facom	439	- 11
Valco	297	- 15

Mines, caoutchouc

	19-4-91	Diff.
Géophysique	695	- 25
Imetal	312,30	- 7,10
Métaleurop	101,80	- 6,90
Michelin	86	- 1
RTZ (I)	54,05	- 1
ZCT	1,74	- 0,02

Bâtiment, travaux publics

	19-4-91	Diff.
Auxil. d'entr.	1 156	+ 41
Bouygues	577	- 10
Ciments-France	429,70	- 5,30
GTM	179,50	- 3,90
Immob. Phénix	775	- 35
J. Lefebvre	383,60	- 17,40
Lafarge-Coppée	514	- 1
Poliet	254	- 10
SGE-SB		

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 avril 1991

Nombre de contrats : 80 900

ÉCHÉANCES

	19-4-91	15-4-91	16-4-91	17-4-91	18-4-91
Premier	106,58	106,56	106,52	-	-
+ haut	106,70	106,64	106,52	-	-
+ bas	106,40	106,46	106,52	-	-
Dernier	106,40	106,50	106,52	-	-
Compensation	106,40	106,38	106,34	-	-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	12-4-91	15-4-91	16-4-91	17-4-91	18-4-91
RM	2 764 415	2 446 741	3 310 332	3 653 522	3 190 009
Comptant	9 925 215	7 597 903	8 157 272	6 701 003	5 256 361
R. et obl.	317 229	282 485	113 941	155 361	168 981
Actions	13 006 859	10 327 129	11 689 273	10 509 886	8 615 351

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	118,9	119,1	118,0	119,2	118,6
Françaises	118,9	119,1	118,0	119,2	118,6
Étrangères	112,1	112,6	112,4	113,2	113,5

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	15-4-91	16-4-91	17-4-91	18-4-91	19-4-91
Général	487,8	487,1	485,7	489,7	483,13

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	1822,35	1802,91	1829,45	1815,74	1791,12
CAC 40	1822,35	1802,91	1829,45	1815,74	1791,12

Valeurs diverses

	19-4-91	Diff.
Accor	793	- 39
Air liquide	487	- 18
Arjomat	299	+ 49
Bic	764	- 17
Bis	310	- 19,90
CGIP	1 052	- 11
Club Méditer	356,50	+ 11
Esalor	118,50	- 0,80
EuroDairy	1125	- 40
Europe (I)	47,10	+ 1,70
Eurotunnel	677	+ 6
Groupe Cité	283	- 23
Hachette	533	- 20
Marine Wende	323	- 5,90
Navigation mixte	345	+ 3,30
Nord-Est	134,80	+ 3
L'Oréal	454,30	+ 13,70
Saint-Gobain	841	+ 14
Sauv. Châtillon	765	- 16
Sklia Rossignol		

Mines d'or, diamants

	19-4-91	Diff.
Anglo-American	174	+ 5,90
Amgold	337	+ 3
Bul. Gold M.	138,40	+ 7
De Beers	57,20	+ 0,30
Drief. Cons.	19,85	+ 0,65
Gencor	15,75	- 1
Harmony	15,75	- 1
Ranfion	38 15	+ 15
Saint-Helena	157	+ 13
Western Deep		

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 avril 1991

Nombre de contrats : 80 900

ÉCHÉANCES

	19-4-91	15-4-91	16-4-91	17-4-91	18-4-91
Premier	106,58	106,56	106,52	-	-
+ haut	106,70	106,64	106,52	-	-
+ bas	106,40	106,46	106,52	-	-
Dernier	106,40	106,50	106,52	-	-
Compensation	106,40	106,38	106,34	-	-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	12-4-91	15-4-91	16-4-91	17-4-91	18-4-91
RM	2 764 415	2 446 741	3 310 332	3 653 522	3 190 009
Comptant	9 925 215	7 597 903	8 157 272	6 701 003	5 256 361
R. et obl.	317 229	282 485	113 941	155 361	168 981
Actions	13 006 859	10 327 129	11 689 273	10 509 886	8 615 351

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	118,9	119,1	118,0	119,2	118,6
Françaises	118,9	119,1	118,0	119,2	118,6
Étrangères	112,1	112,6	112,4	113,2	113,5

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	15-4-91	16-4-91	17-4-91	18-4-91	19-4-91
Général	487,8	487,1	485,7	489,7	483,13

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	1822,35	1802,91	1829,45	1815,74	1791,12
CAC 40	1822,35	1802,91	1829,45	1815,74	1791,12

Valeurs à revenu fixe

	19-4-91	Diff.
PME 10,6 % 1976...	100,05	- 0,04
8,80 % 1977	122,30	+ 0,10
10 % 1978	101,10	+ 0,10
9,80 % 1978	100,75	+ 0,20
9 % 1979	100,25	+ 0,15
10,80 % 1979	99,50	+ 0,01
CNB 5 000 F	99,71	+ 0,02
CNB Paribas 5 000 F	99,60	- 0,02
CNB Suez 5 000 F	99,60	- 0,02
CNT 5 000 F	99,75	+ 0,05

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
SAT	+ 1,3	BNP	- 14,8
Dessau Elect	+ 6,9	CSE	- 8,9
Avicor Ind	+ 4,4	Cap Gen. Sogit	- 8,6
GTM Europe	+ 4,3	Hachette	- 8,4
Uia. Crédit Bâ.	+ 3,9	Bail Equipement	- 7,8
Esalor	+ 3,8	Chargem	- 7,5
Tract. (ex P&L)	+ 3,7	Metallurg	- 7,4
Auxil. Entrap.	+ 3,2	Fives Lille	- 7,1
SFM	+ 3,2	De Dietrich C.	- 6,7
Santof	+ 3,1	CEP Communis	- 6,6
Primagaz	+ 3,0	Concept	- 6,2
Bul. Invest.	+ 2,7	SCOA	- 6,2
Arjomat Prox.	+ 2,6	Valloire	- 5,7

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITEES AU RM (%)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Nouv. Galer.	1 545 391	1 334 778 865
Alcatel Alsth.	1 403 070	837 222 688
Paribas Act. A.	1 547 809	706 733 856
Ciments Franc.	1 376 837	600 047 818
Total (F. petr.)	647 073	464 047 913
Occident. (Gle)	1 740 740	406 718 834
AGF	730 629	397 778 067
Sauv. (Gén.)	147 685	374 277 460
Peugeot SA	648 524	354 471 426
BSN	413 796	349 529 298
EIF Aquit.	992 067	340 257 581
LVMH M.-H.	89 808	334 399 548
Suez Comp.	891 022	319 983 639
Cap Ge. Sogit	751 223	319 983 639

(*) Du vendredi 12 avril 1991 au jeudi 18 avril 1991 inclus.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 12-4-91	Cours 19-4-91
Or fin (pds en barres)	65 880	66 250
(pds en lingots)	65 880	66 250
Pdca française (20 g.)	380	380
• Pdca française (10 g.)	410	404
• Pdca suisse (20 g.)	383	383
• Pdca suisse (10 g.)	378	378
• Pdca turc (20 g.)	477	477
• Pdca turc (10 g.)	376	376
Succinate	486	486
• Succinate Elizabeth 1	389	389
• Diam-succinate	2 080	2 080
Pdca de 20 dollars	1 080	1 080
• de 10 dollars	630	630
• de 5 dollars	2 460	2 460
• de 250 marks	488	488
• de 10 florins	391	391
• de 5 roubles	285	285

Pour éviter des accidents entre avions civils et militaires L'OTAN envisage de « quadriller » le ciel européen

La direction générale de l'aviation civile a ouvert une enquête sur l'origine d'un incident, survenu vendredi 19 avril, lorsqu'un Airbus de la compagnie Air Inter, en provenance de Marseille avec cent quarante passagers à bord, a été frôlé par deux Mirage-F1, de la base de Reims. L'Airbus, qui volait à quelque 300 mètres d'altitude, venait d'être autorisé à se poser sur la piste d'Orly, en

septembre, « entre les anciens ennemis de la guerre froide, dans le prolongement de la coopération avec l'Est », a annoncé, vendredi 19 avril à Bruxelles, un haut fonctionnaire de l'organisation.

BRUXELLES de notre correspondant

Le CEAC (Comité de coordination de l'espace aérien européen), créé en 1955 dans le cadre de l'OTAN pour concilier les exigences relatives aux espaces aériens civils et militaires, seule instance internationale de cette nature, a été réactivé pour faire face à l'accroissement général du trafic civil et aux nouveaux problèmes posés par l'augmentation des vols entre l'Europe de l'Ouest et une Europe de l'Est sortie de son isolement mais fort en retard dans le domaine de la sécurité.

Une rencontre à ce sujet aura lieu prochainement, sans doute en

nombreuses mesures de sécurité qui retardent beaucoup de vols commerciaux. « Les militaires étant des bous émissaires tout désignés », selon l'OTAN.

Actuellement quelque dix mille avions militaires, dont six mille avions de combat, sont présents dans les pays européens de l'OTAN, et il faut ajouter des milliers d'hélicoptères. Bien qu'on ait de plus en plus recours à la simulation pour l'entraînement des pilotes, cela contrarie singulièrement les exigences de l'aéronautique civile.

La crise du Golfe, pendant laquelle le trafic a augmenté d'environ 20 % au-dessus de l'Europe, malgré la diminution des longs courriers civils, a incité le CEAC à réfléchir à ce qu'il pourrait proposer aux organisations non militaires, tel l'EUROCONTROL.

Son idée est de « s'éloigner du système actuel des corridors affectés à chacun, d'un point à un autre, pour le remplacer par un contrôle de zones avec un partage souple de l'espace ». Autrement dit, l'espace aérien européen serait divisé en « carreaux de dernier », pris en charge alternativement par l'armée ou les contrôleurs aériens civils, en fonction des nécessités du moment.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

« Des bous émissaires tout désignés »

« Leurs systèmes sont tout à fait dépassés. L'Allemagne réunifiée en fait l'amère expérience », a dit le responsable de la nécessité de rendre compatibles les matériels de l'Est et ceux de l'Ouest, en matière de radars, de bandes de fréquences et de procédures d'identification des appareils.

Les nouveaux objectifs du CEAC concernent aussi la coopération avec les civils occidentaux. Un seul accident par incident de trafic militaire civil a eu lieu dans l'espace aérien européen depuis la création de l'OTAN, ce fut en 1958 en Italie et pas du fait de l'armée. Mais cela a été obtenu au prix de

Bouygues et les Galeries Lafayette associés dans un vaste projet immobilier à Berlin

Le groupe de bâtiment et travaux publics Bouygues et les Galeries Lafayette, ainsi que la société américaine Tishman Speyer Properties, ont été sélectionnés par le Sénat de Berlin et la Treuhandschaft (l'organisme chargé des privatisations) à l'issue d'un appel d'offres et d'un concours d'architecture, pour un vaste projet de rénovation. Il s'agit de rebâtir une partie de la Friedrichstrasse, proche de l'ancien mur, avant guerre principale artère des affaires et du commerce de la ville et presque totalement détruite par les bombardements de 1945.

Le projet prévoit la construction, d'ici à 1995, de 120 000 m² de bureaux, commerces, restaurants et logements pour un total de 1,4 milliard de deutschemarks (4,75 milliards de francs). Les Galeries Lafayette sont associées à l'architecte Jean Nouvel, Bouygues au cabinet new-yorkais Pei Cobb Freed et Tishman Speyer au cabinet allemand Ungers et Partners. Les trois firmes sélectionnées ont acheté les terrains pour l'équivalent de 1 milliard de francs.

« Trois hommes gardés à vue à Bayonne après l'attentat contre une agence immobilière de Biarritz. Trois hommes, sympathisants présumés d'Iparretarak, ont été entendus, vendredi 19 avril, par la police judiciaire de Bayonne à la suite de l'attentat commis, dans la nuit du 18 au 19 avril, contre une agence immobilière de Biarritz avec un engin de fabrication artisanale. C'est le treizième du genre depuis que l'organisation clandestine basque, dissoute en juillet 1987, a fait de l'immobilier de loisirs sa cible privilégiée. Le premier avait visé, en novembre 1990, un programme en construction de Hendaye.

EN BREF

■ ANGOLA : vente à De Beers de la production diamantifère. L'intégralité de la production diamantifère de la région de Cuango sera désormais vendue à De Beers, le premier marchand mondial de diamants bruts, au terme d'un contrat signé, vendredi 19 avril, entre cette société et la compagnie d'Etat Endimanga. Cette production sera commercialisée, à Londres, par la Central Selling Organisation. — (AFP)

■ BANGLADESH : incarcération de l'ancien président Ershad. L'ancien président du Bangladesh, Hossain Mohammad Ershad, qui était assigné à résidence depuis sa démission en décembre, a été incarcéré, jeudi 18 avril. Le nouveau premier ministre, M. Khawaja Zia, s'était engagé la semaine dernière à ce que M. Ershad soit placé en détention, en attendant son procès pour corruption et abus de pouvoir. — (Reuters)

■ CAMBODGE : M. Han Sen se rend à Tokyo pour subir des examens médicaux. M. Hun Sen, ministre cambodgien, 20 avril à Tokyo pour une visite privée durant laquelle il sera hospitalisé. M. Hun Sen, âgé de quarante ans, avait été hospitalisé à Paris en décembre dernier après avoir été victime d'un malaise alors qu'il participait à des discussions sur le Cambodge. — (AFP)

■ CHINE : mort de Qin Benli, figure célèbre du journalisme indépendant. Le journaliste chinois Qin Benli, intellectuel contestataire du régime, est mort d'un cancer à Shanghai, lundi 15 avril, à l'âge de soixante-trois ans. Fondateur et rédacteur en chef du *World Economic Herald*, hebdomadaire influent soutenu par les dirigeants réformistes, il avait joué un rôle important dans le mouvement de contestation du printemps 1989, ce qui lui avait valu d'être exclu du

Parti communiste. Ayant perdu son travail, déjà atteint par la maladie, il continua néanmoins ces deux dernières années à défendre la cause des étudiants contestataires.

■ CUBA : Accord sur le prix du sucre entre Moscou et La Havane. Après six mois de négociations, Moscou a finalement accepté de continuer à payer pendant une année supplémentaire son sucre importé de Cuba au double du cours mondial. La Havane va donc pouvoir exporter dans le cadre de l'accord de commerce négocié fin décembre pour 2,2 milliards de dollars de sucre à destination de l'URSS. Ces exportations représentent près de 80 % des recettes cubaines en devises convertibles. Cuba vient donc d'obtenir un nouveau répit au moment où La Havane, dont l'économie est partiellement dépendante de celle de l'ancien bloc de l'Est, est de plus en plus menacée de difficultés croissantes à abandonner la pratique des tarifs préférentiels qu'elle lui accordait jusqu'ici.

■ GUATEMALA : Demande d'assistance sur des fosses communes. Une association de familles guatémaltèques a affirmé, vendredi 19 avril, avoir recensé 118 fosses communes où auraient été enterrées clandestinement des victimes des violences qui ont ensanglanté le pays ces vingt dernières années, et a demandé le Groupe de Souveraineté Militaire (GAM), qui représente 3 000 familles de disparus, a déclaré que les démarches de ce mouvement ont abouti à l'ouverture de cinq fosses. — (AFP)

■ MADAGASCAR : accord de représentations diplomatiques avec l'Afrique du Sud. Madagascar et l'Afrique du Sud ont signé, vendredi 19 avril, un accord qui prévoit l'ouverture de bureaux de représentation malgache à Pretoria et sud-africain à Antananarivo, a annoncé le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik Botha. — (AFP)

■ MALI : le bilan des émeutes de mars. Le bilan officiel des émeutes, qui ont abouti, en mars, au renversement du général Moussa Traoré, s'élève à 112 morts et 822 blessés dont 412 ont été hospitalisés, a rapporté, vendredi 19 avril, le quotidien gouvernemental *L'Essor*. — (Reuters)

■ MAROC : signature d'un accord de coopération nucléaire avec la France. Un accord de coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire a été signé, vendredi 19 avril, à Rabat entre le ministre marocain de l'énergie et des mines

vres, handicapés, nouveaux immigrants, etc.) pour leur permettre d'aller dans les écoles privées ou paroissiales. Cet encouragement donné à la liberté de choisir crée des remous.

Le choix ne doit pas condamner les écoles publiques en difficulté, disent les démocrates, qui soulignent la nécessité de défendre le principe de la séparation des Églises et de l'Etat. D'autre part, le président compte sur l'aide du secteur privé. Il envisage pour 1996 la création de nouvelles écoles expérimentales, qui recevront chacune du gouvernement un don de un million de dollars.

« Tests de performance »

Un groupe de grandes sociétés s'est engagé à dépenser 150 millions de dollars pour un programme de recherche sur les conditions de travail, l'emploi de la technologie et les nouvelles méthodes pédagogiques de ces établissements. Par ailleurs, les blissements, les milieux d'affaires sont invités à créer un système privé d'enseignement de qualité pour les travailleurs de leurs entreprises.

Le nouveau plan envisage surtout diverses mesures pour améliorer la qualité de l'enseignement, notamment la création d'exams à l'échelle nationale, appelés « tests de performance », sur les mathématiques, les sciences, l'histoire et la géographie, dont les collèges et les lycées devront tenir compte quand ils examineront les candidats à l'admission ou à l'embauche.

Enfin, des différences de traite-

ETATS-UNIS : devant la médiocre qualité de l'enseignement

Le président Bush lance une réforme nationale de l'éducation

WASHINGTON
correspondance

Déterminé à tenir sa promesse électorale d'être « le président de l'éducation », le président Bush, s'adressant à un groupe réunissant des milieux d'affaires, des gouverneurs et des membres du Congrès, a exposé, jeudi 18 avril, les grandes lignes d'un programme de rénovation et d'amélioration de l'enseignement, notamment dans le primaire et le secondaire. Il s'agit d'une « renaissance », a-t-il précisé.

Le plan répond aux aspirations de l'opinion, dont une grande majorité s'inquiète de la qualité insuffisante de l'enseignement. Les préoccupations électorales ne sont pas absentes de l'initiative du président, soucieux d'échapper au reproche qui lui est généralement fait de se désintéresser des problèmes intérieurs. Les démocrates ont immédiatement qualifié d'« insuffisant » un programme qui, disent-ils, reprend « trop peu et trop tard » leurs propres propositions, que l'administration américaine a bloquées pendant des années.

« Ne comptez pas sur Washington pour résoudre les problèmes de l'enseignement », a-t-il dit le président. Les écoles doivent donc être de la responsabilité des Etats et des autorités locales. Néanmoins, si le nouveau projet entre en application, le gouvernement fédéral va jouer un rôle plus important. La Maison Blanche demandera au Congrès de modifier la législation pour permettre d'allouer des fonds fédéraux à certains élèves, notamment les plus « défavorisés » (pau-

ment sont prévues pour les enseignants, favorisant les plus compétents ou ceux travaillant dans les conditions les plus difficiles. Le recrutement sera encouragé par des dons fédéraux aux Etats et aux autorités locales, qui auront la charge d'instituer un nouveau système permettant d'embaucher des enseignants n'ayant pas reçu une formation professionnelle. Le coût du projet est relativement faible : 200 millions de dollars sur un total de 27 milliards constituant le budget de l'éducation ; 230 millions de dollars seront destinés à « faciliter » aux parents le choix de l'école pour leurs enfants.

Le président a déclaré qu'il allait donner l'exemple pour encourager la formation continue, indiquant qu'il retournerait à l'école la semaine prochaine. « Je veux savoir comment me servir d'un ordinateur », a-t-il dit.

HENRI PIERRE

■ Une des figures de la Chambre des représentants, M. Morris Udall, part à la retraite. L'un des membres les plus respectés et populaires de la Chambre des Représentants, le démocrate d'Arizona Morris Udall, va prendre sa retraite après près de trente ans de vie parlementaire. Grand défenseur de l'environnement et juriste scrupuleux, M. Udall, bien connu par ailleurs pour son amour caniculaire, avait été battu aux primaires démocrates par Jimmy Carter lors de l'élection présidentielle de 1976. Agé de soixante-huit ans, M. Udall souffre depuis plus de dix ans de la maladie de Parkinson. — (AFP)

VIENTNAM

Interpellation de M^{re} Huong écrivain et résistante de la première heure

M^{re} Duong Thi Huong, auteur de plusieurs romans, pièces de théâtre et nouvelles, a été interpellée le 13 avril à Hanoï et serait interrogée dans les locaux du ministère de l'Intérieur, a annoncé, vendredi 19 avril, son entourage. Il lui serait reproché d'avoir tenté de faire sortir du pays des textes rédigés dans le cadre de la préparation du septième congrès du PC, qui doit se réunir début juillet dans la capitale vietnamienne.

Auteur notamment d'un roman connu (*Les Paradies aveugles*), publié par Antoinette Fouque, qui décrit les déceptions récentes de ceux qui ont combattu Français et Américains, M^{re} Huong contribue, avec Phan Thi Hoai, Nguyen Huy Thiep et d'autres, à la renaissance de la littérature au Vietnam. Leurs ouvrages sont souvent censurés par le pouvoir.

Résistante de la première heure et membre du Parti communiste, elle avait réclaté, dès mars 1990, « l'abandon immédiat du principe de la dictature du prolétariat » ainsi que de celui du « centralisme démocratique ». Elle avait été placée en résidence surveillée en juin 1990. Phan Huy Duong, également traducteur en français de Phan Thi Hoai, présente Huong comme « l'écrivain le plus populaire du Vietnam ».

J.-C. P.

C. J. Simon
Les banques

REPÈRES

M. Béziade
La monnaie
et ses mécanismes

REPÈRES

J. Régniez
Les nouveaux
produits financiers

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres
LA DÉCOUVERTE

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a soixante-quinze ans : l'insurrection de Dublin. 2

ÉTRANGER

URSS : les républiques face à l'Union. Le plan anti-crise du gouvernement. 3

M. Gorbatchev en Corée du Sud. Le président soviétique a été mieux accueilli qu'au Japon. 5

Le Québec en quête de souveraineté. La visite de M. Jacques Parizeau en France. 5

POLITIQUE

La réforme hospitalière. M. Durieux cherche à obtenir la bienveillance des centristes. 7

Livres politiques. « Les jeux du destin et de l'Histoire », par André Laurens. 7

HEURES LOCALES

● Paris galère pour les handicapés. ● La longue histoire du POS de Strasbourg. ● Le supermarché des collectivités locales. ● Le Centre à la recherche d'un nom. 9 et 14

● Montpellier, technopole. 10 à 13

SOCIÉTÉ

Congrès du SNES. Une mise en garde de M. Joseph avant le référendum des lycées. 15

M. Le Pen au tribunal. Le président du Front national et les « internationales ». 15

CULTURE

« Coluche », par Boggio. Dominique Wolton, sociologue, rend compte de la biographie consacrée à Coluche. 16

ÉCONOMIE

Lourd déficit à l'office HLM de Grenoble. La ville et le département devront intervenir. 19

La Yougoslavie dévaluée. Le gouvernement Markovic propose un plan au Parlement fédéral. 19

Flambée du dollar. Le billet vert a atteint 5,85 F à New-York. 21

Services

Abonnements. 2
Carnet. 18
Marchés financiers. 20-21
Météorologie. 18
Mots croisés. 15
Télévision. 18
Spectacles. 17

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 20 avril 1991 a été tiré à 509 969 exemplaires.

"J'AI DIX ANS !"

LA FOLLE HISTOIRE DE LA F.M.

13 épisodes RADIO jusqu'au 30 juin

Europe 2



Le Monde